

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

THÈSE POUR LE DOCTORAT
SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

LA PROHIBITION DE L'ALCOOL EN AMÉRIQUE

SES CONSÉQUENCES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES

Par **Marcel LEGRAIN**

Thèse présentée et soutenue le 9 Mars 1922, à 4 heures

Président : M. H. BERTHÉLÉMY.

Assesseurs	{	M. PERREAU, professeur.
		M. ROLLAND, —



CAHORS IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE

(Personnel intéressé)

1922

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

THÈSE POUR LE DOCTORAT
SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

LA PROHIBITION DE L'ALCOOL EN AMÉRIQUE

SES CONSÉQUENCES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES

Par **Marcel LEGRAIN**

Thèse présentée et soutenue le 9 Mars 1922, à 4 heures

Président : M. H. BERTHÉLÉMY.

Assesseurs

} M. PERREAU, professeur.
M. ROLLAND, —



CAHORS IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE

(Personnel intéressé)

—
1922

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MON PÈRE.

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE, M. H. BERTHÉLÉMY.

INTRODUCTION

Le 17 Janvier 1920, aux Etats-Unis d'Amérique, une loi entra en vigueur qui prohibait d'une manière absolue les boissons alcooliques.

En France, le moins qu'on puisse dire est que cette réforme fut accueillie sans bienveillance.

Les pouvoirs publics s'émurent à la pensée qu'un débouché se fermait devant les vins et alcools français.

Le monde de la distillerie et de la viniculture partagea cette émotion.

Tout le monde ou à peu près jugea que la mesure était excessive, néfaste, et, disons-le, ridicule.

On s'accorda, de plus, d'une façon générale, à penser qu'un pareil état de choses ne durerait pas et que la faillite guettait cette expérience.

On donnait principalement comme raison que le peuple américain était hostile à la loi.

Lorsqu'un peu de temps se fut écoulé, l'opinion française, tout naturellement, ne présenta plus que deux groupes :

Celui des gens intéressés au commerce de l'alcool ;

Celui des indifférents.

Les premiers ne crurent pas devoir accepter la décision prise par la nation américaine et commencèrent une campagne anti-prohibitionniste qui se traduisit notamment par l'intervention de la diplomatie française, laquelle agit aussi activement qu'elle le put, outre-Atlantique, pour obtenir des concessions en faveur des produits français devenus indésirables.

Ces manœuvres n'ont eu, jusqu'ici, aucun résultat, si ce n'est sûrement celui *d'exciter l'opinion* contre nous.

Tels sont les faits dans leur plus stricte simplicité.

Or, nous pensons, de notre côté, dire aux indifférents : vous avez tort. La loi américaine de prohibition est une

grande et belle œuvre dont l'histoire et les conséquences méritent d'être connues de vous.

Elle n'est pas une simple anecdote dans la vie du peuple américain ; elle est la matière d'un grand chapitre, d'un long récit plein de luttes, de péripéties, de victoires et de revers.

L'étude impartiale de ses conséquences vous montrera aussi qu'elle est un événement d'une importance primordiale pour la vie nationale de la grande République qui l'a adoptée, qu'elle en modifie largement les conditions économiques et sociales.

Et vous avez tort encore en tant que Français parce que les modifications profondes de la vie d'un aussi grand peuple que le peuple américain ont un contre-coup dont les effets se font obligatoirement sentir dans le monde entier, donc en France ; et encore parce que le problème résolu par la loi de prohibition n'est pas un problème américain, mais un problème mondial, et surtout français.

Et nous pensons dire aux commerçants : vous avez tort d'intervenir en Amérique. Le peuple américain est libre de sa destinée ; ce n'est pas vous Français qui combattiez hier pour la liberté qui pouvez dire le contraire.

Le peuple américain a pris librement, avec une pleine conscience, des mesures qu'il a jugées utiles à sa grandeur morale, à sa prospérité matérielle. Respectez sa volonté. Restez chez vous ; agir autrement serait, de votre part, non seulement indélicat, mais contraire à l'honneur de votre pays.

Restez chez vous aussi parce que, de plus, vos tentatives au dehors seraient vaines, parce que votre intérêt immédiat se trouve fort peu lésé et que vous avez d'abondants moyens, mais sains, mais honnêtes, de rétablir l'équilibre qui vient de se déplacer légèrement contre vous, et même de regagner plus que vous n'avez perdu.

Et nous pensons dire à tous :

Non, la loi américaine de prohibition n'est pas excessive, car on ne transige pas avec le mal et la mauvaise herbe repousse dont la racine demeure en terre.

Non, elle n'est pas néfaste, car devant elle le crime et la maladie s'enfuient, le travail renaît ou s'accroît, la conscience sociale s'affirme.

Enfin si sa loi est ridicule, l'Amérique n'en a cure, car elle sait qu'être ridicule en France, c'est ne pas s'habiller comme tout le monde et elle a trop de bon sens et d'indépendance pour ne pas s'accommoder à sa guise.

Ce sont ces différentes idées que nous allons essayer de développer.

Nous ferons tout d'abord l'historique du mouvement qui devait aboutir à la prohibition actuellement en vigueur.

Nous étudierons ensuite à la lumière des faits déjà connus les conséquences économiques et sociales engendrées aux Etats-Unis par cet événement.

Nous plaçant ensuite du point de vue français, nous examinerons la situation immédiate faite au commerce du pays par la décision américaine, puis celle qu'un développement de la méthode prohibitionniste dans d'autres pays pourrait lui créer dans l'avenir. Nous tenterons d'en dégager la politique commerciale qui s'impose dès maintenant.

Enfin, instruit de la valeur de la prohibition de l'alcool en tant que moyen de lutte contre l'alcoolisme, nous essaierons de démontrer que c'est vers elle que la France doit tendre constamment, si elle souhaite sincèrement se débarrasser du mal dont elle souffre tant.

PREMIÈRE PARTIE

Histoire synthétique de la Prohibition

Généralités

On admet généralement que les boissons alcooliques n'étaient pas connues en Amérique au moment où s'établirent les premières colonies anglaises.

On sait que les premiers colons anglais s'installèrent au début du 17^e siècle dans le pays de Virginie, tandis que les Français s'établissaient plus au nord, dans les régions avoisinant l'estuaire du St-Laurent.

D'après une opinion que nous trouvons exprimée dans un livre publié en 1838, par M. R. Baird (1), sur les Sociétés de Tempérance, c'est à ces premiers colons anglais que reviendrait la responsabilité de l'introduction des boissons alcooliques dans le pays. Depuis, l'usage de ces boissons se serait développé très rapidement puisqu'on peut constater l'intervention des pouvoirs publics dès le milieu du 17^e siècle.

C'est, en effet, vers le milieu de ce 17^e siècle qu'aux Etats-Unis, alors simple juxtaposition de groupements politiques très hétérogènes, attendant leur organisation en nation, l'on aperçoit les premiers linéaments d'une réaction contre l'alcoolisme.

Les réactions de cette nature prennent, on peut le dire, des formes à peu près stéréotypées dans tous les pays. Il existe entre eux, une singulière ressemblance. Celle-ci s'explique sans peine.

L'alcoolisme, tout d'abord, n'est pas soupçonné en tant que fléau généralisé ; on ne le voit que sous sa forme individuelle la plus criante : l'ivrognerie.

Or, ce qui frappe dans l'ivresse et dans l'ivrognerie qui n'est que sa répétition fréquente, c'est un mal moral, conséquence d'un simple abus. Et parce que ce mal apparaît comme la con-

(1) R. Baird. — Histoire des Sociétés de Tempérance des Etats-Unis. — 1836.

séquence d'un abus, on ne trouve nulle part une nation qui se soit montrée prohibitionniste d'emblée.

La première pensée qui surgit, en effet, à l'esprit, soit des moralistes, soit des chefs d'Etats, en face d'un abus, c'est de le restreindre, grâce à une réglementation appropriée.

Ce stade de *limitation* n'est pas encore franchi dans beaucoup de nations, telles que la France, pour des raisons multiples dont la principale est qu'elles ne sont pas convaincues que l'usage des stupéfiants est un vice redhibitoire, un mal qui ne pardonne pas, un fléau que l'on n'endigue point, que l'on supprime ou qui vous supprime.

Dans ces nations on s'évertue à trouver sans cesse de nouvelles formules de restriction. Il y en a tout un arsenal dont la richesse est significative : aucune n'est bonne.

Les Etats-Unis, comme du reste d'autres nations avancées, n'ont pas tardé à envisager la perspective de la *destruction* même de l'alcoolisme. Ce postulat a pris pour formule la *prohibition*, mot qui symbolise uniquement un principe, mais qui ne s'applique pas à une forme particulière de réalisation. Ces formes sont, au contraire, fort nombreuses, mais elles ont pour caractéristique commune de viser à la disparition du mal par la disparition même de ses causes.

Séries d'expériences et de tentatives jusqu'à l'expulsion finale sans autre forme de procès et sans réserves, voilà ce qu'on observe partout, en tous cas.

Aux Etats-Unis, où le citoyen semble avoir joui de bonne heure d'une grande indépendance et d'un profond désir de liberté, il fallait s'attendre à le voir prendre en mains la cause de la tempérance et la mener à son triomphe avec une persévérance inlassable, témoin d'un état moral tout particulier sur lequel il sera nécessaire de mettre l'accent.

C'est ainsi qu'au 1^{er} stade de limitation et de réglementation, nous dirions chez nous de modération, a succédé insensiblement le 2^e stade historique de l'initiative abstinente absolutiste des citoyens. Elle a une formule également : c'est celle dite de *l'option locale*.

On conçoit, en effet, que les tentatives d'élimination, avant de se généraliser, commencent par éclore ici et là sous forme d'initiatives limitées qui s'associent par la suite des temps, s'entraident et finissent par intéresser des agglomérations de plus en plus denses, jusqu'à englober l'Etat lui-même.

C'est alors que commence un 3^e stade historique, celui de *Prohibition d'Etat*. Dans ce stade, l'œuvre des citoyens se cristallise dans une forme constitutionnelle après avoir subi des péripéties parfois émouvantes dont il y aura toute une philosophie à dégager.

Un 4^e stade survient enfin. Un lien fédéral unit les Etats. Bien mieux, un même lien moral et politique les cimente entre eux. Le couronnement de l'œuvre de sauvetage collectif apparaîtrait alors sous la forme d'une *Prohibition nationale*. Le but est atteint.

Nous tenterons une brève histoire synthétique de ces phases superposées, pour en dégager les caractères dominants et par suite les enseignements. Les quatre étapes n'ont, du reste, aucune limite tranchée qui les sépare. Les progrès de l'Idée et de l'Opinion sont forcément lents et inégaux. Les Etats-Unis sont un immense territoire où les populations profondément différentes les unes des autres, tant par leurs origines que par les mélanges d'éléments étrangers qui s'y répartissent selon des contingences différentes elles-mêmes, ont subi des évolutions très dissemblables. Des événements politiques capitaux tels que les troubles intérieurs de la guerre de Sécession ont fait sentir leur influence d'une façon non moins inégale. Il s'ensuit que certains Etats ont marché très vite au but, alors que d'autres sont restés en route pendant très longtemps. Il en est même qui ont dû subir finalement la loi du plus fort et s'incliner bon gré mal gré devant une irrésistible majorité. Mais si inégale qu'elle ait été, la marche en avant a été fatale et partout se justifie la subdivision en quatre étapes que nous avons indiquée.

Actuellement malgré des difficultés inséparables d'un nouveau régime, il y a une incontestable harmonie dans la pensée de l'immense population des Etats-Unis,

CHAPITRE PREMIER

Stade de réglementation

Dans l'ensemble, les mesures de réglementation eurent pour but tout spécialement d'atteindre l'officine de désordre et de débauche qu'était le cabaret. Aussi en voit-on éclore souvent de très sévères, soit du fait des autorités de police, soit du fait des municipalités. Ce sont parfois de véritables râfles. L'Amérique n'a point peur des mesures violentes et ne s'attarde pas à des transactions. En 1877, New-York City ferme 1.200 saloons. En 1902, Missouri ferme 44 bou-

liques. En 1905, Virginie en supprime 100 ; en 1906, Oklahoma, 128 ; en 1908, Rhode Island 429 ; et Virginie 400 ; en 1913, South Dacotah ferme tous les saloons, sauf 375.

Les Etats font aussi l'expérience de la limitation du nombre des débits suivant le chiffre de la population. Sioux Falls en tolère un par arrondissement (1892) ; Rhode Island, Wisconsin et Michigan, 1 par 500 habitants.

Un régime différent atteint quelquefois la ville et la campagne. C'est ainsi qu'à une certaine époque, Virginie et Wyoming, se contentèrent de fermer les cabarets ruraux. Cette différence de traitement ne fait qu'indiquer la nature des obstacles que l'on rencontre : intrigues politiques, action intensive du commerce, agglomérations ouvrières, etc...

Les Etats-Unis ont connu aussi la part du feu que nous avons tentée par l'article 9 de notre loi de 1880, autorisant des zones protectrices autour des édifices publics tels que églises, hôpitaux, écoles, etc. En 1882, le Mississipi protège son Université dans une zone de 5 milles ; Washington fait de même autour des maisons de soldats (zone de 1 mille), en 1891. La Géorgie prescrit 3 milles (1891), le Tennessee 4 milles (1897), Rhode Island fait de même en 1908.

Une forme de réglementation assez commune fut, comme partout, *la licence*, parce qu'elle est une source de profit. Mais aussi elle constitue une sorte de reconnaissance officielle du commerce des boissons et, par suite, elle risque d'être un obstacle à l'action morale. Rendons cette justice que les Etats ont très peu connu les licences qui sont au contraire en très grand honneur dans nos contrées. De nombreux votes populaires ont été émis contre le système des licences, par le jeu de l'option locale. Quelques Etats, 9 seulement, entre 1883 et 1891, ont tenté d'aggraver le coût des licences, pour en détourner les preneurs. Mais le système des hautes licences n'eut qu'un temps de vie très court.

L'Amérique connut aussi la grave équivoque sur laquelle est bâtie toute notre politique anti-alcoolique et qui est la cause unique de notre piétinement sur place. C'est celle qui consacre une faveur aux boissons fermentées, bière ou vin. Géorgie et Montana durent voter en 1891 et 1907 contre les licences spéciales accordées aux cabarets à vin et à bière. Mais cette conception fut moins répandue qu'elle ne l'est dans notre pays. L'équivoque tend toutefois à renaître (on l'a vu surtout depuis la Prohibition), mais sans succès.

Nous ne citerons que pour mémoire les innombrables mesures de police visant la réglementation du commerce, les heures de fermeture des débits, etc. Rien ici qui ne se soit fait ailleurs.

Dans l'ordre des restrictions, il y eut un vrai luxe de formules originales. Jusque vers 1850, c'est essentiellement l'ivresse individuelle ou l'habitude de l'ivresse, soit privée, soit publique que l'on vise. C'est la même note morale que partout. On ne ménage pas même les Ministres du Culte. Une loi de Virginie (1664) leur interdit de donner l'exemple de boire en excès. En 1760, le même Etat et la Caroline légifèrent dans le même sens. L'ivresse est punie, dans le Maryland, par une amende de 100 livres de tabac (1642). L'Etat de Virginie décrète de *commune* ivrognerie quiconque a été puni trois fois pour ivresse (1658). On va jusqu'à atteindre l'ivresse dans un lieu privé (Connecticut 1659) ; on interdit aux cabaretiers de laisser boire en excès ou de verser à des buveurs notoires. Le Massachusetts fait afficher les noms des buveurs (1670). La profession de cabaretier est de mauvaise réputation : la Géorgie interdit les licences à quiconque peut honorablement gagner sa vie autrement (1757).

A partir de 1855, les mesures de restriction proprement dites marchent de pair avec l'option locale. C'est le temps où la lutte contre le fléau commence à devenir vraiment populaire et l'objet des préoccupations de tous. Les dispositions prises amendent, confirment, remplacent ou complètent les mesures de prohibition partielle. Les influences d'ordre moral s'exercent de plus en plus. La loi du Dimanche notamment s'affronte avec les habitudes d'ivrognerie. Déjà en 1700 New-Hampshire avait décrété l'interdiction de boire le samedi soir et le dimanche. On trouve des lois prescrivant la fermeture des débits le dimanche en Maryland (1866), à Baltimore (1891), à New-York (1891), en Idaho (1907), en Minnesota (1905). A Los Angeles, 13.000 citoyens réclament la fermeture du dimanche (1901). On supprime dans les saloons les chambres particulières ; Nebraska (1903) y prohibe les femmes et la musique. Au Dakota du Nord, en 1913, on ferme 5.000 centres de jeu, autant de prétextes à boire.

Très logique, l'Ohio (1870), rend responsables conjointement cabaretiers, propriétaires et buveurs des dommages causés par ces derniers.

Certains Etats à réglementation prohibitionniste sont infestés par des envois privés de boissons alcooliques (Iowa). On interdit l'entrée de ces paquets. On va plus loin. On décrète la perquisition et la saisie. La Cour suprême des Etats-Unis (1891) déclare ces opérations inconstitutionnelles. Mais peu après intervient une loi connue sous le nom de loi Wilson qui dispose que toute boisson transportée dans un Etat sera soumise aux lois de cet Etat, dès son arrivée, sans qu'il

faillie avoir égard à l'emballage ou à toute autre circonstance. En d'autres Etats on interdit la vente en gros là où la vente au détail est prohibée (Kentucky) ; ailleurs encore, le transport est interdit d'un Etat à un autre.

De mêmes considérations d'ordre hautement moral font prendre des mesures protégeant les races natives, et cela de très bonne heure. Dès 1645, la vente des boissons est interdite aux Indiens par le Connecticut ; font de même Rhode Island (1647), Massachussetts (1657), New-Jersey (1677). Mais l'ivrognerie chez les Indiens fait des progrès rapidement effrayants, à tel point que le Maryland, en 1715, ne cherche plus qu'à endiguer le mal ; il interdit de vendre plus d'un gallon par jour et l'infraction est punie d'une amende de 3.000 livres de tabac. C'est en 1763, que l'Angleterre introduit le trafic du whisky en Ohio, donnant un coup de fouet à la criminelle intoxication des races autochtones. Le Congrès de 1884 interdit l'importation de l'alcool en Alaska. L'Arkansas interdit les saloons à moins qu'ils ne soient demandés par une majorité de blancs.

Telles sont à grands traits les mesures restrictives prises aux Etats-Unis. Dans leurs formes rigoureuses et apparemment tyranniques, certaines ont déjà ce caractère prohibitionniste qui marquera de plus en plus la lutte aux Etats-Unis.

CHAPITRE II

L'option locale

La prohibition locale procède de ce principe très pur et très élevé que le respect de la liberté individuelle, étant la formule idéale dont toute organisation sociale doit tendre à se rapprocher, il faut, chaque fois que la chose apparaît possible, réduire, dans une collectivité politique, le champ où s'exerce la volonté de la majorité. De l'application de cette conception qui ne peut qu'être le privilège d'une vraie démocratie, a résulté fatalement avant la conclusion prohibitionniste finale, qui devait sacrifier les libertés du plus petit nombre, une effervescence, une émulation, des rivalités d'influence, des luttes émouvantes à qui triompherait. Quand de pareils combats s'engagent autour d'une idée morale, d'une idée dont le triomphe a pour formule l'affranchissement d'une servi-

tude, la libération de la dignité humaine et le bonheur de tous, on ne saurait nier qu'il y ait là quelque chose de grandiose. Les démocraties attardées ou qui n'ont de la liberté qu'une conception nominale ont le devoir de l'envier.

Toutes les péripéties de l'option locale, tous les épisodes de cette lutte gigantesque, qui a honoré la terre américaine pour amener progressivement la Prohibition Nationale, donnent la meilleure idée de ce qu'un peuple éclairé ou qui veut s'éclairer, quand il prétend faire ses affaires lui-même, peut obtenir du bulletin de vote.

L'histoire de l'antialcoolisme aux Etats-Unis tient tout entière dans celle de l'option locale, la Prohibition totale n'étant en somme que le couronnement de celle-ci. La lutte contre l'alcool, en Amérique, a été la plus belle école du citoyen libre qu'on ait jamais connue dans l'histoire des nations. Elle mériterait d'être exposée dans ses détails passionnants à la jeunesse républicaine qui prend des leçons de devoir civique.

Avant le stade de haute lutte par le vote local qui bat son plein à partir de 1885, on compte deux autres stades très courts marqués par des essais de la méthode.

En 1833 la Géorgie débute en octroyant aux tribunaux (1) inférieurs des Comtés de Liberty et Camden le droit de prononcer par voie de dispositions générales obligatoires dans leurs ressorts sur l'existence des cabarets. Puis Connecticut (1839), en donnant l'option aux villes (Towns), donne à la réforme une base plus solide, qui consiste désormais dans la volonté de l'électeur.

Une période silencieuse coïncide avec les troubles politiques intérieurs (guerre de Sécession et ses répercussions tardives), qui désorganisent tous les progrès de la nation.

Le second stade d'essai s'étend de 1872 à 1875 : Pensylvanie, Caroline du Nord et Texas adoptent des lois d'option locale. C'est encore peu solide, car en 1875 Pensylvanie rapporte la loi qu'elle a votée trois ans plus tôt.

Un nouveau temps de repos, pendant lequel semble se consolider l'unité de la Confédération américaine et où le peuple continue à être préparé par l'initiative privée à sa haute mission, nous achemine vers l'âge d'or de l'option locale qui débute vers 1885 et qui sans désespérer va, de conquête en conquête jusqu'à la victoire finale, transformer les Etats-Unis. Cela représentera trente belles années d'effervescence, d'enthousiasme de cent millions d'âmes.

(1) On sait que la séparation des pouvoirs n'est pas observée aux Etats-Unis.

Rien n'est plus propre à illustrer l'œuvre de la liberté représentée par l'initiative des citoyens que l'histoire de chacun des Etats de la Confédération. Tout en visant le même but qui, cette fois, est un objectif déterminé pour tous sans retour, chacun s'ingénie à s'adapter aux nécessités variables de la situation. Les fluctuations des votes populaires sont curieuses en certains Etats, tels que l'Ohio, par exemple. On y voit, se succédant parfois avec rapidité, les opinions les plus opposées triompher tour à tour, fait qui implique une intensité de lutte inimaginable. La pâte populaire fut aux Etats-Unis ce qu'elle est partout ; elle fut malléable. Le triomphe de l'une des deux thèses en présence apparut comme une prime à l'habileté d'adversaires constamment tenus en haleine dans l'arène du combat. Ce qui est vraiment réjouissant c'est d'assister à une consolidation de plus en plus ferme de l'opinion prohibitionniste, à mesure des progrès de la moralité générale. Population d'abord très fluctuante, tournant au gré des influences du moment, finissant par devenir immuable dans le sens de la Tempérance. Et cela à travers tout le territoire de la vaste Confédération. On ne saurait mieux faire l'éloge des forces concertées de l'abstinence qui surent, comme cela devait être, trouver le chemin des cœurs et des volontés.

Un trait qui vaut d'être souligné énergiquement, c'est l'admirable indépendance des élus par rapport aux électeurs et, réciproquement, c'est aussi l'attitude très ferme de la volonté populaire contre les dirigeants. Certaines autres démocraties sont si peu habituées à de telles mœurs ; on y voit au contraire l'élu se plier si complaisamment au gré de ses électeurs qu'elles auront tout profit à tirer exemple de l'Amérique.

Que de fois n'a-t-on pas vu, par exemple, au cours de la lutte, l'initiative de l'option locale partir de l'élu tout aussi bien que de l'électeur, au risque de lui déplaire et dès lors qu'il apparaissait que le bien du peuple commandait une telle attitude. L'électeur ayant, en général, le dernier mot, on vit des lois d'option locale d'initiative parlementaire repoussées ensuite par le peuple, mais on vit aussi l'inverse. Le peuple du Nebraska, en 1913, vote l'option locale par 15.000 voix de majorité ; le législateur la repousse ensuite.

Les gouverneurs d'Etat jouèrent maintes fois leur réélection sur programme prohibitionniste, tel Hernick, dans l'Ohio en 1905, qui fut battu par 44.000 voix venues des abstinentes. On vit des cas comme celui de l'Alabama, en 1915, où le Parlement passa outre au veto du gouverneur et maintint ses décisions.

L'option locale fut, on peut le dire, tremplin électoral et par suite affaire politique dans presque tous les Etats depuis 30 ans.

Les forces de la Tempérance se complèrent en champ clos. L'orientation des querelles électorales démontre bien en général où gisent les préoccupations dominantes d'un peuple. Il est historique qu'il n'y en eut pas de plus essentielle pour l'électeur américain que la Prohibition. On verra plus tard que les élections présidentielles elles-mêmes supporteront bon gré mal gré le poids des influences en mouvement autour de cette question. Il n'y eût, pour animer au combat les forces agissantes et morales des Etats-Unis, que la question esclavagiste pour rivaliser dans le passé avec celle de la Prohibition.

L'expression « d'option locale » s'applique, en général, à un mode particulier de décentralisation en matière de législation ou de réglementation des cabarets. L'initiative, en cette matière, peut partir d'une quelconque des représentations de l'autorité, mais elle réclamera toujours l'approbation populaire. De fait, l'initiative part le plus souvent du peuple ; c'est tout au moins lui qui l'inspire en presque toutes les circonstances où elle ne semblera pas émaner de lui. Cette décentralisation est la négation même d'une autorité tyrannique ; elle prétend obliger l'administré à faire œuvre de volonté réfléchie ; et elle prétend aussi respecter les avis les plus divergents laissant en fin de compte le triomphe à la majorité. Le bien d'une telle mesure est qu'elle n'a jamais rien de définitif tant qu'il y a des adversaires. Une loi d'option locale, pas plus qu'une loi de prohibition, ne sera de tout repos pour un peuple tant que des intérêts contraires pourront animer des représailles. Celui qui veut défendre la loi de son choix s'oblige à rester constamment sur la brèche et à mettre en mouvement les puissances, quelles qu'elles soient, capables d'assurer la permanence de son triomphe. La morale ou l'intérêt gouverneront-ils ? C'est à l'électeur de le dire et de le redire sans cesse.

En principe l'option locale met en présence les électeurs d'une même ville (*city* ou *town* ou *municipality*), ou une collection d'individus aussi restreinte que possible. Les résultats furent naturellement inégaux à raison du défaut d'homogénéité de la population. Nous n'étonnerons personne en disant que les forces de la Tempérance eurent la victoire plus aisée à la campagne. Et l'on vit certaines lois d'option ne s'appliquer tout d'abord qu'aux districts ou villes rurales. Peu à peu les grandes villes furent conquises à leur tour. D'autres fois l'option locale fut décidée par comtés ou autres subdivisions administratives. Les conditions de la lutte changeaient naturellement suivant l'étendue de l'arène de combat.

Des variations nombreuses se produisirent, des Etats passant de l'option par ville à l'option par comté ou inverse-

ment suivant les enseignements de l'expérience. On verra de même des Etats gagnés à la pleine Prohibition faire machine arrière et revenir à l'option locale. Pour bien saisir ces fluctuations, il faudrait pouvoir faire l'historique de la lutte dans chaque Etat ainsi que des mobiles qui l'y dirigèrent. On vit certains Etats franchir très vite tous les obstacles (le Maine en particulier), et arriver presque tout de suite à une législation pleinement prohibitionniste, on en vit qui, comme l'Ohio, subirent des influences contradictoires si puissantes qu'ils ne parvinrent qu'à grand'peine à se stabiliser; d'autres, après un pas en avant, rester longtemps stationnaires pour repartir ou reculer.

Les problèmes politiques locaux jouèrent un rôle important dans toutes ces circonstances, de même que la campagne prohibitionniste influa considérablement sur l'orientation des partis politiques. Ce n'est pas ici le lieu d'analyser en menu détail ces influences réciproques. Disons seulement qu'elles furent à peu près semblables à celles qui s'opposèrent, au temps de la campagne esclavagiste, où l'on vit en présence deux catégories d'Etats très différentes l'une de l'autre, parce que représentant des formations d'esprit elles-mêmes très dissemblables, souvent antagonistes. Nous désignons ici les deux grands partis entre lesquels se divisent les Etats-Unis : les républicains et les démocrates, les premiers, partisans de l'unification nationale et ayant, par conséquent, une notion patriotique très étendue ; les seconds, restés partisans du régionalisme, volontiers adhérents à un principe fédéral unissant les Etats entre eux pour des intérêts collectifs, mais restant très attachés à l'indépendance de chaque Etat : fédération de petites patries, mais point cristallisation de toutes ces patries en une seule. Or, suivant la conception, républicaine ou démocrate, de tels ou tels Etats (spécialement ceux du Nord et du Midi), on vit souvent les progrès du mouvement prohibitionniste prendre une allure vive ou lente. Les peuples furent hypnotisés ici par l'importance des problèmes locaux; ailleurs, ils firent plus facilement litière des intérêts régionaux au profit des intérêts généraux de la Fédération.

Quoi qu'il en soit, et en vertu d'un mouvement plus ou moins rapide, on peut dire que depuis 1885 tous les Etats de l'Amérique firent l'expérience de l'option locale. Un coup d'œil jeté sur des cartes juxtaposées des différents Etats aux âges successifs de la lutte est d'un intérêt captivant. On y suit les progrès à peu près incessants de l'Idée. Représentée par de petits îlots blancs (dry), d'abord très rares, noyés au

milieu d'une vaste tache noire (wet), on la voit peu à peu s'étendre, envahir les territoires jusqu'à ce que la tache noire ait fait place à une vaste lacune blanche sans trace d'impureté. Il en est ainsi particulièrement pour l'Etat d'Iowa, examiné en 1910, 1915 et 1916. Sur une centaine de comtés, il y en a 75 dry en 1910. Déjà en 1915 les 25 comtés restants sont presque tous dry ; il n'y a plus qu'une poussière de petites communes qui résistent encore. L'année suivante, l'Etat est absolument sec.

A titre documentaire, nous reproduisons ci-dessous un tableau emprunté à un ouvrage de M. Ed. Cauderlier, industriel, sur *l'évolution économique au 19^e siècle* et qui montre le gain réalisé par l'option locale aux Etats-Unis vers 1903.

Alabama	a l'Option locale dans	50 comtés sur 66 ;
Arkansas	»	50 comtés sur 75 ;
Californie	»	175 villes et comtés ;
Colorado	»	50 villes et comtés ;
Connecticut	»	75 villes sur 125 ;
Delaware	»	la moitié de l'Etat ;
Florida	»	30 comtés sur 45 ;
Georgia	»	tout l'Etat, sauf 4 villes ;
Illinois	»	650 villes et bourgs ;
Indiana	»	140 villes ;
Iowa	»	tout l'Etat, sauf 25 villes ;
Kentucky	»	90 comtés sur 119 ;
Louisiana	»	15 comtés sur 24 ;
Michigan	»	400 villes et bourgs ;
Minnesota	»	400 villes et bourgs ;
Mississippi	»	71 comtés sur 75 ;
Missouri	»	84 comtés sur 115 ;
Nebraska	»	250 villes et bourgs ;
New-Jersey	»	200 villes et bourgs ;
New-York	»	700 villes et bourgs ;
North-Carolina	»	60 comtés sur 90 ;
Ohio	»	500 villes et bourgs ;
Pensylvania	»	600 villes et bourgs, 20 comtés ;
Rhode Island	»	20 villes et bourgs ;
South-Carolina	»	tout l'Etat sauf 10 villes ;
Tennessee	»	70 comtés sur 96 ;
Texas	»	120 comtés sur 246 ;
Virginia	»	55 comtés sur 106 ;
West-Virginia	»	40 comtés sur 54 ;
Washington	»	50 villes et bourgs ;
Wisconsin	»	300 villes et bourgs.

S'il s'agissait de comparer la valeur de l'option par ville, de l'option par comté et de l'option d'Etat, en tant que méthodes de combat, on pourrait dire ceci :

L'option par petites agglomérations permet d'obtenir plus facilement de premiers succès. Il est évident que dans un Etat donné, la densité des abstinents varie infiniment suivant les lieux et que si la majorité de cet état n'est pas abstinent, on peut néanmoins trouver parfois des majorités de cette opinion au sein des comtés ou des villes qui le composent.

Mais si, au lieu d'envisager purement et simplement la conquête proprement dite, on se place au point de vue de la conservation des positions conquises, c'est alors que la supériorité de l'option par grosses agglomérations apparaît, et pour cette raison bien simple, mathématique même, qu'une grosse agglomération pourra exercer sur ses frontières une surveillance plus exacte qu'une petite, parce que, comme chacun sait, pour une superficie et par conséquent normalement pour une population cent fois plus considérable, cette surveillance n'aura à s'exercer que sur un périmètre 10 fois seulement plus étendu.

L'évolution de la lutte antialcoolique aux Etats-Unis, telle que nous l'avons indiquée schématiquement au début de ce chapitre, est donc parfaitement logique et, après l'option locale, devait venir fatalement l'option d'Etat ou, suivant l'expression habituellement employée, la prohibition d'Etat, (State Wide Prohibition).

CHAPITRE III

Prohibition d'Etat

L'objectif des prohibitionnistes fut de bonne heure la conquête de l'Etat. Tant que les îlots à option locale se trouvaient en quelque sorte noyés dans un territoire encore infesté d'alcool, il n'y avait aucune sécurité. La fraude s'exerçait, la loi locale ne pouvait atteindre le particulier qui, restant libre de boire, recevait par la poste ou par colis son alcool de bouche et ne se privait pas d'en faire profiter ses amis. Les prohibitionnistes n'étaient pas assez naïfs pour considérer l'option locale comme une panacée. Mise à sa place, cette mesure n'eut jamais, aux yeux des militants sérieux, que la

mission de tenir les partis en haleine, de les obliger à combattre pour quelque chose de mieux. Si l'option locale était une prime à la fraude locale, la prohibition d'Etat devait être le remède.

Mais pour y parvenir, il fallait additionner les voix des comtés et des communes, les amener à s'entendre ; il fallait agir sur les éléments politiques, afin d'amener le législateur à voter une loi libératrice. Il fallait alors compter avec deux facteurs de résistance, en dehors, bien entendu, des ennemis de la mesure, les buveurs et leurs soutiens naturels, les trafiquants : ce fut 1° l'étendue souvent énorme de certains Etats ; 2° les luttes politiques susceptibles, en Amérique comme ailleurs, de prendre leur point d'appui ici où là, selon leurs intérêts.

C'est alors que la lutte antialcoolique, partie d'un point purement moral et visant un but non moins moral, s'engagea sans hésitation sur le terrain de la politique des partis. Il fallait conquérir l'élu, conquérir la majorité au Parlement ; le citoyen électeur, armé de son bulletin de vote, avait mission, dorénavant, de voter pour tel candidat qui s'offrait à défendre la cause de la prohibition. Pour ne pas adultérer la valeur morale d'une telle campagne politique, un moyen très simple fut trouvé : la prohibition serait elle-même tremplin électoral. C'était assez dire l'importance que la nation attachait à la solution.

Ainsi fut dit, ainsi fut fait. Depuis 1851, époque où le petit Etat du Maine fut le premier à se donner une loi de Prohibition, jusqu'au triomphe du 18^e amendement, on peut dire que, aux Etats-Unis, les luttes pour la Prohibition se confondent presque continuellement avec les luttes politiques. Mais c'est surtout à partir de 1892, époque où naquit l'*Antisaloon League*, que la lutte s'intensifia. Les lois prohibitionnistes d'Etat se précipitèrent alors comme de vraies avalanches.

Ce furent de rudes campagnes où l'on vit se mesurer des hommes politiques de la plus haute valeur, des orateurs d'une éloquence intarissable sur le compte de cet alcool contre qui il semble qu'on ait bientôt épuisé toute argumentation. Ces luttes eurent leur retentissement au sein des différentes législatures, au sein du Congrès lui-même et l'on sait que les candidats à la Présidence des Etats-Unis furent souvent tenus de faire une profession de foi pour ou contre l'alcool.

La guerre de Sécession troubla quelque peu cette campagne. Nordistes et Sudistes étaient trop divisés par le problème si vivant de l'esclavage pour être captivés par celui de l'alcool ; mais dès que la guerre fut terminée, l'on en revint

vite à la Prohibition. Chose curieuse : républicains et démocrates trouvèrent le moyen de rester divisés sur la question de l'alcool, comme ils le furent sur la question de l'esclavage; les démocrates, des sudistes pour la plus grande part, restèrent plus réfractaires à la prohibition d'Etat; les républicains, au contraire, des Nordistes ordinairement, plus partisans de la fusion autour de l'idée commune, comme ils l'étaient de la fusion autour de l'idée de Patrie.

Mais on vit avec le temps un non moins curieux phénomène. L'idée de Prohibition, correspondant à celle d'un danger auquel personne n'échappait, sût peu à peu conquérir les plus réfractaires, et tandis que sur le terrain purement politique on restait, on reste encore divisé, les républicains, sur le terrain de la prohibition, finirent par se rallier les démocrates. Bel exemple de la puissance d'une idée vraiment morale, exerçant son influence sur des intelligences que n'asservissaient pas des préoccupations personnelles.

Il y eut aussi des exemples bien encourageants de cette indépendance des politiciens, dont il ne serait pas mauvais de s'inspirer parfois. En effet, comme pour l'option locale, l'option d'Etat mettait en jeu les initiatives concurrentes du peuple et de ses représentants. Or si en thèse générale ce furent là-bas, comme partout, les électeurs qui imposèrent à leurs élus une mission prohibitionniste, on vit fréquemment l'inverse, c'est-à-dire des Chambres élues prendre une initiative qui n'était point du goût des électeurs. Une attitude dirigeante aussi courageuse est édifiante. Il advint alors que le peuple, juge en dernier ressort, repoussait le bill voté spontanément par la législature, mais le branle était donné et par la suite l'électeur lui-même devenait à son tour prohibitionniste.

Quelques exemples : C'est entre 1880 et 1910 surtout qu'on assiste aux fluctuations les plus caractéristiques, où l'on voit rivaliser initiatives parlementaires et initiatives populaires, jusqu'au temps de la stabilisation. Ce sont de véritables oscillations pendulaires de l'opinion, à amplitudes de moins en moins marquées, témoins des progrès de l'idée. Le jour où les oscillations sont réduites à peu de chose, le dernier assaut est donné et en quelques années la victoire est complète.

Comme types d'initiatives parlementaires citons : Michigan (1879), Kansas (1879), Iowa (1880), qui adoptèrent un bill de prohibition; Rhode Island (1886), Texas, (1887), Virginie de l'Ouest (1888), Rhode Island, 2^e fois (1889), Floride (1909), qui décidèrent de soumettre à l'approbation du peuple un bill d'amendement prohibitionniste. Certaines législatu-

res (Dacotah du Sud, 1891) décidèrent de soumettre de nouveau à l'approbation du peuple la loi adoptée antérieurement par celui-ci. Inversement on vit le Parlement de Massachusetts (1895) rapporter la loi prohibitionniste.

De son côté, le peuple ratifie les amendements que le législateur lui propose : Kansas (1880), par 8.000 voix ; Iowa (1882), par 30.000 voix ; Ohio (1883), par 82.000 voix ; Dacotah du Sud (1889), par 5.000 voix ; Oklahoma (1907), par 28.000 voix ; Texas (1911), par 5.000 voix ; Rhode Island (1886) ; Dacotah du Nord (1889), etc.

D'autres fois, c'est le peuple qui réclame de son Parlement qu'il lui soumette une loi de prohibition. Par deux fois, le Massachusetts pétitionne dans ce sens (106.000 signatures en 1884).

Mais on voit par contre le peuple désavouer ses représentants en faisant échec aux bills qu'on lui propose et cela dans des circonstances où les Parlements risquaient fort de se rendre impopulaires. En 1881, la Caroline du Nord est en échec par 166.325 voix contre 48.970 ; en 1883, c'est l'Ohio avec 27.469 ; en 1887, c'est Oregon avec 7.985 voix ; le Tennessee avec 27.639 voix et le Michigan avec 5.645 voix. Citons encore : Pensylvanie (1889), New-Hampshire (1889), Connecticut (1889), Rhode Island (1889), Nebraska (1890), Dacotah du Sud (1896), Alabama (1909), Floride (1910).

Un Parlement, celui d'Oklahoma, propose inversement au peuple en 1910 de rapporter la loi ; il subit un échec.

On pourrait citer ainsi bien d'autres exemples de cette extraordinaire lutte où se manifestèrent de véritables actes d'héroïsme individuel ou collectif en face des tentatives les plus répugnantes de corruption commerciale. Plusieurs Etats, le Maine lui-même, votèrent, perdirent pour regagner à plusieurs reprises leur loi de Prohibition, suivant les assauts qu'elle subissait de la part des partis en perpétuelle ébullition.

Combien de fois n'entrèrent pas en conflit Parlements et Gouverneurs, Gouverneurs et Parlements, Sénat et Chambre des députés, Législature et Peuple, celui-ci ne perdant jamais de vue l'usage qu'il savait faire du referendum, du droit de pétition, largement exploité par les prohibitionnistes comme un des meilleurs moyens, sinon le seul, de manifester l'état de leurs consciences ! En 1915, Alabama adopte une loi constitutionnelle de Prohibition ; le gouvernement lui oppose son *veto* ; le Parlement passe outre. Plus tard, pendant la guerre ne verra-t-on pas le Président Wilson en personne tenu en échec par le Congrès lui-même.

D'ailleurs, la prohibition d'Etat n'atteignit pas immédiatement sa forme parfaite. En dehors même des oppositions d'opinion, la loi fédérale s'opposait, en effet, à ce qu'un Etat prît chez lui des dispositions ayant pour effet d'entraver l'activité commerciale des autres Etats. Il en résultait, notamment, qu'aucun d'eux ne pouvait, sans violer la constitution fédérale, interdire à ses ressortissants d'importer des boissons alcooliques des Etats voisins. Il fallut la loi Webb Kenyon, adoptée par le Congrès en 1917, pour lever ce dernier obstacle ; cette loi alla même jusqu'à autoriser les Etats prohibitionnistes à interdire le simple transit de l'alcool sur leur territoire. Elle permit ainsi à ces Etats de voter une dernière série de mesures désignées par les termes fort expressifs de *bone dry laws*, (lois sèches comme un os), en raison de leur caractère absolu. N'allaient-elles pas jusqu'à interdire aux particuliers la *simple possession* de l'alcool.

Enfin, au point de vue de la nature des mesures l'organisant, la *State Wide Prohibition* passa par deux stades principaux : Etablie tout d'abord par des lois ordinaires, elle prenait sa place, en fin de compte, dans la constitution même des Etats.

Il nous reste à indiquer l'ordre dans lequel les divers Etats se donnèrent la Prohibition. On se fera une juste idée de la rapidité vertigineuse avec laquelle la conquête fut réalisée dans le présent siècle.

En 1900, il y avait tout juste trois Etats décidément prohibitionnistes de par leur constitution, tous les autres restant en proie aux émouvantes péripéties de la lutte, approchant plus ou moins près du but ; c'étaient : le Maine (1851), le Kansas (1880), le Dacotah du Nord (1889).

En 1910, quatre Etats de plus étaient conquis : Géorgie (1907), Mississipi (1908), Caroline du Nord (1908), Tennessee (1909).

En 1914, 6 nouveaux Etats s'étaient joints à la liste : au total, 19 Etats ; c'étaient : Virginie de l'Ouest, 1912 ; Arizona, Colorado, Oregon, Virginie, Washington, tous 5 en 1914.

Puis vinrent 5 Etats en 1915 : Alabama, Arkansas, Idaho, Iowa, Caroline du Sud ; 4 Etats en 1916 : Michigan, Montana, Nebraska ; 2 Etats en 1917 : Indiana et Utah.

Le reste fut enlevé de pied ferme pendant la guerre. C'est ce qu'il nous reste à raconter.

CHAPITRE IV

Prohibition de guerre et Prohibition nationale

La prohibition reçut un vigoureux coup de fouet par le fait de l'énergique et habile campagne menée tout spécialement par l'Antisaloon League, à partir de 1913. Le 10 Novembre eut lieu à Columbus (Ohio) un grand Conseil National d'où sortit une résolution tendant non plus à la prohibition d'Etat, mais bien à la prohibition nationale, autrement dit à la modification même de la constitution américaine. Telle est l'origine du 18^e amendement à la constitution. On sait que cet amendement est entré en vigueur en Janvier 1920. C'est donc en 6 ans que cette colossale victoire a été remportée ; nous en relaterons succinctement les péripéties, qui s'entremêlent à celles de la guerre mondiale.

L'Antisaloon League s'adjoignit pour sa campagne l'Union nationale des femmes chrétiennes pour la Tempérance (Nat. Womans' Christian Temperance Union) ; cette société devenue très nombreuse fut un des leviers féminins les plus puissants qu'on ait jamais vus. On peut dire que sans cet appoint le triomphe ne serait peut-être pas encore assuré maintenant.

Le 10 Décembre 1913, un Comité de 1.000 membres de l'Antisaloon League et de 1.000 membres de la Ligue des femmes fit une manifestation capitale et présenta aux membres du Congrès une résolution en faveur d'un amendement prohibitionniste à la Constitution. Le sénateur Shephard et le député Hobson en furent les présentateurs au Sénat et à la Chambre. Le Comité judiciaire de la Chambre renvoya la mesure à cette Assemblée sans la recommander et il fut alors proposé de la soumettre aux législatures des divers Etats.

Le bill resta à l'ordre du jour jusqu'en décembre 1914. Le 22 de ce mois, on lui accorda un tour de faveur. Après diverses escarmouches, il recueillit 197 voix pour et 189 contre. Comme il fallait une majorité des 2/3, le bill ne passa pas.

En décembre 1915, on revint à la charge ; les résolutions furent renvoyées au Comité judiciaire. La Chambre et le Sénat donnèrent un premier avis favorable. Mais le vote définitif ne fut emporté que le 1^{er} Août 1917 au Sénat par 65 voix contre 20 et à la Chambre par 282 contre 128, le 17 Décembre ; le 18, la résolution de soumettre l'amendement aux Etats fut adoptée.

L'analyse des votes de la Chambre montre que les députations de 24 Etats (soit la moitié de ceux-ci) furent unanimes pour la mesure. Six Etats donnèrent 3/4 de leurs voix ; trois Etats, les 2/3 ; trois autres, une simple majorité. Au total 36 Etats favorables. Dans 6 Etats, les votes s'égalisèrent.

Il n'y eut que 2 Etats (Connecticut et Nevada) dont la représentation fut unanime contre la mesure.

Il est difficile de trouver attitude plus décisive formée dans un laps de temps plus court. La réforme était mûre. Cette maturité fut l'œuvre évidente de trois facteurs : en premier lieu et principalement la préparation lente et persévérante de l'opinion depuis 50 ans ; puis, l'appoint intensif des ligueurs et spécialement des femmes ; enfin la guerre. Nous reviendrons sur ce dernier élément qui fut décisif.

Il est hautement intéressant d'analyser les votes du Congrès du point de vue purement politique. Le vote fut le suivant :

POUR		CONTRE	
Démocrates	141	Démocrates	64
Républicains	137	Républicains	62
Indépendants	2	Indépendants	1
Prohibitionnistes	1	Socialistes	1
Progressistes	1		
			128
	282		

Il y a une grande déduction morale à tirer de cette éloquente comparaison ; c'est à savoir la capitulation des partis en face de l'ennemi considéré comme commun. De part et d'autre républicains et démocrates sont en parties sensiblement égales. Sans se prononcer ni les uns ni les autres unanimement pour ou contre, ils montrent sur la question un accord presque parfait.

Au Sénat, les représentants de 28 Etats (les 2/3) votèrent unanimement.

Si l'on totalise les voix de la Chambre et du Sénat réunis en les répartissant selon les clans politiques, on trouve :

Pour : 166 Républicains ; Contre : 69.
177 Démocrates ; 76.

La même égalité, à une faible différence près, persiste. L'avantage resterait, quoique très faible, aux démocrates, fait qui ne laisse pas d'être significatif, car dans toute l'his-

toire de la Prohibition dans ses rapports avec le mouvement politique, les démocrates avaient toujours été plus difficiles à conquérir.

La mesure, soumise tout de suite à la ratification des Etats, fut adoptée sans désenparer par le Mississipi, le 8 Janvier 1918. Le 36^e Etat qui ratifia fut le Nebraska, un an après, le 16 Janvier 1919. Il y eut une curieuse précipitation dans le mouvement. C'est ainsi que 16 Etats seulement avaient ratifié en 1918, et tout à coup, dans l'espace de 16 jours, en 1919, 23 Etats votèrent.

En 13 mois, 40 Etats approuvèrent l'amendement. Les premiers 36 Etats donnèrent dans les différentes législatures un total de voix de 3.976 *pour* et 822 seulement *contre*.

Le 29 Janvier 1919, M. Polk, secrétaire d'Etat en exercice, signa la proclamation en vertu de quoi l'amendement devenait article de la constitution des Etats-Unis, ce 18^e amendement devant entrer en application le 16 Janvier 1920.

Des 36 premiers Etats, 29 avaient déjà la prohibition d'Etat ; les autres avaient l'option locale. Ils représentaient 62.053.939 habitants, la population Wet étant de 8.605.000 (13 0/0), et la population dry étant de 53.468.449 (86 0/0). La répartition suivant la surface de territoire couverte par la prohibition est plus intéressante encore : territoire wet, 81.523 milles carrés (3,5 0/0) ; territoire dry, 2.240.537 milles carrés (96,5 0/0).

Voici le texte de l'amendement :

Article 18. Section 1^{re}. — Un an après la ratification de cet article, la fabrication, la vente, le transport des boissons enivrantes, leur importation et leur exportation seront interdits aux Etats-Unis et dans tous les territoires soumis à leur juridiction.

Section 2. — Le Congrès et les différents Etats ont concurremment qualité pour appuyer cet article par une législation appropriée.

Section 3. — Cet article sera sans effet s'il n'a été ratifié *en tant qu'amendement à la Constitution* par les législatures des différents Etats, selon les prescriptions de la Constitution, dans l'espace de sept ans à partir du jour où il aura été soumis aux Etats par le Congrès.

La Prohibition de guerre. — Nous avons indiqué plus haut que la prohibition avait été précipitée par la guerre. Le coup d'œil historique que nous avons jeté sur l'histoire de ce grand mouvement d'opinion aux Etats-Unis ainsi que sur

l'état des esprits autour de 1914 suffit à faire comprendre qu'au moment où l'Amérique entra dans le grand conflit international le problème de l'alcool ait pu prendre dans les préoccupations de ce peuple des proportions culminantes. C'est un fait qu'en France, surtout, nous eûmes beaucoup de peine à concevoir et que nous ne concevons pas encore très bien.

Nous ne sommes pas loin de considérer nos anciens alliés comme des excessifs et des monomanes, alors qu'un peu d'histoire à tût fait de rétablir les choses dans leur exacte position. Ignorants des choses de la vie morale américaine sur le chapitre de l'alcool avant la guerre, nous avons pu accueillir avec une fâcheuse légèreté les recommandations pressantes qui nous vinrent des autorités américaines elles-mêmes en ce qui concerne certaines garanties qu'elles désiraient obtenir de la France pour protéger leurs jeunes soldats nouvellement recrutés et scientifiquement sélectionnés contre toutes les tentations alcooliques que de notre côté nous ménagions si peu à nos troupes. Il faut bien se pénétrer de ces choses pour apprécier comme il convient le ressentiment évident qu'on manifeste en Amérique contre nous, du fait que nombre de jeunes soldats, élevés là-bas, dans l'observation de l'abstinence, selon la pratique en vigueur depuis déjà plusieurs générations, subirent de par notre hospitalité même des tentations auxquelles ils succombèrent parfois. Ce qui fut, pour le Français, faute vénielle et matière à plaisanterie, devait, aux yeux de l'Amérique, et cela très logiquement, acquérir une toute autre signification.

La France ne se rendit pas suffisamment attentive à des scrupules éminemment respectables qui n'avaient rien du classique « moralisme » des puritains, mais qui avait tout d'une éducation nationale rigoureusement suivie et raisonnée. Les visites officiellement organisées dans les vignobles et chais français avant le retour des militaires américains dans leur patrie, en vue d'une réclame qui nous parut tout à fait légitime en faveur de nos crus, et cela au moment même où la nation se donnait volontairement le 18^e amendement, n'avaient-elles pas un peu les allures d'une provocation ou d'une inconsciente protestation ?

Il faut peu de chose parfois pour séparer les peuples comme il faut peu de chose pour consolider leurs sentiments affectifs. Un jour viendra où la France, plus avancée dans la voie de la défense sociale, comprendra tout ce qu'a pu avoir de choquant pour l'Amérique son attitude au regard d'un problème que celle-ci considérait comme vital pour elle-même.

Un document entre mille, qui donnera une juste idée de ce que nous avançons, est cette lettre écrite le 12 Décembre (1) 1917 par Th. Roosevelt, l'ancien Président des Etats-Unis : « Je tiens à établir que, au moment où la guerre a éclaté, je me suis élevé en faveur de la prohibition de l'usage de toute céréale pouvant servir d'aliment, pour fabriquer de l'alcool. Je suis convaincu que cela aurait prévenu beaucoup de conséquences de l'intempérance qui, à l'heure actuelle, nous gêne sérieusement dans la préparation de la guerre. Alors que nous avons à nourrir notre armée et à aider celles de nos alliés, pas un seul grain ne devrait passer dans la confection d'une liqueur enivrante. Pas un seul citoyen armé, pas un seul citoyen travaillant utilement pour l'armée tels que employés de chemin de fer, de fabrique, de mine, de navigation, ne devrait être autorisé à gaspiller force et santé à boire en ce moment-ci. Les mêmes raisons qui nécessitent d'interdire la vente des boissons aux soldats en uniforme ou en deça d'une certaine distance d'un camp militaire, d'en défendre l'usage sur les navires de guerre, s'appliquent intégralement à tous les citoyens engagés dans les œuvres auxiliaires de guerre.

« Je puis dire que mes fils qui sont aujourd'hui dans les armées en France ont décrit avec la dernière énergie, au moment où le Général Pershing exprime publiquement la même opinion et avec la même force, le tort fait aux soldats par la vente des boissons. Ils déclarent qu'ils croient à la nécessité absolue de la Prohibition pour l'armée en temps de guerre. L'un d'eux ajoute que son expérience a fait de lui un prohibitionniste pour toujours. Je vous souhaite plein succès dans vos efforts pour tarir tous gaspillages d'hommes, d'aliments, de forces physiques et cérébrales pendant ces jours où la nation a besoin de *toute* l'énergie de *tous* ses hommes. »

Les Etats-Unis ne menèrent pas la bonne croisade seulement pour se conserver des fils vigoureux et à la hauteur de leurs tâches ; ils le firent au su de tout le monde par sentiment de solidarité pour les alliés. Nous savons aujourd'hui avec quelle persévérance les femmes américaines promènèrent à travers les rues et les campagnes des pancartes invitant le peuple à économiser les fruits sucrés, les céréales, ces aliments de première nécessité, pour la France, pour les enfants de France qui en avaient besoin. Quand de pareils documents circulent sous les yeux, on est saisi rétrospectivement d'une profonde émotion à la pensée d'un pareil esprit

(1) Publié in *American Issue*, 5 janvier 1918.

de sacrifice, qui fut si peu connu parmi nous. La Prohibition américaine grandit de cent coudées encore dans l'opinion de tout homme impartial.

Aussi la nation devait-elle, d'un simple mouvement d'enthousiasme, comprendre la nécessité et réclamer l'adoption d'une prohibition pour le temps de guerre (War-time prohibition) et, cette prohibition une fois obtenue, la logique voulait qu'elle empiétât sur le temps de paix pour devenir institution nationale.

Le 26 Avril 1918, en effet, le député Barkley introduisit un bill à la Chambre des Représentants des Etats-Unis, proposant la prohibition de la fabrication, de la vente, du transport et de l'importation des boissons enivrantes pendant la période de guerre et de démobilisation. Diverses péripéties retardèrent le vote tant au Sénat qu'à la Chambre. On essaya de sauver au moins la bière, affirmant que priver de ce stimulant les constructeurs de bateaux serait réduire de 25 0/0 leur capacité de travail. Mais le Ministre de la Marine rétorqua que les chantiers les plus prospères étaient justement en territoires dry.

La loi fut votée le 21 Novembre 1918. Son texte dit en substance : « A partir du 30 Juin 1919 jusqu'à la fin de la guerre et au delà, jusqu'à la fin de la démobilisation, en vue de consolider les forces humaines de la nation, d'accroître sa force de production en armes, munitions, bateaux, aliments et vêtements pour l'armée et la marine, il sera illégal de vendre comme boisson n'importe quelle liqueur distillée et de consacrer au même objet tous spiritueux tenus en réserve. A dater du 1^{er} Mai 1919 et jusqu'à conclusion de la guerre et de la démobilisation, ni grains, ni céréales, ni fruits, ni tout autre produit alimentaire ne pourra être employé à la production de bière, vin ou autre liqueur vineuse ou maltée, alcoolique (intoxicante), à titre de boisson.

« Dans les mêmes conditions, et après le 30 Juin 1919, ni bière, ni vin, ni toute autre liqueur maltée ou vineuse intoxicante ne pourra être vendue comme boisson sauf pour l'exportation. Toute importation de ces mêmes produits est interdite.

« Immédiatement après l'adoption de cette loi, on établira des zones de protection et de saisie autour des mines de charbon, fabriques de munitions, chantiers de construction de bateaux, ou de tout matériel de guerre, etc. »

On ne saurait qu'admirer un pareil esprit de décision et de prévoyance. Ces mobiles élevés de défense nationale et internationale commandent le respect. On sait du reste que beau-

coup d'autres nations belligérantes, y compris l'Allemagne, prirent des décisions aussi fermes, témoignant d'une conscience très claire des dangers que faisaient courir les boissons alcooliques, même les plus anodines. Il est fâcheux que, dans un tel concert de réprobation, nos mesures de restriction, si faibles et si timides, aient si profondément détonné.

En fait, les Etats-Unis sont toujours sur pied de guerre, puisque aucun traité de paix n'existe entre eux et l'Allemagne. Il s'ensuit que la *War-time Prohibition* serait encore en vigueur à l'heure actuelle si, entre temps, et par simple logique, les Etats-Unis n'avaient décidé de profiter de la circonstance pour en finir à tout jamais avec le cauchemar alcoolique. Dans le même temps que la *War-time Prohibition* était adoptée, la Prohibition nationale l'était aussi et le 18^e amendement venait « sécher » complètement la république américaine du Nord, le 17 Janvier suivant.

Est-ce à dire que la victoire soit absolue et définitive ? Ce serait à coup sûr naïf. Ce qu'on peut affirmer, c'est que les fondations de l'édifice sont d'une parfaite solidité, c'est que, ainsi qu'on l'a vu par notre étude du passé, la construction a été lente, savante, méthodiquement dirigée et qu'on peut trouver là des garanties très sérieuses de durabilité. On peut dire encore qu'il n'est pas aisé de porter un coup à la Constitution des Etats-Unis. On peut tenter de l'ébranler, à coup sûr ; on peut tenter de gêner l'application de la loi ; l'ingéniosité de ses ennemis se donnera libre carrière pour la tourner. Mais la détruire nécessiterait une campagne formidable. L'ingénuité avec laquelle notre Presse, ridiculisant la mesure, en a pronostiqué la mort rapide, est tout juste à la hauteur de notre parfaite ignorance de l'histoire.

Mais n'oublions pas pourtant que, dans un pays de liberté aussi développée que possible, où le citoyen est accoutumé à faire ses affaires lui-même, où il peut toujours être à la merci d'événements intérieurs ou extérieurs, d'intrigues multiformes capables d'influer sur sa manière de voir et sur ses mœurs ; où enfin le puissant capital-alcool, n'ayant point désarmé et ne devant pas désarmer de sitôt, peut, en vertu de son habileté connue et de son absence totale de scrupules, provoquer une agitation momentanée favorable à son commerce ; n'oublions pas, disons-nous, qu'il faudrait être irréfléchi pour ne pas envisager une possibilité, si faible soit-elle, d'un retour en arrière.

Il y a de sérieuses chances pour qu'il n'en soit pas ainsi. Le parti prohibitionniste, qui est la grosse majorité, n'a pas désarmé non plus. Il est une puissance avec qui l'alcool a dû

compter. Et les tentatives de résurrection auxquelles se livreront les proalcooliques auront pour effet heureux de stimuler la résistance et de tenir les prohibitionnistes en haleine. Il y aura encore de belles et édifiantes escarmouches à enregistrer pour l'édification du monde. Disons sans ambages qu'elles sont encore nécessaires tant que les nations végéteront encore à un niveau très au-dessous de l'Amérique. Son travail moral a été profitable au monde entier et peut l'être encore.

L'auto-défense des Etats-Unis a sa raison d'être également si l'on envisage l'attitude très regrettable des nations avec qui ils restent en relations commerciales, la France, en particulier. Nous reviendrons sur ce danger. Les nations proalcooliques ne se bornent pas à railler la prohibition ; elles la combattent et semblent parfois se liguier dans un commun effort pour en diminuer les effets. On conçoit que l'Amérique ait quelque humeur à se sentir entourée d'une zone dangereuse et qu'elle soit, par suite, incitée à porter sa propagande prohibitionniste jusqu'au dehors de son territoire. C'est de bonne prophylaxie. Une comparaison le fera comprendre : Cuba s'est débarrassée de la fièvre jaune. Elle continue à en préserver son sol, mais le fléau existe ailleurs encore, et tant qu'il existera Cuba redoutera légitimement le réenvahissement. Ainsi en va-t-il de l'Amérique qui, pour des raisons d'ordre purement intéressé, se voit menacée d'une néo-contamination alcoolique par le fait de la volonté même des nations encore intoxiquées.

Il est trop tôt évidemment pour faire un historique intéressant des lendemains de la prohibition. Sans parler de la fraude qui est de rigueur et dont la répression sera sûrement poursuivie et surveillée par les prohibitionnistes, signalons pourtant la campagne menée, en grande partie, du reste, à la suggestion du commerce français, en faveur des boissons fermentées pour lesquelles les assoiffés réclament une mesure de faveur. La bière à 3,75 0/0, notamment, a recueilli de nombreux suffrages. Jusqu'alors cette campagne a congruement échoué devant le législateur. Le bon sens s'élève contre toute fissure, et celle-là est des plus redoutables, par où passeraient bientôt les plus graves excès. Le dogme du vin, remède à l'alcoolisme, qui est l'objet d'un vrai culte dans les pays de viticulture, produirait en Amérique les mêmes désordres qu'ailleurs.

Signalons encore le succès momentané de certain amendement autorisant les médecins à prescrire des substances alcooliques à titre médicamenteux, moyen pervers, mais dont la grossièreté est évidente, de tourner la difficulté. Cette idée

de transformer le médecin ou l'apothicaire en cabaretier ne pouvait s'appuyer en principe que sur l'existence aux Etats-Unis d'un nombre important de médecins marrons, consacrés médecins par des Universités faciles, et par suite enclins à toutes sortes de trafics, avec qui la pratique de la médecine sérieuse n'a rien à voir. Mais la tentative devait échouer en fait devant la réaction immédiate de la fraction sérieuse du corps médical. Des manifestations, des protestations ont eu lieu déjà, montrant que dans cette voie l'amendement nouveau a une existence compromise. Il n'a pu passer qu'à la faveur d'un attorney (M. Palmer), personnellement favorable à l'alcool, et grâce à une manœuvre parlementaire insoupçonnée. Il y a en ce moment une grosse effervescence aux Etats-Unis sur ce terrain et les prohibitionnistes escomptent une nouvelle et rapide victoire. « Il est bon de savoir que, d'ailleurs, des 160.000 médecins américains, la grande majorité ont négligé de demander une licence les autorisant à prescrire les boissons alcooliques aux malades (1).

« D'une façon générale on estime dans les milieux médicaux que l'on peut fort bien se passer de l'alcool comme remède. »

(*Journal l'Abstinence*, 19 Mai 1921).

Citons enfin en manière de prophylaxie le programme de prohibition mondiale conçue dès 1918 déjà par l'Antisaloon League dans un grand convent tenu à Columbus (Ohio), le 22 Novembre. Ce programme avait pour but de réunir dans une organisation mondiale toutes les forces de la tempérance dirigées vers la prohibition, de constituer des ressources en capitaux pour aider la campagne, notamment en Europe. A cet effet, une *Ligue mondiale contre l'alcoolisme* a été fondée en 1919 dans l'intention d'exterminer le trafic des boissons enivrantes à la surface de la terre.

Dans cette Ligue prirent place un peu au hasard des représentants de diverses nations. Par malheur, le choix en a été fort peu judicieux. On voit parmi eux les plus ardents champions de la Modération et, à coup sûr, leur appui est plus que douteux pour les progrès de la prohibition. En pays étrangers, les prohibitionnistes américains ne manœuvrent pas avec la même sûreté que chez eux ; leur méconnaissance de notre psychologie européenne est aussi flagrante que notre ignorance vis-à-vis de leur propre psychologie.

Il serait périlleux à coup sûr de formuler le moindre pro-

(1) Depuis que ces lignes ont été écrites, tout est rentré dans l'ordre. Les prescriptions médicales d'alcool ont été rigoureusement réglementées, de manière à éviter tous abus.

nostie concernant l'œuvre de ce groupement théorique. Plus solide est évidemment l'œuvre de la *Fédération prohibitionniste internationale* dont le centre est à Londres (M. Guy Hayler, Président), et dont trois sous-comités, très solides, construisent patiemment les bases d'une action future.

CHAPITRE V

Les initiatives privées : Eglises, Partis politiques, Femmes, Antisaloon League

Une vue synthétique de la prohibition américaine serait fatalement et gravement incomplète si elle ne permettait de s'arrêter sur le rôle des initiatives privées. Entre deux nations comme la Russie et les Etats-Unis, par exemple, il y a toute la différence qui sépare l'œuvre tyrannique d'un monarque et celle de la volonté populaire. S'exercer à vouloir est un sport moral qui est fondamental en Amérique et il n'y eut peut-être jamais pour elle d'exercice pratique plus entraînant que la lutte contre l'alcool. L'histoire de l'option locale et celle de la prohibition d'Etat en furent une éloquente illustration déjà. On y a vu le travail de la volonté de tous.

Il nous reste à montrer comment cette volonté fut fonction de l'énergie de quelques citoyens ou groupements de citoyens. Cette vue achèvera de caractériser le mouvement prohibitionniste américain.

Les Etats-Unis sont la terre promise des Sociétés de Tempérance et des Ordres. Il y a toujours quelque chose de la croisade dans la formation d'un groupe de citoyens américains : initiation, consécration, engagement autour d'un principe qui agglutine tous les adhérents, telle est en substance le *modus faciendi* de l'initiative privée. C'est une force énorme que le « *pledge* », la promesse qui engage l'honneur, la dignité et oblige à l'exemple, la puissance pénétrante, par excellence, le nœud de toutes les contagions. Le « *pledge* » ne répugne à personne, aux Etats-Unis, tant il semble la vraie consécration de ce que chaque citoyen constate en lui-même de volonté, de conviction énergique. Le jour où il rencontre le *pledge*, il n'a guère d'hésitation ; il sait que s'unir c'est vouloir à plusieurs, et qu'ainsi faire est un gage donné à la victoire. La supériorité du *pledge* apparaît dans ce fait qu'on ne

voit guère en Amérique de société à but moral tomber à plat piteusement comme il advient chez nous. Quiconque a signé le *pledge* fait honneur à sa signature ; il fait partie de lui-même dorénavant de fournir un peu de son activité au groupe qui l'a reçu. Son dévouement est spontané.

Le *pledge* assura le succès de gros entraîneurs de foule, tels que furent : J. Gough, en 1842, considéré comme l'un des plus grands orateurs de la Tempérance dans le monde, et le célèbre Père Mathieu qui ne se borna pas à l'admirable croisade qu'il fit en Irlande et en Angleterre, mais qui passa l'Océan en 1849 et agita les Etats-Unis. Le Président lui offrit un banquet à la Maison-Blanche et le Sénat lui fit l'honneur extraordinaire de l'admettre à sa barre.

Les Sociétés de Tempérance furent innombrables depuis déjà la fin du 17^e siècle, mais les premières furent créées beaucoup plus tôt.

Il semble que la plus ancienne ait été formée en 1789, par 200 fermiers du Comté de Lichtfield (Connecticut).

Nous trouvons trace ensuite d'une « Sober Society » qui aurait été fondée en 1805 à Allentown (New-Jersey) ; puis en 1808, d'une Union Tempérance Society of Moreau and Northumberland, qui aurait été constituée à Saratoga (New-York) par un certain Dr. Clarke ; puis encore en 1813, d'une « Société du Massachussetts pour la Suppression de l'Intempérance », fondée à Boston dans le but « de faire cesser l'*abus* des liqueurs spiritueuses et les vices qui en sont la suite, tels que le libertinage et le jeu, et d'encourager par tous les moyens possibles la tempérance et la morale publique ».

Toutes ces sociétés très probablement, et en tous cas la dernière citée, ne se proposaient que de faire cesser l'*abus* et encore l'*abus* des *boissons spiritueuses* seules.

Il est des plus intéressant de remarquer qu'à la suite des médiocres résultats obtenus par elles, la société qui se fonda ensuite quelques années plus tard, en 1826, adopta comme principe l'*abstinence totale* des mêmes boissons. Ce fut la *Société américaine de tempérance* qui devait remporter, dans la suite, les plus encourageants succès et contribua beaucoup à préparer les esprits aux réformes salutaires. La date de la fondation de cette société (13 Février 1826) est importante, car elle constitua l'organisation d'ensemble à objectif national, qui manquait jusqu'alors, et que les efforts isolés des Etats ou des individus ne pouvaient suppléer. Le secrétaire de la Société américaine de tempérance devait, dans les termes mêmes des statuts, « diriger tous ses efforts vers la réalisation d'un tel changement dans l'opinion publique, d'une

telle révolution dans les usages de la société qu'à la fin la tempérance (c'est-à-dire, à cette époque, l'abstinence totale des boissons spiritueuses), avec toutes les bénédictions qui en sont la suite, régnât dans tout l'univers ».

Dès 1827, la Société américaine de tempérance déploya la plus grande activité et recueillit dans les premiers mois un fonds de 8.000 dollars.

Elle prit, dès cette époque, l'habitude d'entretenir des agents permanents chargés notamment de parcourir les Etats et d'y propager les bons principes. Les progrès engendrés par cette méthode furent si rapides qu'à la fin de 1828 il s'était formé dans le Maine treize sociétés de tempérance, vingt-trois dans le New-Hampshire, sept dans le Vermont, trente-neuf dans le Massachussets, deux dans le Rhode Island, trente-trois dans le Connecticut, soixante-dix-huit dans l'Etat de New-York, six dans le New-Jersey, sept dans la Pensylvanie, une dans le Delaware, une dans le Maryland, cinq dans la Virginie, deux dans la Caroline du Nord, une dans la Caroline du Sud, une dans le Kentucky, une dans l'Ohio, et deux dans l'Indiana. En 1882, exemple qu'on ne saurait trop louer, les membres abstinents du Congrès des Etats-Unis formèrent eux-mêmes entre eux une Société de tempérance.

Cette même année, la Société Américaine de Tempérance prit l'excellente initiative d'adresser une circulaire, dite circulaire nationale, à tous les pères de famille des Etats-Unis, les engageant à former une société de tempérance de famille.

Cette circulaire fut répandue à flots sur tout le territoire national.

Des sociétés de jeunes gens furent également fondées.

A cette époque on pouvait compter 1.500.000 personnes abstinentes et 4.000 sociétés de tempérance. L'année suivante, toutes ces sociétés convinrent de se réunir le même jour et à la même heure. Elles prétendaient par une manifestation aussi générale s'imposer à l'attention du monde et, par suite, attirer de nouveaux adeptes et collaborateurs. Ne jugeant pas d'ailleurs cette manifestation suffisante, elles réunirent tous leurs délégués, le 24 Mai 1833, à Philadelphie, afin que ceux-ci délibèrent sur les meilleurs moyens de propager dans l'Union, grâce au progrès de l'instruction et par l'action d'une influence morale douce et persuasive, le principe de l'abstinence des liqueurs fortes.

De plus, ce Congrès de Philadelphie ne bornant pas ses regards à l'Union vota une résolution qui prévoyait l'ouverture, avec tous les amis de la tempérance en pays étrangers, d'une correspondance destinée à provoquer autant que possible sur

tous les points du globe, pour la même époque et dans le même but, des réunions semblables.

A la suite de ce Congrès national, de nombreux Congrès d'Etats se réunirent. Au cours de l'année 1834, la Société américaine fit un pas important dans la voie de combat où elle s'était engagée. Jusqu'ici confiante sans doute dans sa propre force, dans la puissance de l'exemple et d'une propagande « douce et persuasive » elle n'avait pas songé à réclamer l'aide des pouvoirs publics. Au contraire, en cette année, elle s'engagea nettement sur ce terrain et prit pour thème de son rapport sur l'année 1833 « l'immoralité des lois qui autorisent le commerce des liqueurs fortes comme boissons ».

« Toute liqueur forte, proclamait-elle, est un poison ; l'usage n'en est ni nécessaire, ni salulaire à l'homme ; il faut en dire autant même de l'usage modéré de ces liqueurs, qui ne peut que nuire, altérer la santé et abrégier la vie.

« Donc ce n'est un droit naturel pour qui que ce soit ou d'en fournir à autrui, ou de *provoquer des lois qui autorisent cette fourniture*. Nul individu qui a pu reconnaître ces vérités ne peut sans crime concourir à des lois qui permettent de vendre ces liqueurs, même à des sauvages. De pareilles lois tendraient à légitimer le péché et violeraient ainsi la loi divine.

« Au lieu de ce titre : « Act pour régler la vente de liqueurs fortes » dans l'intérêt du bien public, au lieu de ce titre qui *déshonore notre code* et qui est la honte de la société, il serait plus juste de mettre en tête de cet article : « Act pour la destruction du genre humain ».

Voilà pour la morale et l'hygiène.

Voici, plus loin, pour l'économie de la Nation :

« Les lois qui autorisent par des licences la vente des liqueurs fortes violent les premiers principes de l'économie politique, et ne tendent qu'à appauvrir une nation. »

Les développements sur ce thème et généralement toute la partie du rapport sur les lois sont extrêmement fouillés et, selon la manière anglo-saxonne, abondent en exemples précis tirés de la vie courante.

Il nous semble capital de citer la conclusion de ce rapport parce qu'elle pose admirablement le problème sur le terrain définitif, parce qu'elle constitue un appel émouvant au législateur pour le salut de l'univers !

« La vente des liqueurs fortes, comme boissons, sera-t-elle traitée par les lois de l'Union comme une vertu ou comme un

vice ? Telle est, réduite à ses plus simples termes, la question sur laquelle nos législateurs ont à prononcer, non seulement pour le présent, mais pour les siècles à venir, non seulement pour notre pays, mais pour le monde entier. Faudra-t-il légitimer, patenter ce trafic, et lui permettre de verser sur l'humanité tous les maux dont il est l'intarissable source ? ou bien, le prenant pour ce qu'il est véritablement, pour un péché, le traitera-t-on comme tel ? Et si, à l'avenir, quelques mauvais citoyens s'obstinaient à y chercher un gain criminel, une législation sage et forte n'étendra-t-elle pas son égide pour défendre la société menacée ?

« De la solution de cette question dépend en grande partie la destinée éternelle de millions d'hommes. En Angleterre, en Irlande et en Ecosse ; en Suède, en Danemark et en Russie ; en Allemagne, dans l'Inde et en Chine ; en Afrique et dans un grand nombre d'îles, les hommes secouent enfin le sommeil de tant de siècles et suivent aujourd'hui notre exemple. Ils tournent vers nous leurs regards, ils semblent nous prier d'être leurs guides, ils reconnaissent l'obligation qu'ils nous ont de ce que nous leur avons ouvert la carrière, et nous crient d'y marcher en avant d'un pas ferme. « Vous qui savez être libres, nous disent-ils, vous qui avez eu le courage et la force de commencer cette émancipation du genre humain, ne vous arrêtez pas en chemin, accomplissez votre œuvre, arrachez au monstre cette sanction législative à l'abri de laquelle il semble encore aujourd'hui défier vos efforts et presque la volonté du Tout-Puissant. »

Dans le cours de l'année 1834 fut formée l'Union de Tempérance des Etats-Unis, composée d'officiers de la Société Américaine de Tempérance et des autres sociétés d'Etats. L'objet de cette union était d'établir l'harmonie dans les mouvements et les efforts de diverses sociétés.

Le nombre des sociétés de tempérance s'éleva à 7.000 comptant plus de 1.250.000 membres.

La Société Américaine de Tempérance ne crut pas pouvoir se passer d'un appui aussi puissant que celui de la religion. Elle s'efforça donc de démontrer par des commentaires appropriés des livres saints que l'abstinence était conforme à la volonté divine.

L'année 1835 vit la Société Américaine de Tempérance réaliser un nouveau et très important progrès ; il est indispensable de le souligner. Jusqu'ici, nous l'avons constaté, c'est essentiellement et uniquement contre *l'abus*, puis contre *l'usage* des liqueurs fortes, des boissons spiritueuses qu'elle avait dirigé ses efforts.

Poussant plus loin, en 1835, par une évolution très nette, elle adopta pour base fondamentale le principe de l'abstinence de toute boisson enivrante.

Peut-être subit-elle, dans une certaine mesure, l'exemple de l'Angleterre, dont le Lancashire venait à cette époque de voir se former de nombreuses sociétés sur ce même principe. En tout cas le rapport de la Société pour l'année 1835 ne laisse aucun doute sur le progrès réalisé. On peut y lire :

« L'alcool distillé étant la cause principale de l'ivrognerie
« aux Etats-Unis, c'est à démontrer les funestes conséquences
« de l'usage de ce produit qu'on s'est surtout appliqué, mais
« les faits et les arguments qu'on a publiés s'appliquent aussi
« aux autres boissons *enivrantes*, *proportionnellement à la*
« *quantité d'alcool qui peut y entrer.*

Il s'agit là d'un changement considérable de la base adoptée primitivement, et si l'exemple cité plus haut et quelques autres encore peuvent ne pas avoir été sans influence sur cette évolution, on peut admettre aussi que les amis de la tempérance aux Etats-Unis sentirent la nécessité d'élargir leur sphère d'action, au fur et à mesure que la cause faisait des progrès.

Il ne s'agit d'ailleurs pas là d'une vague tendance, mais d'une orientation très nette, si nette que la Société Américaine de Tempérance à sa réunion annuelle de 1835, le 1^{er} Mai, n'hésita pas à introduire dans ses statuts plusieurs modifications, dont l'essentielle consista dans la substitution des mots « liqueur enivrante » à ceux d'« esprit distillé », dans tous les endroits où se trouvait cette dernière rédaction.

En 1836, puis en 1841 se réunissent à Saratoga un deuxième, puis un troisième Congrès national de tempérance.

L'Ordre des Réchabites fut fondé en 1841, celui des Sons of Tempérance, l'année suivante.

En 1842, également, eût lieu la réorganisation, sur la base de l'abstinence totale, de la Congressionnal Temperance Society, qui avait été formée en 1833 sur l'initiative de 25 membres du Congrès. En 1846 fut fondé l'Ordre des Templiers de l'Honneur et de la Tempérance, et en 1847, celui des Bons Samaritains ; en 1851, à New-York, celui des Bons Templiers. En 1865 eut lieu à Saratoga le 5^e Congrès national de tempérance qui s'organisa en Société nationale et créa une maison de publications. Une nouvelle société fut fondée : Les Amis de la Tempérance.

En 1867, la Grande Loge Nationale des Bons Templiers appuya l'organisation d'un parti politique ayant pour base

d'action la prohibition. 1870 vit encore la création de nouvelles œuvres : l'Association Américaine de Cure des Buveurs et The Royal Templars of Temperance. 1871 vit celle des « *United Friends of Temperance* » ; 1877, celle de la Croix-Bleue et de la « Société des citoyens de Chicago pour sauver la jeunesse de l'intempérance ».

Quelques années plus tard, des ligues particulières, dont l'une portait le nom de « Loyal Tempérance Legion » et comptait plus de 200.000 adhésions, furent créées pour l'enrôlement des enfants.

Comme il s'agissait moins d'obtenir une adhésion nominale que de former des recrues fidèles, on les embrigada dans des compagnies où chacun se surveillait et qui avaient des chefs responsables ; on chercha à les habituer à la liberté et à la défense de leurs principes.

En 1893 fut fondée la fameuse Antisaloon League dont nous avons déjà parlé et qui était composée de clergymen de toutes catégories. En 1895, fut créée l'American Issue, son organe de combat. Depuis cette époque, les sociétés de tempérance n'ont cessé de se multiplier et de faire de nouveaux adeptes.

Les ordres essaimèrent très vite à la surface du territoire et rassemblèrent des centaines de milliers de volontaires. L'Ordre des Bons Templiers spécialement et les Réchabites franchirent même de bonne heure l'Atlantique et vinrent pulluler en Europe où ils ont formé le noyau initial du mouvement prohibitionniste dans l'ancien continent. L'internationalité de ces associations eut pour cause même l'internationalité du mal à détruire. Les ordres et les sociétés d'abstinence préparèrent le terrain de l'*Antisaloon League* aux Etats-Unis. Cette dernière fera bien de prendre son point d'appui sur eux en Europe, si elle veut contribuer à « sécher » l'ancien continent comme elle l'a fait pour le nouveau.

Il nous semble utile de souligner le caractère religieux de la plupart de tous ces groupements. Il en est fort peu aux Etats-Unis, comme en Angleterre, qui n'en soient revêtus. Ils marchent avec l'idée de croisade, de mission sociale que nous avons indiquée plus haut. Même ceux qui, comme l'Ordre des Bons Templiers, n'ont rien de catégoriquement religieux ni surtout de confessionnel, restent imprégnés malgré tout d'une pensée religieuse, celle-ci prenant même parfois dans la pratique d'un grand nombre de membres une forme nettement rituelle, mais conservant seulement pour les autres le caractère très élevé, symbolique, disons peut-être un peu mystique du mot religieux.

Ce fut là le secret même du succès de la cause antialcoolique aux Etats-Unis. Il ne sera donc pas étonnant que de très bonne heure les Eglises se soient faites les instruments même de la grande croisade. Naturellement le mouvement fut marqué surtout, et dès les premiers temps, par les Eglises protestantes, si nombreuses au Nouveau Monde. Quelles que soient leurs formules rituelles, on peut dire que sur le terrain de la tempérance, il n'y en eut qu'une seule : l'abstinence et, plus tard, la prohibition. Ce fut pour elle un devoir de conscience de travailler à l'anéantissement de la peste diabolique qu'était l'alcool, non pas parce qu'elle était la source de voluptés anormales ou malades, mais parce qu'elle était une cause de désastres et de déshonneur pour l'humanité.

Dès 1812 la Methodist Episcopal Church déclare que tout Ministre manque à son devoir en vendant des boissons alcooliques.

En 1814 et 1821 la Church of United Brothers in Christ ordonne à tous ses membres de s'abstenir de boissons fortes et de distiller. En 1834, la Presbyt. General Assembly se déclare contre le trafic des spiritueux. En 1848 la Methodist Gen. Conf., de Pittsburg, interdit à ses membres d'acheter, de vendre et de boire des boissons intoxicantes. En 1865, la Presbyt. Gen. Assembly chasse de son sein tous ses membres fabriquant ou vendant des liqueurs et, en 1869, l'Eglise Presbytérienne devient catégoriquement champion de l'abstinence totale.

A partir de 1881 on voit se fonder la Société de Tempérance de l'Eglise Méthodiste Episcopale, la Société de Tempérance de l'Eglise Unitarienne (1886) et d'autres encore. Successivement entrent en lice : le Convent Américain de l'Eglise Chrétienne (1886), le Synode Général de l'Eglise Hollandaise, la Conférence Générale de Wesleyan Methodist Episcopal Church (1887), la Conférence Générale de l'Eglise Evangélique et le Synode Général de l'Eglise Réformée (1887), le Convent des Adventistes (1888), la Conférence Générale de l'Eglise Méthodiste Episcopale Africaine (1888). L'Assemblée Générale Presbytérienne de New-York recommande la prohibition (1870).

A partir de cette époque l'action des groupements religieux se confond, s'entremêle avec le travail de l'Antisaloon League que nous allons retrouver.

Le monde catholique ne resta pas en arrière à mesure que l'Eglise romaine multiplia ses adeptes aux Etats-Unis. Les noms de Monseigneur Ireland et du Cardinal Manning sont inséparables de ce mouvement. Il existe au Massachussets

un fort mouvement catholique dirigé par un révérend dominicain français, le Père Jacquemet.

Le troisième concile de Baltimore (culte catholique), réuni en 1884, a formulé des décrets fort importants et qui servent de guide aux catholiques.

Art. 261. — C'est du clergé qu'il y a lieu d'attendre spécialement aide et secours pour le triomphe de la tempérance... Il doit donner le bon exemple...

Art. 262. — Nous approuvons pleinement et nous recommandons la louable coutume de plusieurs d'entre nous qui s'abstiennent aujourd'hui complètement de toute boisson enivrante.

Art. 263. — Enfin nous engageons ceux de nos fidèles qui vendent des boissons énivrantes à considérer sérieusement de combien et de quels grands dangers de pécher se trouve environnée leur occupation, quoiqu'elle ne soit pas illicite en elle-même.

« S'ils le peuvent, qu'ils choisissent une autre manière
« plus *honorable* de gagner leur vie ; que si cela leur est
« impossible, qu'ils cherchent par tous moyens à éviter pour
« eux-mêmes et à écarter des autres les occasions de péché.
« Qu'ils ne vendent pas de boissons à la jeunesse, ni à ceux
« qui pourraient en abuser. Qu'ils tiennent leurs tavernes
« fermées le dimanche, et qu'en aucun temps ils ne tolèrent
« un langage blasphématoire ou obscène. »

L'action religieuse prit une forme concrète et synthétique dans la création en 1892 de l'*Antisaloon League*, dont le programme déborda très vite sur le terrain de la politique. Politique et prohibition se confondent aux Etats-Unis, ne l'oublions pas ; cela ne veut pas dire que la Ligue se mêla aux luttes politiques de partis, car elle fut neutre, mais elle tendit toujours à inscrire la prohibition dans les programmes politiques.

C'est l'organisation puissante et méthodique de ce vaste groupement qui donna le coup de grâce à l'alcool. Il faudrait des volumes pour relater son extraordinaire activité, sa discipline, son habileté, son pouvoir de rayonnement, sa faculté d'absorption, l'héroïsme de quelques-uns de ses membres tels que : Johnson (dit Poussifoot), que l'Europe connut ces dernières années, etc. Son but fut la Prohibition nationale ; sa formule pratique fut la guerre au cabaret, emblème et réalisation tangible de l'ennemi. Son histoire de 30 ans tient du prodige. Elle a aggloméré des centaines de millions d'adhérents.

Née dans l'Ohio, elle a envahi successivement tous les Etats, y formant des bureaux d'affaires et des Commissions solidement organisées, pénétrant dans tous les milieux sociaux, réunissant d'énormes capitaux, inondant le territoire de millions de tracts et de brochures, faisant entendre des légions d'orateurs, toujours prêts à porter son action là où quelque symptôme de faiblesse se manifestait, intrigant au sein des législatures et du Congrès lui-même, organisant les élections, fournissant des candidats et faisant capituler enfin les constitutions les plus réfractaires, inscrivant des lois prohibitionnistes dans la Statute Book des différents Etats avant de prêter son concours à l'assaut final de la constitution nationale que nous avons raconté plus haut.

Elle fut à ses débuts composée de clergymen de toutes dénominations. Elle renferme encore dans son sein un nombre considérable de ministres religieux et de personnalités religieuses importantes. Elle croit à sa mission mondiale. Si elle a cantonné pendant 28 ans son œuvre aux Etats-Unis, elle ne prétend pas en rester là. Son dernier manifeste (1920) est significatif : « c'est à l'Eglise qu'est due la déroute des hordes alcooliques. C'est à l'Eglise que le monde devra d'en être débarrassé définitivement. »

L'histoire veut du reste que, si elle a été fondée en 1893 par le Révérend Howard H. Russell, la pensée première en fut conçue dans une conversation entre Alf. Kynett, fondateur de l'œuvre de propagande de l'Eglise méthodiste et l'Archevêque catholique Ireland. C'est un fait que les deux clergés ont toujours marché d'accord et travaillé à l'unisson pour l'œuvre commune. En 1901, l'Antisaloon League travaillait déjà dans 36 Etats. En 1904, elle avait envahi 4 nouveaux Etats. Le reste ne fut qu'un jeu. Son centre actuel d'opération est à Westerville, Ohio. Elle dispose d'un revenu annuel de 2 millions de dollars.

Mais une connaissance quelque peu approfondie de l'histoire de la prohibition démontre clairement qu'un autre puissant auxiliaire de la lutte prohibitionniste fut sans contredit la femme américaine. Rien de plus édifiant ni de plus émouvant que le soulèvement général des mères de famille, des épouses, des jeunes filles pour la consolidation du foyer domestique empoisonné par l'alcool; soulèvement qui fit entrer en action des millions de femmes, et leur a permis de mettre en évidence leurs splendides qualités éducatives. Quelques mots ne suffisent pas à donner une idée de leur œuvre. Mais on s'en voudrait de ne pas citer le nom de Frances E. Willard, femme d'une vaste intelligence, qui fonda en 1883 la W. C. T. U.

(Union mondiale des femmes chrétiennes pour la tempérance). Ce groupement essaima, lui aussi, dans les pays d'Europe où il fit des merveilles. En Amérique, son travail fut surtout éducatif. On doit aux femmes l'organisation nationale de l'enseignement scientifique de la tempérance (abstinence totale) (1880). Elles ont consacré à cette œuvre de formation des caractères et des volontés, qui s'est étendue déjà à plusieurs générations de jeunes gens, tout ce qu'elles pouvaient trouver en elles de dévouement et de génie inventif. Elles ont fait un travail de fond qui a atteint le peuple jusqu'à l'âme. Qu'eût été l'agitation par l'Antisaloon League sans la trituration préalable de la pâte électorale à laquelle les Eglises et les femmes s'étaient livrées depuis un siècle.

Les groupements militants féminins furent nombreux et puissants. Avant la Société de France Willard, l'Union des femmes chrétiennes avait été déjà fondée (1874). Les convents de Newark (1876), de Boston (1891), de Chicago (1893), de Cleveland (1894), sortes de Congrès nationaux de femmes, sont restés célèbres.

Les femmes devaient donner un solide coup d'épaule à l'œuvre antialcoolique de guerre et ensuite à celle de la prohibition nationale. Elles déployèrent une rare activité pour réunir la fameuse pétition de 6 millions de signatures qui fut remise au Président Wilson. Il n'est pas mauvais de remarquer enfin que la femme américaine, ayant conquis légitimement son droit au bulletin de vote, s'en servit aussitôt pour assurer le triomphe politique de la Prohibition.

Pour terminer cet aperçu de l'histoire de la Prohibition qui est, en réalité, toute une encyclopédie, il faudrait parler encore du mouvement contre-prohibitionniste qui s'organisa partout avec force et fit échec, non sans succès parfois, aux forces de la tempérance. Le commerce est aux Etats-Unis une énorme puissance ; le monde des brasseurs est riche ; et si les partisans de la tempérance n'avaient su, au Nouveau-Monde, donner le meilleur de leur argent pour la cause, il n'est pas douteux que le « saloon » resterait encore le maître. Sans connaître par le détail les résultats de l'enquête minutieuse à laquelle fit procéder le Sénat américain sur l'influence exercée aux Etats-Unis par l'argent des brasseurs allemands, les maîtres de l'industrie de la bière, nous pouvons en avoir une idée par ce passage de la résolution publiée par la Haute Assemblée, le 19 Septembre 1918 :

« Il apparaîtra en manière de conclusions que 12 sur 15 brasseurs allemands d'Amérique, unis à l'Association des

brasseurs des Etats-Unis, ont fourni plusieurs centaines de millions de dollars pour acheter un grand journal dans une des villes principales du pays ; que, sans dévoiler leur puissance financière, ils ont acheté l'organe de l'opinion publique dans la capitale même de la nation et, à l'ombre du Capitole lui-même, mené le combat en faveur du trafic de l'alcool. » Le Sénat dénonçait au pays que le commerce organisé des boissons était un vice parce qu'il avait été anti-patriotique, parce qu'il avait été progermain dans ses sympathies et dans sa direction.

Nous aurions encore à parler de l'œuvre du Congrès lui-même dont l'initiative fut souvent si bienfaisante en faveur de la tempérance. Nous avons montré la conquête lente, mais sûre, de tous les représentants, et avec quelle majesté les hauts élus de la Nation avaient couronné d'un geste le magnifique édifice qui avait été l'œuvre de la Nation elle-même.

Les préoccupations de l'Assemblée représentative suprême furent en tous temps marquées en faveur du problème de la tempérance. Dans le ressort de son initiative, en dehors du 18^e amendement, elle eut à s'occuper de protéger les races natives des Territoires Indiens, les troupes de terre et de mer.

Elle ne fut pas ennemie des grandes résolutions dans des circonstances pressantes. On lui saura gré d'avoir su tenir tête au Président lui-même quand en 1919, passant outre au *veto* du Président Wilson, dont les hésitations furent incompréhensibles, elle adopta la loi Volstead qui n'était qu'un code de précisions destiné à renforcer la loi de prohibition de guerre et le 18^e amendement. Le *veto* présidentiel était du 27 Octobre. Le même jour, la Chambre, par 176 voix contre 55 et le Sénat par 65 voix contre 20, réduisaient à néant le message du Président.

La loi Volstead précisait que les mots bière, vin, et autres boissons intoxicantes maltées ou vineuses s'entendaient de tous breuvages contenant de 1/2 à 1 0/0, au plus, d'alcool en volume. Elle organisait et décrivait toute une police chargée de l'application de la loi. Comme telle, elle était une nouvelle affirmation de la haute volonté du Congrès en matière de prohibition.

Nous voudrions enfin rendre hommage à tant de grands hommes d'Etat dont s'énorgueillissent les Etats-Unis et qui se montrèrent favorables à la lutte en faveur de la tempérance.

Citons parmi les principaux : Franklin, 1706-1790 ; Jefferson, 1743-1826, 3^e Président du gouvernement fédéral, à qui on a prêté notamment ce propos : « Maintenant que je suis

« éclairé par l'expérience, si je recommençais mon administration, la première question que je ferais à l'égard de « chaque candidat aux emplois publics, serait celle-ci : « Est-il adonné aux boissons spiritueuses ? » ; Washington, 1732-1799, Lincoln, 1809-1865, qui, en 1842, dix-huit ans avant son arrivée au pouvoir, se fit le protagoniste d'un mouvement national antialcoolique ; Hamilton, Benjamin Rush, Neal Dow, Roosevelt, etc...

Une seule conclusion trouvera sa place à la fin de cet exposé fort long, quoique incomplet encore : quand on a suivi pas à pas, année par année, l'évolution d'une réforme telle que la Prohibition Américaine, lorsqu'on l'a sentie émaner peu à peu de la substance même d'une grande nation, il n'est plus permis de douter de sa profondeur, de sa puissance, de sa sincérité. Il faut s'incliner devant le fait accompli. Il est colossal et comporte des enseignements que personne n'a plus le droit de négliger.

DEUXIÈME PARTIE

Conséquences économiques et sociales de la Prohibition aux Etats-Unis

CHAPITRE PREMIER

Gains économiques résultant de l'arrêt de la production de l'alcool. — Les industries de remplacement.

On a dit dans notre pays que la prohibition américaine avait été un coup de force, une mesure imposée au peuple américain, une folie même.

Nous avons répondu ci-dessus à ces différentes affirmations en montrant qu'au contraire la prohibition américaine avait été le couronnement d'un mouvement séculaire en sa faveur, que le 18^e amendement avait été ratifié par 45 sur 48 Etats, par la grande majorité du peuple américain.

On a dit aussi que, d'ailleurs, la mesure serait rapportée à bref délai parce qu'on s'apercevrait bien vite de l'erreur commise à ses conséquences mêmes qui ne manqueraient pas d'être désastreuses pour l'ordre social, pour les affaires, pour la santé publique. On a continué en rapportant les nouvelles les plus fantaisistes sur les résultats obtenus.

Il s'agit maintenant d'examiner quels ont été effectivement ceux-ci.

En premier lieu la prohibition a eu pour résultat de faire cesser un énorme gaspillage économique :

Nous disons qu'il y a gaspillage économique toutes les fois que les facteurs de la production, soit, selon la doctrine courante, terre, travail, capital, ne sont pas utilisés de façon à en obtenir le meilleur rendement possible, c'est-à-dire une production maximum de richesses nouvelles.

Et il y a bien gaspillage, aux termes de cette définition, lorsqu'au lieu d'utiliser, en vue de l'alimentation humaine,

des fruits de la terre propres à cet usage, on les transforme en produits qui, au contraire, détruisent la force et les facultés de l'homme, élément actif par excellence de la production.

Une telle transformation est bien l'œuvre de l'industrie des boissons alcooliques.

Or, au 1^{er} Juillet 1918, d'après M. Cherrington, secrétaire général de la Ligue mondiale contre l'alcoolisme, il y avait aux Etats-Unis 1.092 brasseries et 236 distilleries. Ajoutons à cela, en faisant une moyenne des différents renseignements relevés, environ 150.000 boutiques de vente au détail.

S'il fallait faire un compte exact du gaspillage représenté par ces installations, il faudrait retenir comme éléments : L'usure des immeubles utilisés, pour le temps pendant lequel ils l'ont été comme brasseries, distilleries, etc. ;

La valeur du matériel qui ne peut être utilisé à d'autres usages que ceux dont il est question.

L'usure de celui qui peut être utilisé tel quel à d'autres usages.

L'usure et le travail que représente la transformation du matériel qui ne peut être utilisé désormais qu'après modification.

Le travail nécessité par le fonctionnement de cette industrie et de ce commerce pendant toute la durée de ce fonctionnement.

La valeur de toutes les matières premières employées à la fabrication des boissons : fruits, charbons, etc...

Enfin l'élément incalculable représentant non plus le manque à produire, mais l'œuvre destructive des dites boissons, c'est-à-dire, après le gaspillage causé par la production de l'alcool, celui causé par sa consommation, gaspillage qui s'additionne au précédent.

En ce qui concerne la première catégorie, c'est certainement l'examen du gaspillage de la matière première qui donne les résultats les plus frappants.

Voici, en effet, ce que l'industrie des boissons gâcha, économiquement parlant, la seule année qui précéda la prohibition :

Plus de :

6 milliards 1/2 de litres de grains produits par plus de 3 millions d'hectares de terres.

690 millions de litres de mélasse.

13 millions de litres de glucoses en sirop.

25.000 tonnes de sucre de raisin.

20 millions de tonnes de charbon.

En plus, à l'estimation de l'époque, plus de :

752.000 dollars de fruits.

11 millions de dollars de houblon.

Quant à l'œuvre destructive de l'alcool on ne peut guère en avoir qu'une idée négative en constatant si et dans quelle mesure le régime sec a coïncidé avec une diminution de la criminalité, des arrestations, des hospitalisations, etc... ; cette question sera examinée plus loin.

Il faut avouer que la fin d'un pareil désastre économique n'aurait pas été payée trop cher de quelques sacrifices individuels, même de la ruine de quelques distillateurs ou débitants. Peut-être y a-t-il eu, en effet, quelques ruines, mais ce qui suit porte à croire que celles-ci ont été rares.

Voici, en effet, comment se sont débrouillées les victimes en question :

Voyons, tout d'abord, les distillateurs, brasseurs et cabaretiers, c'est-à-dire ceux qui ont été directement atteints.

Nous avons dit tout à l'heure qu'au 1^{er} Juillet 1918 il existait aux Etats-Unis 1.092 brasseries et 236 distilleries. Or, d'après M. Cherrington, au 1^{er} Juillet 1919, c'est-à-dire au début de l'application de la prohibition de guerre, les chiffres étaient :

669 brasseries, soit une diminution de 423.

74 distilleries, soit une diminution de 162.

Cette grande diminution semble déjà prouver que les intéressés, lorsque les mesures furent édictées, ne les considérèrent pas comme devant être rapportées à bref délai ; autrement ils eussent attendu patiemment cet événement. N'y a-t-il pas là un démenti à la thèse suivant laquelle la prohibition aurait été une mesure légèrement prise et peu viable étant donné l'opposition du peuple ?

Cela dit, et avant d'énumérer les transformations qui se sont produites, il faut encore faire une autre remarque. Si, comme nous allons le montrer et comme d'ailleurs le prouve la disparition relatée plus haut de 423 brasseries et 162 distilleries en l'espace d'une année, ces transformations ont pu se faire facilement, cela ne doit pas surprendre outre mesure ; cela s'explique, au contraire, par ceci, que l'on ne saurait trop répéter : la prohibition aux Etats-Unis n'étant pas une chose nouvelle, la transformation de l'industrie de l'alcool en d'autres industries n'en était pas une non plus. C'est fausement, nous l'avons dit, qu'ont tenté de le faire croire des propagandistes stipendiés. Nous avons vu qu'avant la prohibition nationale 34 Etats avaient déjà adopté la formule, tandis que dans d'autres l'expérience était faite, grâce au système de

l'option locale, par comtés ou par communes. Plus d'1/3 de la population des E. U. en fait, avait vécu sous un régime prohibitionniste pendant les 20 années qui ont précédé la mise en vigueur du 18^e amendement. Dans la moitié des Etats, il y avait des milliers d'hommes à l'âge moyen de la vie qui n'avaient jamais connu le saloon et ce dernier y était considéré par les enfants comme un mythe des temps anciens.

Ainsi donc : nombre peu élevé de distilleries et de brasseries, parce que la prohibition existait dans beaucoup d'Etats ; expérience des transformations pour la même raison et parce que beaucoup d'Etats, non prohibitionnistes au moment de la prohibition fédérale, l'avaient pourtant été autrefois, voilà ce qui, dans une large mesure, explique une adaptation facile de l'industrie des boissons au nouveau régime.

Cela posé, voici quelques détails sur cette adaptation :

Les Viticulteurs. — D'une façon générale les viticulteurs jouissent aujourd'hui de plus de prospérité qu'autrefois ; la raison est dans l'énorme augmentation de la demande de jus de raisin et autres boissons non alcooliques, de fruits de table, de confiture, de gelées, de conserves. Pour eux, la transformation a certes été peu pénible, car la plus grande partie de leur matériel a pu continuer à être utilisée par eux.

Les Brasseurs et les Distillateurs (1). — Les propriétés utilisées par eux étaient évaluées à 1 milliard en 1914. Elles ont été adaptées facilement à d'autres usages. La plupart des entreprises nouvelles font plus d'affaires que leurs devancières.

Nous avons dit qu'au moment où la prohibition entra en vigueur 74 distilleries seulement restaient en activité. Encore faut-il remarquer que, sur ce nombre, beaucoup fonctionnaient pour le compte du Gouvernement pour des usages autres que la fabrication des boissons.

Plusieurs autres, 13 en particulier, groupées autour de Peoria (Illinois), furent prises en charge par une coopérative alimentaire. Celle-ci emploie maintenant 4.000 hommes au lieu de 1.000 pour manufacturer 30 produits différents, tels que : alcool industriel, fleur de froment, sirop de sucre de canne, levure, gelées, conserves, confitures et vinaigre.

A Peoria, la grande distillerie de l'Ouest fait aujourd'hui de la farine et de l'alcool d'industrie. La distillerie Cerning fait des aliments pour les bestiaux, les chevaux, les poulets.

(1) La plupart des renseignements qui suivent sont dûs à M. Ernest H. Cherrington (*What became of the distilleries breweries and saloons in the United States of America*, Congrès de Lausanne, 1921).

Les distilleries de Majestic font par jour un million de livres de sirop de sucre pour la table et pour les fabricants de glaces. Quand ces établissements fonctionnent en plein, ils emploient 8 à 10 fois plus d'agents qu'autrefois et les salaires sont plus élevés.

La fameuse distillerie de Highspire (Pensylvanie), qui envoyait ses produits dans le monde entier, est en voie de transformation en usine de bonneterie.

Entre le 1^{er} Juillet 1918 et le 1^{er} Juillet 1919, date à partir de laquelle la prohibition de guerre avait mis hors la loi toutes les brasseries aux Etats-Unis, 1.092 brasseries durent subir l'inévitable. La plupart fabriquent aujourd'hui des boissons sans alcool ou d'autres produits. Voici des exemples : Plusieurs brasseries de Cincinnati sont considérées comme la plus grande manufacture de vêtements du monde.

La « Brasserie du Sud », de Boston, fait de la confiserie, ainsi que la « Brasserie de la Liberté », de Pittsburg.

La « Brasserie nationale », de Washington, emploie 150 personnes au lieu de 50, travaille 400.000 dollars de matières premières au lieu de 130.000, et fabrique des glaces.

La « Brasserie Pabst », de Long Island, est une maison d'impression et de publicité.

La « Brasserie de Rochester » raffine 50 tonnes d'huile par jour.

La « Brasserie de l'Aigle », de Jersey-City, est une usine de production du froid.

Une partie de la Brasserie de Newark est devenue une école paroissiale.

Une des grandes brasseries de Milwaukee fabrique des motocycles.

La « Brasserie Fortune », de Chicago, est une grande fabrique de papiers.

La « Brasserie de l'Aigle », de Chicago, la « Brasserie Monumentale » et la « Brasserie Frank Steil », de Baltimore, font des conserves de viande.

La « Brasserie Schmitt », de Philadelphie, s'est transformée en une factorerie de substituts du sucre et la « Brasserie Shemm » fabrique le sirop de malt, utilisé pour la manufacture du pain et des gâteaux.

La « Brasserie de l'Aigle », de Providence, emploie des centaines d'hommes au lieu de 35 et fabrique des sirops.

La « Brasserie de Montana » est devenue un hôpital.

Celle de San Antonio est un moulin à coton.

Celle de San José (Californie) fabrique 700.000 gallons (3 millions 178.000 litres) de jus de raisin stérilisé.

Celle de Idaho est une fabrique de conserves.

Celle de Seattle fait du chocolat, elle en fait autant de livres qu'elle fabriquait autrefois de bouteilles de bière, etc...

A Washington, la vieille Brasserie du Capitole est une fabrique de crème glacée. Comme brasserie, elle utilisait 130.000 dollars de matières premières ; elle en utilise maintenant 400.000. Elle faisait 65.000 barils de bière, elle fait maintenant 3.600.000 litres de crème glacée. Elle employait 50 hommes, elle en emploie 150.

Beaucoup d'autres sont devenues des fabriques de glace, de marchandises de toutes sortes ; des confiseries, des pâtisseries, des fabriques de machines à tricoter, de boissons douces, etc...

Le journal « Beverage », autrefois organe de la brasserie, a fait une revue de ces transformations. Il donne le chiffre de 667 anciennes brasseries fabriquant aujourd'hui des boissons non alcooliques.

Un autre très important développement des anciennes brasseries dérive de la découverte faite à l'Université de Californie de la conservation des fruits et baies sucrées par la congélation dans l'eau, procédé grâce auquel la saveur et la couleur de ces produits sont conservées absolument. Les installations des brasseries se prêtent admirablement à ce procédé particulier qui promet beaucoup.

La Brasserie de St-Louis du Missouri, exploitée toujours par la même compagnie, fabrique des boissons douces ; elle a étendu ses affaires, qui sont aujourd'hui plus prospères qu'autrefois.

En résumé, la transformation de fabriques d'alcool représentant un milliard de dollars de capitaux, en entreprises utiles, s'est effectuée doucement, sans arrêt dans le travail, sans fluctuations perceptibles dans les affaires. Telle est la vérité pour les distilleries et brasseries.

Les Cabarets. — D'une façon générale, le changement s'est fait si heureusement, dit M. Cherrington, qu'on peut constater partout une amélioration de la vie sous toutes ses formes, là où les cabarets exerçaient leur industrie.

Les hôtels-bars, dans les cités, sont devenus facilement des dining-rooms, ou des hôtels agrandis à la grande satisfaction des propriétaires.

Dans les grandes villes, où autrefois les cabarets semblaient indispensables à la prospérité générale, à ce point qu'on redoutait leur disparition comme un désastre financier, on a recueilli les meilleurs témoignages. Par exemple, à Grands

Rapides (Michigan), voici ce qu'a donné une enquête portant sur 160 cabarets :

Inoccupés	13
Supprimés pour travaux publics	2
Boissons non alcooliques	37
Billards	26
Restaurants	12
Confiseries	9
Epicerie	9
Boulangeries	4
Coiffeurs	3
Bandages pour autos	3
Cordonneries, tailleurs, commerces de fruits et divers	42

A Chicago, les centaines de saloons qui occupaient les principaux coins de rue, sont devenus des confiseries, des merceries, des salons de dégustation de glaces, des fontaines de soda, des restaurants, des maisons de confection, des drogueries, des boucheries, etc...

A New-York, le quartier de Ridgewood, peuplé d'Allemands, regorgeait de saloons. Il a été transformé comme par enchantement. On a vu apparaître de nombreuses coopératives, de bonneterie notamment, une splendide caisse d'épargne, un magasin d'alimentation, un club de jeunes gens, des théâtres, des restaurants, une synagogue, une église spiritualiste, ou tout simplement des locaux d'habitation. Les endroits que l'on appelait des « parcs à bière » ont été aménagés en terrains de jeux ou bien ces emplacements ont été bâtis ; on y trouve une teinturerie et des maisons de rapport.

A Denver, au moment où la prohibition entrait en vigueur, il y avait 242 boutiques vacantes dans le grand quartier des affaires. A la suite de la fermeture de 463 saloons, le nombre des locaux vacants fut porté à 705. Un mois ou deux après, toutes les locations étaient reprises et, au bout de six mois, il n'y avait plus que 51 locaux vacants.

Hôtels. — Les hôtels constituent un baromètre sensible des affaires. La prohibition devait les ruiner. Les hôteliers l'avaient combattue. A tort, car les affaires, aujourd'hui, marchent mieux. A New-York, le propriétaire du Majestic Hôtel écrivait : « Nos comptes de restaurant indiquent que les anciens buveurs mangent deux fois plus, et leurs invités de même ». La prohibition a obligé les hôtels à fonctionner comme de véritables hôtels et à donner le logement aux voyageurs au lieu de n'être que des lieux de ripaille et de beuverie.

A New-York, l'Hôtel Commodore s'est agrandi doublant le nombre de ses chambres (4.000) ; le vieux Murray Hill Hôtel se rebâtit avec 3.000 chambres. La fermeture de 900 saloons à New-York a permis aux visiteurs de dépenser davantage pour le confort d'hôtel.

Tracey C. Drake, manager très réputé d'énormes hôtels de Chicago, s'exprimait ainsi : « Plus d'un an avant la prohibition, j'avais prédit que les affaires des hôtels seraient plus saines et plus honorables. Cela s'est réalisé. Le public a accepté le changement et les hôtels sont maintenant de solides facteurs économiques. »

On craignait que la prohibition, en obligeant tant de saloons, bars, hôtels à fermer, ne déterminât une forte dépréciation de la propriété immobilière.

A ce point de vue encore les craintes furent vaines. La presse générale, peu suspecte de partialité en faveur de la prohibition, a signalé, au contraire, un accroissement tout à fait inespéré de la valeur et des revenus des propriétés ; le saloon le plus réputé de Chicago « Hinky-Dink » qui débitait 20 barils de bière par jour, payait 500 dollars de loyer par mois. L'immeuble présente maintenant 2 boutiques chinoises et un restaurant qui payent au total 1.000 dollars.

A Philadelphie, 25 propriétaires de saloons ont cédé et réalisé un profit de 50 0/0.

A New-York, l'Hôtel Wallick avait refusé de renouveler son bail, par crainte de la prohibition. Son remplaçant, une société de confection de vêtements a signé un bail de 20 ans et paie un loyer doublé.

Le grand Hôtel Mackenzie payait un loyer de 9.500 dollars ; il paie 26.000. Un autre hôtel loue 50.000 au lieu de 20.000.

Le fameux saloon Park Row, fermé par la prohibition, rapporte un loyer de 4.000 dollars de plus. Une autre boutique rapporte 55.000 au lieu de 20.000 ; une autre 40.000, au lieu de 22.000.

Des milliers de nouveaux restaurants, de pâtisseries, salons à la française, de marchands de gaufres se sont installés dans d'anciens saloons. Le changement le plus frappant concerne le fameux « Bowery ». Ce célèbre lieu de rendez-vous a disparu ; les musées anatomiques, les cafés sordides avec salons de danse à l'arrière ont vécu. Bowery connaît les affaires sérieuses. Les loyers ont monté de 75 0/0, et on se dispute les locaux. Le Bowery connu par des millions de visiteurs de New-York n'est plus que dans les mémoires.

Les hôtels de New-York connaissent une ère de prospérité

imprévue jusqu'ici. Les dîneurs mangent dans la proportion de 20 0/0 de plus dans le grand Hôtel Astoria. De même au Mac Alpin.

Effets de la prohibition sur diverses autres branches de l'activité économique (1). — Ce qui précède montre bien que ceux qui devaient être atteints directement par la prohibition : distillateurs, brasseurs, tenanciers de saloons, bars, hôtels, etc, non seulement n'ont pas été pris au dépourvu, se sont accommodés rapidement à la situation nouvelle, mais encore, d'une façon générale, ont trouvé dans le succès rapide de leurs nouvelles affaires une large compensation aux frais que la transformation de leurs entreprises avait nécessités.

Bien plus, on peut être assuré que la plupart des autres branches de l'activité économique aux Etats-Unis ressentent, elles aussi, les heureux effets de la prohibition. On le sait directement en ce qui concerne l'alimentation parce que les effets se sont manifestés rapidement. Si l'on ne boit plus, on mange davantage. Le directeur général de 63 grands magasins généraux de marchandises opérant dans des régions minières, écrivait : « Autrefois les mineurs se nourrissaient de haricots ; ils en mangent peu auourd'hui, mais la quantité de conserves de Californie vendues est formidable. »

A Omaha, un grand restaurant avait la spécialité du repas à 10 cents (0 fr. 50). Ceux-ci ont disparu, chacun commandant des repas à 50 et 60 cents (2 fr. 50 et 3 francs).

Pour les autres branches, les résultats obtenus par la prohibition fédérale ne sont pas encore connus, mais il n'est pas besoin pour se faire une opinion en la matière d'attendre qu'ils soient publiés, et ce, toujours pour la même raison : la prohibition n'est pas nouvelle en Amérique ; à défaut de l'expérience fédérale, nous avons comme source de renseignements, celle des Etats anciennement prohibitionnistes. Or, l'enquête qui a été menée dans ceux-ci a fourni des renseignements d'autant plus précieux qu'unaniment confirmés les uns par les autres. Et l'indication générale qui en émane est que le plus grand nombre des branches du commerce jouissent, grâce à la prohibition, d'une prospérité accrue. Comment, d'ailleurs, en serait-on surpris si l'on sait qu'avant la guerre la dépense annuelle de la population des Etats-Unis pour la consommation des boissons alcooliques atteignait le chiffre incroyable de 2.458.000.000 dollars, soit 12.290.000.000 francs-

(1) Voir sur cette matière : WILLIAM J. JOHNSON, *What prohibition has done for business*, 20 septembre 1920, in *Scientific Temperance J.*

or, somme supérieure à la moitié de la valeur au détail de tous les produits alimentaires des Etats-Unis, chiffre supérieur à celui des exportations de l'Union, et 2 fois 1/2 supérieur à celui de la Dette Nationale en 1914. Il a bien fallu, en effet, que cette énorme puissance d'achat trouve une autre voie.

Voici un court aperçu des améliorations constatées :

Chaussures. — Les cordonniers s'accordent à constater l'amélioration : « Moins de cabarets, plus de chaussures ».

A Seattle, la Compagnie de cordonnerie Dinham a ouvert trois nouveaux magasins en dix mois, occupant l'emplacement de 5 saloons.

Le nombre des enfants munis de chaussures a augmenté de plus de 50 0/0.

Vêtements. — Grosse augmentation des chiffres d'affaires ; le samedi soir, les travailleurs effectuent d'énormes achats pour leurs femmes et enfants. De nombreuses petites boutiques de chemiserie ont surgi.

Modes. — Dans cette branche, l'augmentation constatée est phénoménale. Femmes et enfants portent chapeaux et rubans. Une modiste de Seattle, qui occupait trois jeunes filles, en occupe 35, plus quelques hommes.

Meubles. — Les commandes en sont si nombreuses que les fabriques subissent de forts retards pour les livraisons. Des milliers de foyers renouvellent leurs meubles, draperies et literies, etc.

Ménage. — Atlanta a vu naître 15 nouvelles boutiques de fournitures de ménage.

Théâtres. — On va plus au théâtre. Un « Commissaire du Revenu Intérieur » rapporte que pour la période de dix mois « humides » finissant le 1^{er} Avril 1919, les taxes s'élevèrent au total à 40.000.000 de dollars, tandis que pour les dix mois « secs » correspondant de 1920 le total fut de 61 millions, soit une augmentation de 54 0/0.

Journaux. — Les citoyens ayant plus d'argent et aussi plus de temps à consacrer à la lecture, les journaux augmentent leurs tirages, notamment le « Ladies Home Journal », le « Saturday Evening Post ».

Commerce de gros. — Dans le commerce de gros, d'une façon générale, l'amélioration est brusque et considérable. Dans certaines villes minières, le chiffre d'affaires augmente de

30 à 40 0/0. D'autre part, les affaires sont plus faciles. Les rentrées s'effectuent mieux ; en moyenne, au bout de 30 jours au lieu de 4 mois. Des gens dont le crédit était coupé se réhabilitent.

Affaires diverses. — Enfin voici pour diverses branches l'augmentation du chiffre d'affaires constatée :

Confiserie	50 0/0
Beurre et fromages	100 0/0
Café	25 0/0
Laitages	42 0/0
Glaces	100 0/0

Amélioration également pour les Compagnies de Taxis.

D'après M. Walter C. Hughes, secrétaire de l'Association nationale des confiseurs, les améliorations se produiraient, par ordre d'importance, dans le commerce de boissons douces et celui des glaces, puis dans les entreprises de cinématographie, enfin dans la confiserie et la pâtisserie.

C'est à tort, dit M. Hughes que tous les buveurs d'alcool passent pour devenir des mangeurs de sucre. La vérité est simplement que l'on a plus d'argent à dépenser pour les douceurs comme pour le confort et les plaisirs.

CHAPITRE II

Gains économiques obtenus par l'arrêt de la consommation de l'alcool

Nous avons classé plus haut les gaspillages économiques causés par l'alcool en deux catégories :

Gasillage résultant de la production,

Gasillage résultant de la consommation.

Nous avons essayé de donner une idée du premier. Nous avons reconnu ensuite que le fait d'avoir enrayé ce gasillage était d'autant plus bienfaisant que les affaires, même directement intéressées, bien loin d'en éprouver une gêne, en avaient reçu une impulsion nouvelle et connaissaient, grâce au nouveau régime, une prospérité jusqu'ici inconnue. Il convient à présent de passer à l'étude des gaspillages compris dans la seconde catégorie ; ceux imputables à la consommation de l'alcool.

Maux entraînés par la consommation de l'alcool. — Les maux humains et sociaux causés par la consommation des boissons alcooliques sont bien connus et, peut-on dire, incontestés. On ne s'entend que rarement, d'au moins chez nous, sur l'importance de la consommation qui peut engendrer ces maux, mais à cela près tout le monde est d'accord sur l'existence et l'origine de ceux-ci ; à vrai dire tous les maux causés par l'alcool peuvent se résumer en ceci : l'alcool détruit la santé, et la vie.

Mais pour une étude sociale et économique il est indispensable de détailler. A ce point de vue social et économique, on peut, croyons-nous, établir la liste suivante :

Mortalité,

Folie,

Criminalité au sens juridique du mot,

Indigence,

Maladie, au sens banal et courant de l'expression,

Déchéance morale se traduisant par la paresse (1).

Or, la suppression de ces maux entraîne fatalement deux séries d'économies.

Les premières qui résultent de ce que les fous, les criminels, les indigents, les malades disparaissant, la collectivité se trouve libérée des charges sociales correspondant à l'existence de ces catégories, c'est-à-dire de l'entretien correspondant des asiles, des prisons et hôpitaux, et des frais d'assistance.

Il y a là économie de locaux devenus disponibles pour d'autres usages plus économiquement utiles ; également économie de travail, nombre de magistrats, médecins, avocats, gardiens, infirmiers, etc., etc., devenant disponibles pour la production.

Les secondes résultent de la récupération pour la production de forces jusque-là stériles.

Ce sont évidemment celles des aliénés, des criminels (2), des indigents parasites, des malades et des paresseux. Autant de forces qui désormais pourront concourir à la production, c'est-à-dire à l'augmentation des possibilités de bien-être matériel de la Nation.

Nous essaierons maintenant de donner un aperçu des économies réalisées aux Etats-Unis dans cet ordre d'idées par la prohibition en établissant, pour chacun des maux considérés, un rapprochement de chiffres exprimant leur impor-

(1) Voir sur ces différents points : AMY WOODS, *The social effects of prohibition as seen in Massachusetts*, in *Scientific Temperance J.*

(2) Il faudrait encore compter, pour être complet, le gain des vies humaines résultant de la diminution des meurtres.

tance avant et après la réforme. Si quelques-uns de ces chiffres se rapportent uniquement à la question de l'alcool, comme ceux des arrestations pour ivresse, beaucoup d'autres ont une portée plus générale, l'alcool n'étant malheureusement pas le pourvoyeur unique des asiles, prisons, hôpitaux et autres géhennes sociales.

ceux des arrestations pour ivresse, par exemple, beaucoup d'autres ont une portée plus générale; l'alcool n'étant malheureusement pas le pourvoyeur unique des asiles, prisons, hôpitaux et autres tristesses sociales.

Mais ils n'en constituent pas moins d'utiles renseignements, à notre sens, car la prohibition s'étant trouvée être, au cours des périodes considérées, le seul événement d'importance capable d'influer fortement sur la vie sociale du pays, il est logique d'inférer que les changements qui se sont produits sur ce terrain lui sont imputables, au moins dans une large mesure. D'ailleurs, si l'alcool n'est pas l'unique cause des misères sociales, il contribue toutefois puissamment à les déterminer. Voici, en effet, les chiffres officiels fournis en 1918 par Rob. Kelso, Commissaire du Bien Public du Massachusetts, et donnant la proportion dans laquelle l'alcool entraîne un certain nombre de dépenses publiques :

Poursuites en simple police	59 0/0
Poursuites en matière criminelle	70 0/0
Dépenses relatives aux prisons de comtés et aux maisons de correction	65 0/0
Dépenses relatives à la Ferme d'Etat (1), (State Farm), beaucoup plus de	50 0/0
Hôpitaux spéciaux pour alcooliques	100 0/0
Asiles d'aliénés	16,76 0/0
Secours aux pauvres	33 0/0

Ces dépenses seules représenteraient un minimum de 6 millions de dollars.

Mortalité

Statistique portant sur 26 Etats.

Année 1917 : Etats à licences, mortalité	14,3 0/00
» » Etats prohibitionnistes	12,3 0/00

Statistique portant sur 77 villes

Mortalité infantile (au-dessous d'un an).

Villes à licences	107 0/00
Villes prohibitionnistes	82,3 0/00

(1) La Ferme d'Etat est un établissement dans lequel sont incarcérés les vieux rôdeurs, arrêtés pour ivrognerie.

New-York : Mortalité infantile

1914	.....	95	pour mille naissances.
1918	.....	92	» » »
1919	.....	81,6	» » »

Boston : Bilan mortuaire

	Alcoolisme,	Accidents,	Homicides,	Suicides,	Totaux.
1916	88	334	22	42	486
1918	64	269	15	51	309
1919	12	195	18	33	258

Détroit (Michigan) : Bilan mortuaire.

	1917	1918
	1918	1919
Alcoolisme	107	19
Suicides	182	22
Accidents mortels de l'industrie	358	250
Accidents non mortels de l'industrie	18.186	14.615
Autres accidents	736	595
Admissions à l'infirmerie du Comté de Waine	2.784	1.271

Providence (Massachussetts). Décès causés par l'alcool.

1917	.....	35
1918	.....	12
1919	.....	8
1920	.....	1

Etat de Virginie. Décès causés par l'alcool.

1913	.....	65
1914	.....	72
1915	.....	65
1916	.....	60
1917	.....	20
1918	.....	19
1919	.....	25

New-York. Décès causés par l'alcool

(Renseignements fournis par le Bureau d'Hygiène de la Ville).

1916	.....	660
1919	.....	176
1920	.....	80

New-York, Chicago, Washington, New-Orléans, Newark, ont

aujourd'hui le bilan mortuaire le plus bas qu'on ait jamais connu, notamment sur le chapitre de la tuberculose.

Newark qui comptait en :

1917	6.205 décès, et en :
1918	8.403 n'en comptait plus que :
5.316 en 1919,	
3.891 en 1920 (pour 8 mois).	

Folie

D'après le recensement général, il y eut, en 1918, aux Etats-Unis 239.820 cas d'aliénation.

Sur le nombre, 167.469 se présentèrent dans 24 Etats soumis au régime des licences, soit une moyenne de 259 aliénés pour 100.000 habitants ; 67.144 se présentèrent dans le District de Colombie et dans 24 Etats soumis depuis une période variant entre 1 et 70 ans au régime prohibitionniste, soit une moyenne de 173 aliénés pour 100.000 habitants.

La population des Etats-Unis s'est accrue de 1910 à 1917 de 11,80 0/0 pendant que le nombre des cas de folie s'accroissait de 24,64 0/0. Pendant un grand laps de temps, le chiffre des cas de folie s'est accru plus rapidement que celui de la population dans les Etats à licences. Cet état de choses mit à une rude épreuve le budget des Etats.

L'espoir d'une amélioration est né de la prohibition, car d'emblée on a pu constater que le flot des admissions commençait à décroître.

Cette décroissance a été remarquée dans les asiles des Etats suivants :

Californie, New-Jersey, Delaware, Maryland, Connecticut, New-York, Massachussetts, Wisconsin, Oregon.

Du Massachussetts, on signale notamment :

Hôpital d'Etat de Northampton : décroissance marquée de cas de folie alcoolique.

Asile de Westborough, *idem*.

Ferme d'Etat de Bridgewater pour aliénés criminels : Baisse des psychoses alcooliques.

Hôpital d'Etat de Boston. — Admissions pour folie alcoolique :

en 1919	118
en 1920	35

Dans l'ensemble des cas de folie, ceux de folie alcoolique n'entrent plus que pour 2,61 0/0 au lieu de 6,94 0/0.

Hôpital d'Etat de Denver : Sur un total de 685 cas de folie en 1918-1919 et de 585 en 1919-1920, les cas de folie alcoolique sont respectivement de 57 et 30.

Il n'est pas sans intérêt de constater en passant qu'une diminution semblable des cas de folie a été constatée pendant la guerre à Vienne et à Berlin, malgré les conditions lamentables de la vie, et que ces Etats avaient à peu près supprimé la fabrication des boissons alcooliques.

Criminalité

Les renseignements que nous avons pu réunir peuvent être groupés de la façon suivante :

- 1° Meurtres, violences (autres que crimes sexuels), et vols.
- 2° Arrestations pour ivresse ;
- 3° Délits commis par les enfants ;
- 4° Arrestations pour toutes causes.

1° *Meurtres, violences (autres que crimes sexuels), et vols.*

A Boston, le nombre de ces crimes a diminué depuis la prohibition dans les proportions suivantes :

Meurtres avec préméditation	41 0/0
Meurtres sans préméditation	40 0/0
Homicides volontaires	36 0/0
Violences préméditées	25 0/0
Violences non préméditées	48 0/0
Voies de fait	21 0/0
Violences contre la Police	14 0/0
Agressions pour vol	7 0/0
Vols	58 0/0

Le dispensaire de Boston n'a enregistré que 2 cas d'alcoolisme en 3 ou 4 mois.

A Vallejo (Californie), on a constaté une légère diminution des cas d'agression contre la police :

- 12 en 1917-1918,
- 10 en 1918-1919.

2° *Arrestations pour ivresse.*

On a constaté au cours de la première année de la prohibition, pendant laquelle la fraude s'exerçait sur une grande échelle, une diminution de la consommation d'alcool de 60 0/0.

Cette diminution a eu les conséquences suivantes sur le nombre des arrestations :

A Boston, leur nombre est tombé de 52.682 à 16.487, soit une diminution de 68 0/0.

Dans l'Etat de Massachussetts, leur nombre est passé de 77.925 à 32.580, soit une diminution de 57 0/0.

A Boston, la Ferme d'Etat a vu le nombre des détenus passer de 1.410 en 1916, à 243 en 1920. On y trouvait autrefois des récidivistes ayant subi jusqu'à 17 arrestations. Aujourd'hui, il n'y a plus de ces chevaux de retour.

Une amélioration analogue a été constatée à la maison de correction des femmes ivrognes et récidivistes (8 cas au lieu de 34).

Chiffres des arrestations pour diverses autres villes :

San Francisco	1918	13.190
	1919 (dry)	8.337
Saint-Louis (Ma), août, septembre, octobre	1915	1.269
août, septembre, octobre	1918	1.083
août, septembre, octobre	1919 (dry)	357
Portland (Oregon)	1914	7.401
	1919	1.517
Washington, D C.	1917	9.540
	1919	4.910
Minneapolis	1918	2.140
	1919	610
Oakland (Californie).		
6 premiers mois	1919	3.430
6 derniers mois	1919	632
San-José (Californie)	1917	278
	1919	250
Vallejo (Californie)	1917-18	164
	1918-19	103
Louisville (Kentucky), (juillet, août, septembre et octobre),		
	1918	1919
Ivresse simple	1.177	183
Ivresse avec scandale	975	341
Lincoln (Nebraska)	1916	1.755
	1919	265
Pensacota (Flo)	1918	1.096
	1919	324

3° Délits commis par les enfants.

Boston donne les renseignements suivants :

Délits causés par la négligence des parents : Diminution de 15 0/0.

Autres cas : diminution de 29 0/0.

Délits commis par enfants vicieux : Diminution de 50 0/0.

Dans l'ensemble, le nombre des délits commis par la jeunesse a diminué de 1.063.

4° Arrestations pour toutes causes.

Boston	1918-1919	88.483
	1919-1920	47.385
San Francisco	1918	49.768
	1919	31.817
Portland	1914	22.188
	1919	15.139
Washington D C.	1917	39.562
	1919	52.920
Minneapolis	1918	3.769
	1919	4.318
Oakland (Californie).		
Janvier à Juin	1919 (Wet)	6.850
Juillet à Décembre	1919 (Dry)	4.545
San-José (Californie)	1917	1.493
	1919	1.228
Vallejo (Californie)	1917-1918	430
	1918-1919	564
Lincoln (Nebraska)	1916	3.690
	1919	2.607
Pensacota (Flo)	1918	6.142
	1919	4.209

Par suite de la diminution des délits (50 0/0 environ), on considère qu'à Boston 30 Cours de Justice pourraient être facilement supprimées.

Aux Iles Hawaï le nombre des prisonniers détenus à la prison du Comté (Hôtel Desha) a baissé de 50 à 18.

Indigence

Voici un certain nombre de renseignements sur les répercussions de la prohibition dans les hôpitaux et les asiles de buveurs :

New-York City. — En mars 1921, la clinique de traitement pour malades intoxiqués, ne contenant plus que cent malades, a été fermée. Les malades ont pu être facilement répartis dans les hôpitaux ordinaires, en raison de nombreuses vacances qui s'y étaient également produites.

L'hôpital de Bellevue qui recevait jusqu'à 102 alcooliques par jour a été fermé également ; il n'en recevait plus que 3 ou 4.

Philadelphie. — A l'hôpital général, les admissions des alcooliques sont devenues si rares qu'on a du confier à des salariés des travaux qui, jusque-là, étaient exécutés par ces malades.

Saint-Paul (Minnesota). — Le nombre des malades à l'hôpital a été réduit d'un millier dans les 6 premiers mois d'application de la prohibition.

A *St-Louis (Ma)*, le dispensaire n'a enregistré que 2.690 cas d'alcoolisme en 1919, au lieu de 3.587 en 1918.

A *Philadelphie*, l'hôpital a traité en 1917 3.481 alcooliques et 2.326 en 1918. Depuis, il a fermé sa section alcoolique.

A *Chicago*, l'hôpital de Comté traitait 235 cas de pneumonie alcoolique en septembre 1917, 230 en septembre 1918 et seulement 71 en septembre 1919.

A *Buffalo*, l'hôpital a observé une diminution du nombre des alcooliques traités : 75 au lieu de 408.

A *New-York*, le Bureau d'Etat des alcooliques a demandé sa dissolution.

La Fondation Hospitalière a fait savoir que, grâce à la prohibition, 7.000 lits se trouvaient disponibles pour les soins maternels, mentaux, anti-tuberculeux et généraux.

700 lits de tuberculeux dans l'hôpital départemental, et 800 dans les hôpitaux privés sont devenus inoccupés.

Boston. — L'hôpital d'Etat pour le traitement des buveurs est fermé, et le programme d'Etat ayant pour objet l'agrandissement du dispensaire a été abandonné.

L'examen du nombre des familles secourues par les services d'assistance publique fait également constater une diminution de l'indigence.

Portland (Oregon). — Le nombre de familles secourues était en 1914, pour 6 mois, de 2.354 ; il s'était abaissé en 1919, pour une période équivalente, à 206.

Washington, D. C. — Le nombre des assistés fut, en 1917, de 1.090 et en 1919, de 479.

Minneapolis. — Les chiffres sont, pour 1918 et 1919, respectivement de 1.172 et 955.

Lincoln. — On constate les chiffres suivants :

Assistés : 1916, 2.586 ; 1919, 1.472.

On arrive encore à la même constatation en examinant la situation actuelle des Workhouses, établissements où sont recueillis et employés les gens sans logis.

Le Workhouse de Minneapolis, par exemple, exploitait une briqueterie avec 250 pensionnaires. Le nombre de ceux-ci s'est trouvé réduit, en 6 mois, à 70.

Celui de Cincinnati a fermé ses portes faute de pensionnaires.

Celui d'Indianapolis de même.

A Boston, il existait des espèces d'asiles de nuit, désignés du nom de Bedding Houses. De deux maisons de cet ordre qui logaient plus de 100.000 pensionnaires de passage en 1918, l'une est fermée, l'autre a réduit ses affaires d'un tiers.

Enfin on estime que sur 17.183.501 dollars qui étaient dépensés annuellement par 815 institutions charitables privées, 1/4 était consacré à venir en aide à des buveurs.

Maladie

Tous les renseignements que nous avons donnés au sujet de la situation comparée des hôpitaux avant et après la prohibition, s'appliquent évidemment aussi bien au présent chapitre qu'à celui de l'indigence. Les hôpitaux ayant pour mission de soigner les malades indigents, il est bien clair que lorsque les hôpitaux se vident, on peut tirer de ce fait deux conclusions :

1° Ou bien que l'indigence diminue, 2° ou bien que le nombre des malades décroît lui-même.

La vérité se partage sans doute entre ces deux conclusions ; il importe peu car dans les deux cas il y a une amélioration sociale et cette amélioration apparaît logiquement due à la prohibition.

En dehors des constatations faites dans les hôpitaux, on peut encore observer ce qui s'est produit dans les maisons de santé privées.

A ce propos, nous savons qu'un établissement de cet ordre, le Washingtonian Home a abaissé le chiffre de ses pensions de 120 à 30 francs par mois.

A ce propos, nous savons qu'un établissement de cet ordre, le Washingtonian Home, a vu baisser le chiffre de ses pensionnaires de 120 à 30 (moyenne mensuelle).

Déchéance morale

La déchéance morale n'est pas le moindre des maux qui atteignent le buveur, et les conséquences économiques de cette déchéance sont considérables pour le pays. Le buveur d'alcool, envahi peu à peu par la passion de boire, perd bientôt tout respect de soi-même, toute affection pour les siens, toute ambition et, par conséquent, tout désir de travailler. Et quand bien même sa volonté de travailler resterait intacte, la diminution de sa vigueur physique ne lui permettrait plus qu'une production fortement réduite.

Il est donc logique qu'une nation, débarrassée du fléau de

l'alcoolisme voie peu à peu augmenter sa force de travail et par conséquent sa production et sa prospérité économique.

Ce sont encore là des constatations qui ont pu être faites aux Etats-Unis.

On a pu remarquer que des travailleurs autrefois indignes de confiance occupaient aujourd'hui des postes pleins de responsabilité.

D'autre part, les femmes disparaissent peu à peu de l'industrie ; elles ont regagné la maison où l'on voit maintenant des meubles, des vêtements, des « phonographes ».

Le relèvement du niveau moral n'a pas de meilleure expression que la diminution du chiffre des maladies vénériennes. Or, à Boston, les chiffres des syphilis et des gonorrhées traitées au cours des sept premiers mois de 1920 sont respectivement inférieurs de 754 et 634 à ceux de la période correspondante de 1919.

Il est d'autres signes de la santé morale du pays. Par exemple, l'augmentation des dépenses publiques pour l'entretien et le fonctionnement des écoles.

Si les écoles sont plus fréquentées, c'est que les parents prennent plus de soin de l'instruction de leurs enfants, ou que les adultes ont plus le goût de s'instruire. Or, l'augmentation de ces dépenses est considérable.

A San Francisco, on a dépensé :

1918	1.605.012 dollars.
1919	3.684.695 »

A Portland :

1914	1.463.000 dollars.
1919	2.088.000 »

A Washington :

1917	8.000.000 dollars.
1919	9.000.000 »

A Minneapolis :

1918	2.980.000 dollars.
1919	3.275.000 »

A San José (Californie) :

1917	350.511 dollars.
1919	356.293 »

A Lincoln :

1916	464.339 dollars.
1919	549.160 »

On peut encore considérer comme un signe de relèvement moral et de forte amélioration dans la production, le fait que les absences du lundi si fréquentes autrefois dans les ateliers tendent à disparaître.

Le représentant d'une corporation qui employait près de 200.000 hommes estime à 40 0/0 la diminution des absences les lendemains de paie, et à 10 0/0 la diminution du nombre des accidents.

M. Stinson, président de la Compagnie des Moulins Stinson, la plus grande fabrique de bois de construction de Seettle, dit que la prohibition a augmenté son rendement de 50 0/0.

Talbot Pope et Talbot, de San-Francisco, les plus gros propriétaires de bois de charpente de l'Oregon, en disent autant.

La Compagnie Internationale d'Harvester à Auburn (N.-Y.), qui emploie 1.500 hommes, comptait 20 0/0 de pertes le lundi. Ces pertes ne se produisent plus. Le travail des lundis et mardis ne laisse rien à désirer.

Mêmes témoignages émanant de la Compagnie Générale d'Ithaca (N.-York), de la Compagnie des Aciéries Smith, de Boston, de la Compagnie des Fonderies (N.-Y.).

Les mineurs du Michigan s'accordent eux-mêmes à dire qu'autrefois, le lundi, 1/3 d'entre eux étaient incapables de travailler et la moitié le mardi, tandis qu'aujourd'hui la capacité générale de travail atteint 100 0/0, ces jours-là comme les autres.

Ett. Gary, président de la corporation des aciers des Etats-Unis déclare que l'industrie est grandement améliorée.

Wm. G. Foster, leader des travailleurs de l'acier déclare que les hommes sont améliorés, qu'ils ont « meilleure tête », l'esprit plus clair, qu'ils sont sobres, et ne commettent plus de violences sans raison.

Enfin nous relevons un fait isolé qui signifie clairement assainissement social. A Boston, deux hôtels réputés pour être des centres de vice et de crime sont fermés et trois garnis qui exploitaient la débauche sont devenus des maisons respectables.

L'Épargne. — Si on peut d'une façon très satisfaisante se rendre compte des gains économiques qui résultent aux Etats-Unis de la condamnation de l'alcool en tant que boisson, en étudiant la diminution des maux sociaux qu'il contribuait dans une large mesure à entretenir, il est encore pour constater ces gains un excellent moyen, qui consiste à étudier les mouvements de l'épargne dans le pays.

Or les résultats d'un pareil examen confirment sans aucun doute les autres, et en constituent en quelque sorte le contrôle.

Il y a eu bel et bien une augmentation considérable des dépôts en banque et dans les Caisses d'Epargne aux Etats-Unis depuis la prohibition.

Les chiffres suivants en donnent la mesure.

Voici d'abord ceux qui concernent les *Caisses d'Epargne* :
Montant des dépôts à :

San-Francisco

1918	282.707.061 dollars.
1919	312.532.129 »

Portland

1914	1.213.255 dollars.
1919 (1 ^{er} semestre)	1.882.976 »

Minneapolis

1918	438.023 dollars.
1919 (4 mois)	3.027.527 »

Oakland (Californie)

1918	56.724.114 dollars.
1919	70.262.833 »

La Banque d'Oakland certifie que les dépôts dans les Caisses d'Epargne ont augmenté de 18 millions de dollars depuis le 1^{er} Juillet 1919, date d'entrée en vigueur de la prohibition de guerre.

San-José (Californie)

1917	15.108.716 dollars.
1919	35.589.114 »

Vallejo (Californie)

1917-1918	1.216.147 dollars.
1918-1919	1.585.863 »
Nombre de déposants, 1917-1918	3.233
1918-1919	4.562

Fresno (Californie)

Montant des dépôts, Juin 1918 à Juin

1919	9.447.193 dollars.
5 derniers mois 1919	11.809.862 »
Nombre de déposants, Juin 1918 à Juin 1919	17.097
5 derniers mois 1919	19.202

A Baltimore, les 10 premiers mois secs amenèrent une augmentation des dépôts de 1.600.000 dollars.

A Denver, les 9 premiers mois secs en amenèrent une de 26 0/0.

D'autre part, faits significatifs, 2.050 nouveaux comptes furent ouverts le premier mois, et 20.000 la première année.

Dans l'Etat de Colorado, c'est 119.000 nouveaux comptes qui furent ouverts la première année.

A Minneapolis, 15.000 comptes nouveaux le premier mois, soit deux fois plus que le même mois de l'année précédente.

Il convient d'insister tout particulièrement sur l'augmentation du nombre des déposants, car elle constitue une indication encore plus précieuse que celle du montant des dépôts eux-mêmes. En effet, on peut être tenté de voir dans l'accroissement de ceux-ci la conséquence de l'accroissement même de la circulation monétaire. On n'ignore pas, en effet, que l'inflation n'a pas été spéciale aux nations européennes et qu'elle existe aux Etats-Unis également quoique sous une forme différente de celle qu'elle revêt dans les pays à change déprécié. Au contraire, une objection de ce genre ne peut être présentée à l'égard de l'augmentation du nombre des dépôts ; elle prouve surabondamment que beaucoup de gens qui, jusqu'ici, ne pouvaient épargner, le peuvent désormais.

Voici maintenant le chiffre concernant les *dépôts en banque* :

A Denver, pour la première année, l'augmentation a été de 16 0/0, soit 29 millions de dollars. Le premier mois « dry » marque une augmentation de 8 millions de dollars sur le mois correspondant de l'année précédente.

A Seattle, la première année a donné une augmentation de 21 0/0.

A Chicago, les versements au crédit des comptes ont atteint pour cette même année 400 millions de dollars.

A Portland, les dépôts qui se montaient en 1916 à 65.180.697 dollars atteignirent à la fin du premier semestre 1919 139.725.200 dollars.

A Minneapolis, dans les 40 jours qui suivirent l'entrée en vigueur de la prohibition, le montant total des dépôts dans l'ensemble des banques passa de 25.000.000 à 400.000.000.

L'augmentation pour le 1^{er} mois avait atteint 11 millions de dollars.

Il ne faut naturellement pas prétendre que l'augmentation des dépôts signifie directement augmentation de la richesse nationale. Non ! mais voilà des sommes d'argent énormes qui, jusque-là, alimentaient un cycle économique parfaitement improductif et même destructif : les ouvriers avec leurs salaires achetaient de l'alcool et le buvaient ; 1^{er} résultat destructif. Les salaires allaient dans la caisse des cabaretiers, puis dans celle des brasseurs et distillateurs, servaient ensuite à payer les ouvriers qui fabriquaient la bière et l'alcool : travail inutile et second effet destructif. Ces ouvriers recommençaient

à acheter de l'alcool, et comme cela indéfiniment. Dans l'ensemble, capitaux employés à une œuvre destructive.

Aujourd'hui, les salaires sont placés à la banque ou à la Caisse d'Epargne et constituent, pour l'ouvrier, en plus d'une source de revenus, une épargne de réserve dans laquelle il pourra puiser, en vue de réaliser des buts productifs.

Le résultat est, pour la collectivité, augmentation des capitaux de crédit à sa disposition, épargne productive de nouvelles sources de revenus nets, stimulation de la production, donc nouvelles possibilités d'accroître la prospérité de la Nation.

Richesses nouvelles ? Pas immédiatement. Mais emploi productif, fécond, au lieu d'emploi stérile et même destructif : Voilà ce qu'indique l'augmentation du chiffre des dépôts.

Et certes le cas a dû se produire d'un brasseur ou d'un distillateur ou d'un cabaretier ayant, au lendemain de la prohibition, à transformer son entreprise, obtenant une ouverture de crédit d'un banquier sans se rendre compte que ceux-là même qui le faisaient vivre jusque-là, en achetant ses boissons, allaient encore lui permettre de gagner sa vie désormais, en lui prêtant de l'argent, petite histoire très morale qui pourrait s'illustrer ainsi : un ouvrier refusant d'un distillateur une bouteille d'alcool et lui disant : « Désormais, si tu veux que je te fasse vivre, il te faut travailler honnêtement ».

Dettes Publiques. — Enfin, et sans penser qu'il y ait là une indication absolue dans le sens où nous abondons, nous croyons devoir soumettre encore à l'appréciation de nos lecteurs le fait suivant :

La Dette de bon nombre de villes des Etats-Unis marque depuis la prohibition une décroissance sensible.

Notamment: la Dette de Washington passe de 4.687.902 dollars pour 1917 à 3.075.968 dollars pour 1919 ; celle de San José (Californie) se chiffre pour les mêmes années respectivement par 705.250 et 659.400 dollars.

A Vallejo (Cal.), on a constaté :

1917-1918	.....	282.200
1918-1919	.....	241.405

A Lincoln :

1916	.....	956.700
1919	.....	722.500

En revanche, la Dette de Minneapolis marque un accroissement. Elle passe de 23.781.700 dollars en 1918 à 26.201.200 dollars en 1919.

Beaucoup de facteurs très divers peuvent agir sur le chiffre des Dettes Publiques ; elles peuvent décroître en période de détresse si, brusquement, de gros chapitres de dépenses disparaissent des budgets ; elles peuvent croître, au contraire, en pleine prospérité si, par exemple, de gros travaux publics sont entrepris. Donc, nous le répétons, l'indication, d'ailleurs simplement générale, puisque contredite dans certains cas, celui de Minneapolis par exemple, n'a qu'une valeur relative.

Mais on peut admettre tout de même, nous semble-t-il, que les causes qui influent le *plus normalement* sur le budget des villes, comme sur ceux des Etats, lorsque ceux-ci ont adopté comme base de système fiscal l'impôt sur les revenus, ce qui est le cas pour les Etats-Unis, sont les plus-values ou les moins-values des impôts. Or, dans un système d'impôts sur les revenus, il n'y a plus-value possible qu'en cas d'augmentation de ces revenus, et il ne peut y avoir, en définitive augmentation de revenus qu'en période d'activité, donc de prospérité économique.

Ces réserves faites, il y a peut-être dans le fait de la décroissance fréquente, depuis la prohibition, des Dettes municipales aux Etats-Unis, un signe de prospérité économique.

Conclusion. — Pour résumer les idées générales que nous avons faites nôtres en écrivant ce chapitre, nous dirons que la prohibition a eu, pour les Etats-Unis, cette importante conséquence économique de faire cesser un énorme gaspillage de force humaine, d'intelligence humaine, et de matières de première nécessité. Un pareil profit n'aurait pas été payé trop cher de la ruine de quelques individus. Il est socialement des sacrifices nécessaires, et il serait vraiment étrange, par exemple, qu'une nation comme la France, fit l'objet de l'admiration universelle pour avoir sacrifié toute la fleur de sa jeunesse, tant de vies représentant une splendide richesse morale et scientifique pour repousser l'ennemi qui voulait l'étouffer, si, d'autre part, on faisait reproche à une autre nation d'avoir sacrifié quelques fabricants et marchands de poison pour se débarrasser d'un ennemi implacable attaché à sa destruction lente mais sûre.

Mais ce sacrifice n'existe même pas d'une façon notable, car les prétendus sacrifiés, non seulement ont pu garder, par une transformation de leurs entreprises, des éléments de prospérité matérielle, mais encore très souvent ont vu augmenter celle-ci.

Enfin, et peut-être contre l'attente générale, la prohibition, grâce à l'entrée en jeu de forces et de capitaux épargnés a provoqué un nouvel élan de la machine économique, et accru encore la vitalité et la richesse du pays.

TROISIÈME PARTIE

La Prohibition américaine au point de vue français

Généralités

La France ne peut se désintéresser de la prohibition américaine pour plusieurs raisons :

1° D'abord parce que la prohibition américaine est une grande leçon morale dont tous les peuples peuvent et doivent faire leur profit.

La prohibition américaine prouve qu'une élite saine peut, dans une nation, à force de persévérance, amener peu à peu la masse à sa hauteur, peut en définitive améliorer moralement et matériellement la vie du pays.

2° Ensuite parce que la prohibition, nous l'avons vu, a eu des conséquences économiques remarquables pour les Etats-Unis, qu'il faut s'attendre à voir celles-ci s'amplifier avec le temps, que par conséquent les Etats-Unis deviennent, grâce à la prohibition, un rival économique de plus en plus menaçant pour les autres nations, dont la France, et que, par conséquent, ne serait-ce que dans son intérêt matériel, ne serait-ce que par souci de sa conservation, celle-ci doit s'efforcer d'imiter l'exemple qui lui a été donné. Dans le cas contraire, elle verrait sa puissance économique relative diminuer.

Si, dit-on, les intérêts économiques prennent de jour en jour plus de place dans la vie des peuples, ce n'est pas au hasard que cela est dû, mais à cette loi en vertu de laquelle les nations vont se spécialisant de plus en plus, par conséquent accentuent peu à peu l'interdépendance qui les lie mutuellement, à tel point qu'obligées d'avoir recours les unes aux autres, elles doivent, sous peine de disparaître, pouvoir donner autant qu'elles demandent.

3° Plus particulièrement parce que les Etats-Unis étaient avant la prohibition un client pour les vins et alcools français et que la fermeture d'un débouché est toujours chose d'importance pour le commerce d'un pays.

4° Parce que le succès remporté par la prohibition aux Etats-Unis ne peut agir que comme un stimulant auprès des autres nations engagées dans la même voie ; que par conséquent la prohibition américaine peut être annonciatrice d'autres prohibitions émanant de plusieurs pays étrangers ; qu'ainsi, après le débouché américain, d'autres peuvent se fermer, et que là encore la France doit se préoccuper de faire face à ce danger économique par des moyens honnêtes appropriés.

5° Enfin, parce que la prohibition consacrée par le XVIII^e amendement s'impose comme méthode de combat contre l'alcoolisme.

Nous examinerons spécialement les trois derniers points :

CHAPITRE PREMIER

Conséquences immédiates pour le Commerce

L'Annuaire Général de la France et de l'Etranger 1920-1921 donne les chiffres suivants :

Exportation française aux Etats-Unis pour la période 1905-1913

Vins de Bordeaux en fûtailles	52.000 hectolitres.
— en bouteilles	46.000 —
Vins de Champagne et mousseux	117.000 —
Vins de liqueur en bouteilles	55.000 —
— en fûtailles	13.000 —

Total 283.000 hectolitres.

Il s'agit naturellement d'une moyenne annuelle, mais malgré cela ce qui frappe immédiatement à l'examen de ces chiffres, c'est leur modicité. Si l'on songe que la production totale française de vin atteint annuellement des chiffres de l'ordre de 40 millions d'hectolitres et plus, on se demande si vraiment la prohibition américaine constitue, au moins directement et au point de vue particulier envisagé dans ce chapitre, un événement bien grave pour la viticulture française.

Evénement non négligeable soit, les petits ruisseaux faisant les grandes rivières, mais certes pas d'une importance qui puisse justifier les récriminations sans nombre qui se sont fait

jour dans la presse spéciale et générale française contre la décision prise par nos voisins d'outre-Atlantique. Evènement surtout non susceptible de justifier l'intervention officielle française telle qu'elle s'est manifestée : moralement, parce qu'il s'agissait d'une œuvre d'assainissement national digne de respect et même d'admiration ; politiquement parce que le voisin ne nous sait jamais gré d'intervenir dans ses affaires privées, cette intervention a été une faute.

Les documents officiels que nous citons ci-après témoignent de la réalité de l'immixtion.

Il s'agit en premier lieu d'une circulaire adressée au début de l'année 1919 par le Ministre du Commerce aux groupements commerciaux et Association syndicale des vins et spiritueux.

En voici les passages essentiels :

« A l'occasion des interdictions de vente, des prohibitions
« d'entrée des alcools et des vins qui ont été édictées à l'étran-
« ger, et bien que ces mesures n'eussent le plus souvent qu'un
« caractère temporaire, le Gouvernement français n'a pas
« manqué de protester en raison du dommage qui en résultait
« pour nos exportateurs et pour notre change.

« Après la signature de l'armistice, en même temps que nous
« desserrions progressivement notre législation rigoureuse,
« nous étions en droit d'espérer qu'à notre exemple des tem-
« péraments et des adoucissements seraient également appor-
« tés dans les réglementations des pays neutres et alliés con-
« cernant la vente et l'importation des vins et spiritueux.

« Il est loin d'en être ainsi à l'heure actuelle et nous avons
« été malheureusement à même de constater que notre expor-
« tation des boissons alcooliques reste encore frappée d'inter-
« dit sur nos principaux marchés et que, en outre, des dispo-
« sitions nouvelles, dans certains pays, viennent d'aggraver
« encore les rigueurs en les prolongeant indéfiniment et en
« les rendant même définitives...

« En Norvège, et malgré nos arrangements de 1909 par les-
« quels ce pays ne devait pas modifier les droits et le régime
« existants sur les vins et liqueurs, en retour de certains avan-
« tages douaniers et financiers que nous lui avions concédés,
« le parti tempérant obtient le dépôt d'une loi réduisant les
« droits des samlags qui ont le privilège de la vente au détail
« des spiritueux...

« Aux Etats-Unis, le Congrès ... vient de voter la prohibition
« totale de fabrication, d'importation, et de vente, par bill du
« 21 novembre 1918 dont les effets doivent en principe se pour-
« suivre jusqu'à la fin de la démobilisation des troupes fédé-
« rales. »

Le second document est également une circulaire du Ministre du Commerce, mais adressée cette fois aux Chambres de Commerce et Groupements Professionnels.

On y trouve notamment ces réflexions :

« L'intervention officielle doit, en même temps, s'exercer
« avec la plus grande vigilance, car il est possible, à mon avis,
« qu'un revirement propice de l'opinion mette notre gouver-
« nement à même d'obtenir des concessions, des atténuations
« ou des tempéraments à des lois outrancières que l'on peut
« attaquer, sans être taxé de vouloir encourager l'alcoolisme,
« en défendant simplement les droits de la majorité des con-
« sommateurs qui est certainement favorable à l'usage modéré
« des produits vinicoles.

« C'est dans cette conviction que j'ai chargé notre attaché
« commercial aux Etats-Unis de suivre de très près cette im-
« portante question et de ne rien ménager de ses efforts pour
« obtenir que les mesures de prohibition prises en Amérique
« du Nord affectent nos exportations le moins lourdement
« possible. »

Le gouvernement français, par l'organe de son Ministre du Commerce, ne pouvait indiquer plus clairement son intention d'agir auprès des pouvoirs publics américains pour obtenir la révision de la décision prise et qui pourtant n'était à cette époque que provisoire, puisqu'il s'agissait de la prohibition de guerre, laquelle devait cesser de jouer après la cessation officielle de celle-ci.

Nous croyons savoir et nous comprenons que cette intervention n'ait pas été prisee aux Etats-Unis. Pour nous, nous l'avons dit, nous la jugeons attentatoire à la dignité du peuple américain, et anti-politique ; en outre, nous la considérons comme inefficace, et ceux qui nous auront lu seront sans doute de notre avis.

Enfin nous sommes fermement convaincu que l'intérêt bien compris de la viticulture française n'est pas de rechercher la réouverture du marché américain pour ses produits.

Mais comme cette question n'est pas propre au marché américain, qu'elle est commune à tous les marchés susceptibles de se fermer pour la même raison, nous reportons le développement de cette idée au chapitre suivant où il est question des intérêts français en face d'une généralisation possible du mouvement prohibitionniste.

CHAPITRE II

Hypothèse d'une généralisation de la Prohibition

§ 1. — *Pourquoi cette généralisation doit être prévue.*

L'extrait que nous avons donné ci-dessus d'une circulaire du Ministre du Commerce français aux représentants du commerce des vins et spiritueux montre que le mouvement américain n'est pas seul au monde de son espèce.

Il est fait allusion, en effet, dans cette circulaire, aux interdictions et prohibitions édictées « à l'étranger », de dispositions nouvelles qui, « dans certains pays, viennent d'en aggraver encore les rigueurs » ; enfin la Norvège est nommément citée comme ennemie de nos produits alcooliques. C'est qu'en effet la prohibition n'est pas uniquement américaine dans sa réalisation, elle l'est encore beaucoup moins dans sa conception.

Dans sa réalisation au moins nationale, les Etats-Unis ne sont même pas les premiers, ils ont été devancés par deux nations : l'Islande qui n'a pas cessé de l'exercer depuis 1912 ; la Russie qui ne l'a réalisée que partiellement et se l'est vue enlevée par la révolution. Un autre pays l'a introduite chez lui avant l'adoption du XVIII^e amendement, la Finlande.

Dans sa conception, la prohibition appartient à des peuples assez nombreux : En plus de ceux déjà cités, il faut compter le Danemark, la Suède, la Norvège, le Brésil, le Mexique, l'Ecosse, la Suisse.

Nous tenterons de rendre compte en quelques pages de l'état de la question dans ces différents pays.

L'Islande

Les pionniers de la prohibition en Islande ont été les Bons Templiers. Ils fondèrent une première Loge à Reykjavik en 1885.

En 1899, le Parlement Islandais introduisait le système de l'option locale, interdisait la fabrication des boissons alcooliques sur le territoire de l'île, et imposait de hautes licences aux débits tolérés.

En 1909, après un plébiscite dans l'île par lequel 60 0/0 de la population se prononça pour la prohibition, celle-ci fut votée par le Parlement.

En 1912, l'importation de l'alcool était interdite, en 1915, interdiction de la vente.

A l'heure actuelle, l'application de la prohibition est très satisfaisante dans son ensemble.

Elle est attaquée par l'Espagne qui, pour obtenir l'entrée de ses vins, menace de prohiber le poisson islandais (1).

La Russie

Il est naturellement fort difficile de savoir ce qui se passe actuellement en Russie, et il n'est à coup sûr pas permis d'inférer du passé ce que sera l'avenir.

Notons simplement qu'en 1895 le Ministre des Finances Witté institua le monopole d'Etat pour la vente de l'alcool, ce qui eut pour premier effet la fermeture de nombreux cabarets ; qu'en 1912, la Douma vota une loi prohibant la vente des spiritueux hors des boutiques de l'Etat, et réduisant le pourcentage de l'alcool dans la vodka ; que la guerre amena le Tsar à prohiber totalement les spiritueux parce que, disait-il, « la prospérité du Trésor National ne doit pas dépendre de la ruine morale et matérielle de son peuple » ; qu'enfin la révolution continua la politique prohibitionniste en interdisant les boissons contenant plus de 1 degré 1/2 d'alcool, sauf dans les districts vinicoles où la vente de vin au-dessous de 12 0/0 était laissée au gré des autorités municipales.

La Finlande

La distillation privée a été légale, en Finlande, pendant le siècle dernier, jusqu'en 1866, date à laquelle cette industrie a été prohibée et la fabrication des spiritueux concentrée dans de grandes distilleries urbaines. La population rurale se trouva, dès lors, acquise à la prohibition.

En 1905, eut lieu la première révolution. Les femmes et les ouvriers devinrent électeurs. Une assemblée fut élue qui, dès sa première session, en 1907, adopta une loi prohibitive. — La loi ne fut pas ratifiée par le tsar, alors grand-duc de Finlande. Une autre loi fut votée en 1909 par la Diète Finlandaise, mais ne fut ratifiée qu'en 1917 par le gouvernement russe provisoire. Elle ne vise que les boissons contenant plus de 2,5 0/0 d'alcool absolu. — Les résultats sont considérés comme bons.

(1) Renseignements empruntés à M. Einac H. Kvaran, de Reyjavik. (Congrès de Lausanne, 1921).

Le Danemark

La loi du 29 Décembre 1857 a mis les auberges sous le régime de l'autorisation légale, en ce qui concerne les villes. Pour la campagne, les autorités communales ont reçu, par la loi communale du 6 Juillet 1867, le droit de régler cette question.

La liberté des débits pour les villes eut un résultat si funeste que par une adjonction du 23 Mai 1873 à la loi de 1857 les autorités municipales reçurent le droit de limiter le nombre des auberges, et toutes les villes, pour ainsi dire, usèrent de cette faculté.

La lutte contre les boissons fortes commença en 1879. Il y eut de vifs combats au point de vue législatif sans grands résultats. Mais des communes prirent l'initiative, en 1907, le 16 Janvier, d'organiser des votations communales pour décider si une demande d'autorisation de vendre des spiritueux serait ou non acceptée. — Le résultat fut favorable à la cause prohibitionniste et le Ministre le sanctionna en refusant l'autorisation.

Cette procédure de fait fut régularisée tôt après par une décision du Ministre de l'Intérieur ; puis, par un règlement de la seconde Chambre du Parlement (Folketing) qui décida que la volonté de 25 0/0 seulement des habitants de la commune suffirait à entraîner le refus d'autorisation. Une loi de 1912 sur les auberges, sans détruire les dispositions existantes, fit dépendre en plus les autorisations de la volonté des conseils paroissiaux. Ceux-ci en refusèrent un grand nombre.

Depuis 14 ans, il y a eu 291 votations sur lesquelles 240 ont été des victoires pour la cause de la prohibition.

En résumé, mouvement contre la vente des *spiritueux* en bonne voie.

La Suède et la Norvège

La Norvège, en 1845-1848 ; la Suède, en 1855, adoptèrent l'une et l'autre deux lois. L'une supprimait le privilège des bouilleurs de crû. — L'autre instituait l'option locale, par districts ruraux en Norvège et par communes en Suède, au sujet de la suppression des bars et de la vente de l'alcool à la bouteille.

Les deux pays firent, à partir de 1865, l'application d'un système, dit système de Gothenbourg, sur lequel nous reviendrons dans la suite, et qui consiste dans le monopole de la vente de l'alcool octroyé à des compagnies fermières.

Il semble que les résultats de ce système aient été peu décisifs. Il faut en dire autant du système de Bratt qui le modifie et qui institua une carte individuelle d'alcool.

Mais l'option locale a eu d'excellents résultats, asséchant très rapidement 80 0/0 du pays.

Prévue pour la lutte contre les spiritueux seuls, parce qu'au moment où elle entra en application le vin et la bière étaient le moindre danger, elle engloba pratiquement ces boissons lorsque celles-ci devinrent populaires.

En 1909, au moment d'une grève générale et sur les instances des moyennes et basses classes, le gouvernement décréta la fermeture des cabarets.

Les résultats furent si remarquables que les ouvriers demandèrent par pétition la consolidation de cette mesure.

Le Gouvernement n'ayant pas satisfait à cette demande, les abstinents organisèrent une vaste consultation populaire qui produisit les résultats suivants :

Pour la prohibition des cabarets : 1.888.327 voix.

Contre la prohibition des cabarets : 16.715 voix.

Cet espèce de referendum non officiel ne fut pas sanctionné, mais il nous prouve qu'en Scandinavie les partisans de la lutte contre l'alcool par la prohibition sont extrêmement nombreux.

C'est la constatation qui importe ici avec cette autre qui résulte de ce qui a été dit plus haut : La prohibition, grâce à l'option locale, fait déjà l'objet de très nombreuses applications dans les pays scandinaves, et, ajouterons-nous, particulièrement en Norvège.

Le Brésil

Un projet de loi récent propose la prohibition de la fabrication, de l'importation et de la vente de toute boisson contenant plus de 2 0/0 d'alcool, à partir du 7 Septembre 1922, pour fêter l'anniversaire de l'Indépendance Brésilienne.

(Extrait du journal *Les Annales Antialcooliques*, Janvier 1921).

Le Mexique

Le Mexique devait subir l'influence de sa voisine du nord. Le Gouvernement propose toute une zone « sèche » le long de la frontière américaine.

Déjà tous les débits sont fermés les jours de fête, et du samedi matin au lundi matin. Le nouveau Président élu, le Général Alvaro Obregon, est prohibitionniste. Une loi est en préparation pour rendre le Mexique aussi « sec » que les Etats-Unis.

L'option locale, qui prépare les voies à la prohibition, est en fort bonne position. (*Ibid.*).

L'Ecosse

La loi dite « Temperance (Scotland) Act » fut votée par le Parlement en 1913. Sa réforme principale consiste dans le droit qu'elle confère aux habitants d'un district (local option) de se prononcer sur le sort des auberges par une des décisions suivantes :

Suppression de toutes les auberges.

Diminution du nombre des auberges d'un quart.

Continuation de l'état existant.

Pour la suppression, il faut au minimum 55 0/0 des voix et 35 0/0 des inscrits.

Pour la diminution d'un quart, il suffit de 35 0/0 des inscrits.

L'ensemble des premières votations qui ont eu lieu en octobre 1921, a donné les résultats suivants :

Statu quo (59,93 0/0)	704.022
Diminution (1,64 0/0)	19.388
Suppression (38,43 0/0)	451.310

(61,49 0/0 des électeurs inscrits) 1.174.720

Sur 582 districts ayant exercé la votation, se sont prononcés en faveur :

du statu quo	508
de la diminution	33
de la suppression	41

582

La Suisse

Actuellement les cantons peuvent restreindre la vente des boissons spiritueuses, mais ne peuvent pas les prohiber.

L'Etat a le monopole de l'alcool, à l'exception de celui provenant de la distillation des vins, des fruits et de leurs déchets, des racines et des baies.

Cela est insuffisant.

Les groupements antialcooliques, usant du droit qu'ils tiennent de la constitution, ont réuni plus des 50.000 signatures indispensables pour proposer une modification au texte de la constitution fédérale par la voie du referendum. En l'espèce, la modification proposée aurait pour but d'introduire l'option locale par cantons sur le chapitre de l'interdiction de la fabrication et de la vente des boissons distillées.

Une expérience préliminaire a eu lieu dans 80 communes de toutes les parties de la Suisse. Hommes et femmes étaient invités à répondre à cette question :

« Si vous en aviez la possibilité, vous prononceriez-vous contre la vente, dans votre commune, de boissons distillées ? »

Sur 33.000 hommes ayant répondu, 22.000 se sont prononcés pour la prohibition ; sur 40.000 femmes, plus de 32.000 ont déclaré la guerre à l'eau-de-vie.

(Extrait d'un article de A. de Meuron, Genève).

Ces indications très sommaires suffisent à montrer que si les Etats-Unis, la Finlande et l'Islande sont seuls jusqu'ici à avoir admis une prohibition nationale totale, d'autres pays ont adopté ou sont en voie d'adopter des prohibitions nationales relatives (Brésil, Suisse), d'autres enfin ont adopté l'option locale, et pratiquent de ce fait une prohibition locale et relative. Dans tous ces pays, le mouvement antialcoolique vise nettement comme but final la prohibition nationale absolue de l'alcool sous toutes ses formes.

Tout ce qui précède prouve que l'idée de la prohibition a donné naissance à des réalisations nombreuses, et incite à penser qu'un pays comme le nôtre, grand producteur de vins, doit se préoccuper de ce que les progrès probables du mouvement réservent dans l'avenir à son commerce.

§ 2. — *Politique à adopter.*

Or, devant ce danger éventuel de la disparition de ses débouchés, notre pays peut prendre deux attitudes : Il peut ou lutter contre le mouvement qui le menace et, par des concessions ou des pressions diplomatiques, essayer d'obtenir que soient rapportées les mesures prohibitives. — C'est une voie à la fois coûteuse et à notre sens non recommandable. Une nation qui a pris pour principe de formation politique la liberté, ne peut sans déchoir s'opposer au libre développement d'une autre nation. — Ce qui nous semblerait intolérable dans l'ordre intérieur de la part d'un marchand à l'égard de ses clients l'est également de la part d'un Etat vis-à-vis d'un autre Etat. — On trouverait révoltant qu'un commerçant eût la prétention d'imposer à sa clientèle l'achat de ses denrées ; la situation est la même lorsque commerçant et client sont deux Etats.

Nous savons bien que l'on s'en tire en déclarant qu'aucune pression n'est exercée, qu'il s'agit de transactions amiables, et qu'un traité ne saurait être que de l'accord sincère des parties. Mais supposons-nous commerçants, et que notre clientèle vienne un beau jour nous dire : « Je cesse de me fournir chez vous, je vous réduis par conséquent à la misère, si de votre côté vous ne consentez pas à m'acheter une certaine quantité de denrées que je produis moi-même et que vous considérez comme nuisibles à votre santé. » Si l'on nous tenait un pareil langage, nous protesterions d'abord, puis sans doute accepterions,

mais contraints et forcés, quittes à jeter à l'égoût les marchandises imposées. Eh bien ! ce qui s'appelle une contrainte dans les rapports civils reste une contrainte dans les rapports d'Etat à Etat, et c'est pourquoi nous disons que notre pays, en face de la prohibition étrangère, ne peut s'engager dans la voie des protestations, même indirectes, sans se mettre en contradiction avec ses principes.

L'autre attitude consiste pour lui à respecter sincèrement les institutions étrangères, et, en bon commerçant, à s'efforcer d'évoluer dans le sens de la clientèle.

Ce serait évidemment trop exiger si même c'était possible que de demander immédiatement aux viniculteurs et aux distillateurs français de reconnaître que leurs produits constituent un danger public, et d'en cesser soudainement la fabrication. Le pays n'est pas mûr pour une réforme aussi radicale, la lutte antialcoolique en France est à son aurore et nous avons vu que les américains avaient mis deux siècles à atteindre le but.

Mais il semble possible de leur demander, en se plaçant à un point de vue purement commercial, de faire face à la situation, au fur et à mesure que celle-ci se modifie.

Voici en substance le langage que l'on peut leur tenir, avec la certitude d'être compris de beaucoup d'entre eux : « Vous êtes trop bons commerçants, peut-on leur dire, pour ne pas savoir que le commerce est une question d'offre et de demande et que si une offre appétissante a quelque chance de provoquer la demande, il est de règle beaucoup plus générale que l'offre se plie à la demande. »

Or, que se passe-t-il ? Vous aviez des clients qui prisaient fort votre champagne, vos vins mousseux, vos fines eaux-de-vie ; ils en faisaient une consommation qui vous réjouissait, les affaires marchaient bien. Voici que maintenant un courant qui peut vous surprendre, mais que vous êtes obligés de constater, entraîne une partie de vos clients vers cette conception, à votre sens ahurissante, que tout ce qu'ils dégustaient jusqu'ici avec tant de plaisir n'est que du poison. C'est un fait. Ne lutez pas contre ce courant qui vient de plus loin que vous ne le croyez ; vous auriez trop de chemin à faire pour le remonter.

Acceptez un état de choses auquel vous ne pouvez rien, et posez-vous plutôt cette question très simple : « La demande s'est modifiée. Quel est donc son nouvel aspect ? Et comment désormais pouvons-nous y répondre ? »

Lancés dans cette voie, il n'est pas douteux que distillateurs et viniculteurs français ne tarderaient pas à aboutir aux conclusions suivantes :

Le marché marque une tendance très précise à ne plus vouloir de produits fermentés.

Or, si la production de boissons alcooliques aujourd'hui industrialisée sur une échelle formidable est entrée si profondément dans les mœurs qu'il ne vient jamais à l'idée des producteurs que la fermentation dont ils émanent n'est qu'un accident (1), naturel ou artificiel, il n'en est pas moins vrai que la fermentation est bien un accident. Et puisque les circonstances rendent évident l'intérêt du producteur à éviter cet accident, la question qui se pose est de savoir si et comment il peut y parvenir.

S'il le peut ? Une réponse affirmative s'impose. Ce n'est pas d'hier que les intéressés se sont posé le problème et l'ont résolu. Dès la plus haute antiquité, ils se sont efforcés de conserver le raisin pour un usage alimentaire. Il serait aisé de réunir de gros documents historiques sur ce point. On sait aujourd'hui que les Anciens conservaient tout uniment par des procédés de fortune, souvent fort habiles et même scientifiques, de grandes quantités de jus de raisin à l'abri de la fermentation. Ces jus prenaient même parfois la forme d'extraits pâteux ou secs qui formaient par la suite et selon les besoins une base à la confection de breuvages. Nos actuels miels de raisin ont donc des antécédents.

On peut dire que seule la facilité des fermentations naturelles a dispensé plus tard les viticulteurs de l'effort nécessaire pour conserver intacts les jus naturels. Peu à peu l'on s'en est éloigné, le consommateur s'étant lui-même habitué au produit fermenté. Il n'en est pas moins vrai que le raisin au naturel ou la conserve de raisin sont choses délectables et susceptibles d'entrer largement dans la consommation alimentaire pour peu qu'on le veuille. Or, telle est la volonté des centaines de milliers de consommateurs abstinents répartis sur la surface du globe. Les procédés actuels pour la préparation du raisin au naturel et des conserves de raisin sont nombreuses et bien connues. Nous n'insisterons pas à leur sujet ayant simplement voulu rappeler ce débouché important offert à nos viticulteurs, et déclaré que tout ce que l'on pourrait faire pour la vulgarisation de ces produits porterait secours à la viticulture, défailante du fait des mesures prohibitionnistes ou même de la simple croisade antialcoolique.

Mais il y a plus et mieux : l'industrie agronomique et chimique a réalisé depuis une quarantaine d'années des découvertes

(1) Nous croyons inutile de rappeler que la fermentation n'est que la fonction toute fortuite d'un ferment parasite vivant sur la peau des fruits.

précieuses en ce qui concerne la conservation industrialisée en grand des jus sucrés naturels. L'Amérique elle-même n'a pas attendu l'heure de la Prohibition Nationale pour aiguiller ses producteurs, en Californie notamment, vers la production de jus de raisin stérilisés, d'un goût exquis, qui vinrent à l'aide du mouvement de tempérance. La viticulture californienne a créé, avec la protection même de l'Etat, des industries prospères du raisin et de ses dérivés sans alcool. Depuis la Prohibition, ces industries ont pris un essor bien plus considérable. Il y a à l'Université de Californie toute une section agronomique spéciale qui ne s'occupe que de l'industrie du raisin et des fruits.

Pendant la guerre et alors que l'attention des dirigeants fût attirée sur la nécessité de conserver à la population, à l'armée, aux alliés, les aliments de première nécessité dont le besoin se faisait sentir, on abandonna complètement les vieux procédés de viniculture par la fermentation et l'on produisit des quantités énormes de sucre de raisin, de sirop de raisin, qui eurent une valeur inestimable sur le marché du ravitaillement. Détruire l'ivrognerie d'un côté, alimenter sainement et économiquement la nation d'un autre côté, tel fut le problème résolu. Nous n'avons pas eu à nous plaindre, d'autre part, de l'immense production de conserves de fruits (confitures notamment) que l'Amérique déversa sur notre sol quand nous en étions encore à la fabrication du vin ordinaire sans valeur alimentaire, et dont le moindre défaut était d'entretenir parmi nous le goût de l'alcool. Ces produits américains parmi lesquels abondaient les confitures de raisin, n'utilisaient pas seulement le fruit de la vigne, ils absorbaient largement la pomme qui servait d'édulcorant naturel en place de sucre dans la fabrication des confitures.

Il y a là un avenir énorme pour l'industrie alimentaire. Nos ingénieurs et constructeurs n'auraient pas grand'peine à doter les producteurs de tout l'appareillage nécessaire à cette industrie.

La Suisse a ouvert depuis plus de trente ans des usines nombreuses d'où sont sorties des millions de bouteilles de jus de fruits, stérilisés par divers procédés très ingénieux. C'est là une industrie très prospère dont le développement s'accroît de jour en jour. Les firmes de la Suisse sont connues dans le monde entier et le piquant est que ce petit pays dut recourir souvent à des raisins français pour satisfaire sa clientèle.

L'Angleterre a fabriqué elle-même des vins sans alcool.

L'Allemagne possédait avant la guerre des firmes sérieuses qui eurent même leurs représentants en France.

L'Autriche eut avant la guerre, dans le Trentin, une énorme coopérative de 3.000 vignerons uniquement occupée à tirer du raisin des produits analcooliques parfaits.

Mais ne négligeons point de rappeler que la France n'était pas restée en arrière du mouvement. Il y eut avant les hostilités une importante firme à Arles d'où sortirent d'excellents jus de raisin stérilisés. Une organisation inconsiderée fit que ces produits passèrent plus souvent à l'étranger qu'ils ne restèrent en France. Mais il est clair qu'il n'y a rien de surhumain à envisager que nos raisins pourraient largement satisfaire la métropole, pour peu que tous en comprissent l'intérêt, depuis le producteur jusqu'au consommateur, en passant par le gouvernement armé de la loi.

Les méthodes usitées dans cette nouvelle industrie utilisèrent longtemps et utilisent encore ordinairement la chaleur pour produire la stérilisation des moûts.

On doit à un ingénieur italien, M. Monti, des découvertes d'une importance exceptionnelle qui eurent un premier retentissement en 1913 au Congrès International contre l'Alcoolisme de Milan. L'action du froid substituée à celle du chaud a pour effet de condenser les moûts de raisin et de les transformer en une pâte à consistance de miel, dite *miel de raisin*, possédant toutes les propriétés physiques, chimiques et physiologiques du raisin, y compris les admirables qualités sapides de la grappe. En plus, ce produit a l'avantage de présenter toutes ses qualités sous un volume extrêmement faible, tandis qu'une économie de poids est réalisée grâce à l'élimination de l'eau.

Tout ceci n'est nullement négligeable si l'on songe que, parmi les éléments constitutifs du prix du vin, les frais de transport, et, en particulier, le fret, jouent un rôle très considérable.

On doit bien enfin remarquer que la nature de ce produit permet de réaliser un progrès quant au mode d'emballage, grâce à la substitution qui s'impose de la pratique et solide boîte de fer blanc à la fragile bouteille.

Les condensés de raisin ont une énorme valeur alimentaire et sont susceptibles d'applications nombreuses dans toutes les branches de l'alimentation ; ils peuvent, en outre, servir de boisson naturelle inoffensive s'il convient au consommateur de leur restituer leur eau d'évaporation. Enfin ils ont, pour les viculteurs eux-mêmes, le dernier avantage de pouvoir être envoyés à la fermentation à un moment quelconque, alors qu'aujourd'hui ils doivent presser et vinifier dans un laps de temps très court toute leur récolte.

Les procédés de l'ingénieur Monti furent mis en usage à la Coopérative de Trente. Ils ont été appliqués par leur auteur

en Californie en 1920, et ils tendent à s'implanter un peu partout. L'Italie a monté un laboratoire officiel à Asti ; le Chili a fait de même à Santiago. Une vive impulsion commerciale et industrielle s'est manifestée partout en pays viticole, dans le sens des nouveaux procédés de conservation, depuis la Prohibition américaine.

Les applications des jus de raisin ou de pommes stérilisés, ou des condensés qui en dérivent sont multiples et séduisantes. Elles ont, du côté de l'énorme quantité des partisans de la tempérance et de l'abstinence, de nombreux débouchés. M. Ray, directeur de l'Institut pomologique de Rennes, soulignait récemment avec raison (Congrès de Rennes) que toute la population musulmane de l'Afrique, sans compter les noirs du centre africain que l'on a pris l'habitude d'empoisonner avec les produits alcooliques de l'Europe, serait une clientèle surabondante et tout indiquée des produits naturels conservés, car, très proches de la nature, ces indigènes ont un goût très développé pour le sucre et les friandises.

Tout est affaire de vogue, de réclame si l'on peut dire, disons plus simplement de courant d'opinion à créer habilement avec la complicité de tous les intéressés. En veut-on la preuve ? Nous avons signalé le quasi-insuccès de nos firmes françaises de vins sans alcool avant la guerre. Ce fut uniquement dû à l'indifférence de tous. Que dirait-on maintenant si nous ajoutions que la France elle-même n'a pas ignoré de longue date les condensés de raisin, mais que personne n'y fit attention. En 1902, M. Roos, directeur de la station œnologique de l'Hérault, n'écrivait-il pas déjà (*La concentration des moûts des vins et des vendanges*, page 70) : « Je crois qu'on peut essayer avec succès d'introduire dans la consommation des sirops de raisin faits dans le vide et qu'il y a là une forme de consommation importante » (suit toute une description des avantages hygiéniques des moûts de raisins frais) ? Et l'auteur termine par cette phrase caractéristique qui est tout un programme, disons tout le programme actuel : « Que nous importe, en effet, à nous viticulteurs, de vendre nos récoltes sous telle ou telle forme ? Ce que nous demandons, c'est la juste rémunération de notre travail ; c'est le droit à la vie. Cela ne veut pas dire que je veux voir le viticulteur se transformer en fabricant de sirops ou de confitures ; je sais bien que c'est impossible ; mais que quelques grands propriétaires commencent ; que des usines s'installent en pays à vignobles pour traiter d'importantes quantités de raisin en vue de l'obtention des divers produits signalés. Ce sera toujours cela de moins sur le marché et la viticulture tout entière en bénéficiera. »

M. Roos n'est point suspect. Mais il n'a pas été entendu. Nous tenons aujourd'hui, en somme, le même langage que lui, mais justifié par une urgence qui n'existait pas encore aussi menaçante en 1903.

Et si l'on pense que notre pays a fabriqué depuis de longues années, à l'insu même des abstinents, des condensés de pommes et de raisins destinés uniquement à une cidriculture et à une viniculture savantes ; il faut bien reconnaître que nous ne réclamons en somme rien de révolutionnaire. Nous souhaitons seulement que le producteur de ces condensés les perfectionne aujourd'hui de façon à les rendre comestibles, qu'il envisage les débouchés nouveaux que nous lui proposons. D'autre part, nous souhaitons que le monde des consommateurs s'agite autour de l'idée. C'est ainsi que l'offre et la demande s'entraïdant, la nouvelle industrie salvatrice pourra s'implanter chez nous sans risque de nuire à des intérêts qui méritent considération.

Nous donnons en annexe une description empruntée à M. Eudo Monti des principaux procédés de conservation employés jusqu'ici industriellement ainsi que celle de sa propre méthode de concentration.

L'objection que l'on peut faire à la mise en application des idées exposées relativement à la transformation progressive de l'industrie française des vins et alcools en une industrie mixte est que, pour être praticables commercialement, les méthodes préconisées devraient être exploitées en grand, vu la valeur du matériel de fabrication nécessaire, et que, pour une réalisation de ce genre, des capitaux si considérables deviennent indispensables que seules de puissantes maisons ou sociétés pourront y songer.

Cette objection est certes sérieuse, mais elle n'est pas insurmontable. Nous avons demandé à ce sujet l'opinion d'un homme de métier très averti, M. CAZAUX, négociant, qui a bien voulu étudier soigneusement la question et nous formuler une opinion que nous résumons ici :

M. Cazaux croit pouvoir affirmer que seules d'importantes sociétés peuvent entreprendre la fabrication préconisée.

Il estime que ces sociétés, sans se départir des règles qui gouvernent la pratique des opérations industrielles et commerciales, devraient travailler sous la direction morale des grands chefs de l'abstinence, seuls compétents pour juger des qualités d'un produit et pour indiquer le débouché qu'il peut espérer. L'une des causes du peu de développement des affaires suisses de ce genre consisterait dans l'absence d'union avec les milieux abstinents.

Donc, lorsque dans les pays producteurs de fruits se seront constituées, à l'instigation du mouvement abstinent, de puissantes compagnies industrielles, elles seront poussées à se grouper en Consortium par différentes considérations :

1° Nécessité, étant donné l'enfance de l'industrie nouvelle, de créer un laboratoire central et un Conseil technique chargés respectivement d'améliorer les procédés, et de perfectionner l'outillage.

2° Nécessité, pour parer aux inconvénients de l'inégalité des récoltes, entraînant de grosses fluctuations de prix, d'envisager la constitution de stocks nécessitant sinon l'existence d'un fonds commun, au moins une politique d'achats en commun.

3° Nécessité d'une étude en commun des possibilités d'exportation, menée en liaison avec les sociétés prohibitionnistes, qui possèdent une documentation de première valeur à ce sujet.

4° Nécessité, pour le bien général, d'une répartition, entre les fabricants, des zones d'exportation.

5° Enfin nécessité par économie d'organiser une représentation commerciale, une publicité, des expositions communes.

M. Cazaux termine son exposé en déclarant que la production actuelle est fort peu importante dans le monde et très disséminée, et qu'il faudra attendre quelques années avant que cette anarchie momentanée disparaisse pour laisser place à un vaste Consortium dont l'action civilisatrice pourrait se faire immédiatement sentir en Europe et de là sur tout le continent noir et dans les pays musulmans de l'Afrique et de l'Asie.

Tels sont les produits et les perspectives d'organisation commerciale qui s'offrent à l'industrie française des boissons.

Nous croyons fermement que la nouvelle industrie arrivée à un certain développement serait susceptible d'éviter les terribles crises vinicoles qui sont si fréquentes et dont les conséquences ont été souvent si tragiques surtout dans le Midi et dans l'Ouest.

Dans les années d'abondance et par conséquent de crises, les viticulteurs pourraient, en effet, délaissant le vin, fabriquer davantage de jus de raisin conservés et concentrés.

Et si l'on objectait à cela qu'en cherchant ainsi à éviter une crise vinicole, on risquerait fort de déterminer une autre crise commerciale du produit choisi comme régulateur, il serait facile de répondre qu'il ne s'agirait alors que d'une crise infiniment moins grave, parce que ce produit est susceptible d'une conservation indéfinie.

En effet, ce qui fait la gravité des crises vinicoles, c'est qu'elles se traduisent par la mévente, c'est-à-dire par ce fait

qu'une certaine, parfois une énorme quantité de vins ne peut être vendue et ne pourra jamais l'être, faute de pouvoir être conservée.

Un avocat de la Cour d'Appel de Nîmes, M. Louis Guérin, présente fort bien la question dans une brochure qu'il lui consacre. M. Guérin s'exprime ainsi :

« La mévente des vins résulte à la fois du hasard et de la
« faute des propriétaires. La part imputable au hasard, c'est
« l'abondance générale des vendanges dans toute une contrée.
« Ce premier élément constitutif de la mévente suffirait pour
« expliquer l'avalissement des prix conformément à la loi de
« l'offre et de la demande. Mais à lui seul il n'entraînerait pas le
« fléau de la mévente.

« En d'autres termes, le viticulteur, subissant l'oscillation
« de la loi précitée dans sa phase descendante toucherait le
« prix minimum de ses récoltes ; il pourrait même vendre à
« perte, c'est-à-dire au-dessous des frais de production. »

« Mais, du moins, il attendrait de pied ferme l'acheteur au-
« quel il proposerait lui-même son prix, d'avance calculé en
« conséquence, et *il verrait l'écoulement complet de sa ven-
« dange.*

« Il y aurait vente à vil prix, vente à perte, mais non pas
« mévente au sens propre du mot. Ce qui caractérise la mé-
« vente des vendanges, c'est la situation du viticulteur réduit
« par suite de la prompte détérioration des produits de sa
« vigne, à se débarrasser d'eux dans un laps de temps très
« court, sous peine d'avoir à les laisser pourrir sur pied.

« D'où il suit que dans une mévente le vigneron court après
« l'acheteur dont il subit par avance le prix minime ainsi que
« les conditions, onéreuses pour lui vendeur. »

M. Guérin conclut en émettant cette opinion que c'est faute de pouvoir loger et conserver sa vendange pour des temps meilleurs que le vigneron subit le mal.

Mais, pourrait-on nous dire, M. Guérin n'en déduit pas que les vignerons doivent produire autre chose que du vin. Il souhaite tout simplement que ceux-ci aient la sagesse dans les bonnes années d'employer une part de leurs bénéfices à l'acquisition d'un matériel vinaire aussi considérable que possible.

Nous admettons fort bien que cette méthode puisse être efficace dans une certaine mesure, mais nous présentons cependant cette objection : tout d'abord un matériel considérable coûtant cher et ne produisant qu'à de rares intervalles devient nécessaire. En second lieu, pourra-t-on conserver *tous les vins* grâce à ce simple accroissement de matériel, tous les vins, mé-

me le vin ordinaire de consommation courante ? Nous croyons bien que la réponse négative s'impose, et cette fois nous en prenons à témoin un homme dont personne ne s'aviserait de mettre en doute la compétence, nous avons nommé M. Emile Barbet, ancien président de la Société des Ingénieurs Civils de France, et de l'Association des chimistes de sucreries et de distilleries, M. Barbet qui, dans sa brochure intitulée « Contre le Malthusianisme et le gaspillage en agriculture », écrivait en 1909 : « Avouons que la grande majorité de nos vins n'est pas exportable parce qu'ils sont périssables. Ils se conservent mal parce qu'ils ont été mal fermentés et qu'ils portent en eux-mêmes de nombreux germes de maladie. Non seulement ils ne supportent pas l'épreuve du transfert à fond de cale, mais on ne peut même pas, pour la plupart, les conserver en cave d'une année sur l'autre. Or, il y a un axiome de commerce qui est bien établi, c'est qu'on ne saurait défendre le cours d'une marchandise dont le magasinage est impossible ou même aléatoire. »

Nous savons bien que M. Barbet, à son tour, préconise un remède qui n'est pas le nôtre et qui consiste, par des procédés scientifiques, à fabriquer des vins capables de se conserver. Mais notre remède a encore une supériorité sur celui de M. Barbet, celui de rouvrir les marchés fermés, et de préserver contre la fermeture éventuelle des autres.

Pour résumer cette question, nous dirons que la fabrication de produits tels que conserves de fruits, jus de fruits conservés et concentrés, sirops, etc., parce que leur consommation est admise partout et parce qu'ils peuvent être entreposés, est susceptible de compenser et au delà pour nos viticulteurs les pertes résultant pour eux de la fermeture du marché américain, et de les préserver, à l'avenir, des crises vinicoles.

Nous croyons, véritablement, qu'il y a là une question du plus haut intérêt digne d'être étudiée avec le plus grand soin.

Signalons en terminant qu'un énorme effort a été réalisé en France en faveur de la création de l'industrie qui fait l'objet de ces pages, depuis 1920 surtout.

A cette époque, sur l'initiative d'un groupe de prohibitionnistes français, un Congrès important se réunit au Musée Social sous la présidence de M. le Docteur Legrain. A l'ordre du jour figurait uniquement cette question : De l'utilisation industrielle des produits sucrés naturels à l'abri de la fermentation.

Les réunions du Congrès furent vives et animées. On eut pour la première fois le spectacle d'une véritable entente entre

les traditionnels partisans de l'alcool hygiénique et les abstinents rigides, uniquement partisans des jus naturels. Le terrain de l'entente fut celui-là même que nous venons d'esquisser à grands traits : l'industrialisation de tout ou partie des jus naturels conservés soit par pasteurisation soit par condensation en vue de fournir aux consommateurs un aliment de premier ordre dont il n'a été détourné jusqu'ici que par des préjugés héréditaires que rien ne saurait plus défendre aujourd'hui.

A la suite de ces réunions, une grande effervescence a régné tant en Normandie que dans le Midi viticole et il semble probable que dans un avenir assez rapproché la France aura vu naître une riche industrie alimentaire de plus dont le moindre avantage ne sera pas de contribuer largement à la disparition de l'alcoolisme.

CHAPITRE III

L'Antialcoolisme

§ 1. — *Historique du mouvement.*

La France n'a jamais voulu croire et ne croit pas encore à son alcoolisation profonde. Pourquoi ? Ce n'est point le fait d'une simple présomption ni un témoignage de simple orgueil national. La France est un pays de vignes. Ses vins précieux ont une séculaire réputation. Ils constituent une richesse commerciale pour nombre de producteurs. Le commerce des vins tant à l'intérieur qu'à l'extérieur met en œuvre des capitaux énormes. Pour le récoltant, le vin paraît être le légitime produit de son effort et de ses soins. Il est réputé produit naturel, ses vertus ont été chantées sur les tons les plus dithyrambiques.

Sa gloire est telle qu'on n'a pas craint d'en faire la condition même de notre victoire sur l'ennemi extérieur. Il faut, en vérité, avoir dans le vin une foi outrancière pour avoir dépouillé à son profit le soldat français de ses belles qualités naturelles de courage et d'endurance.

Quand un peuple pousse le culte de l'illusion à un pareil point, on conçoit qu'il reste incrédule par système quand la science lui révèle que son vin n'est qu'une boisson alcoolique

au même titre que les autres et qu'il est tout simplement logique d'en déduire que, si l'alcool est un danger, le vin en est un aussi... On détrône difficilement les idoles, et l'on invente à plaisir tous les sophismes pour justifier leur culte. Ce n'est pas ici le lieu d'en discuter. Bornons-nous à constater le fait dans toute sa gravité et aussi que l'opinion populaire a trouvé une force dans l'attitude des hommes politiques qui, pour des raisons faciles à comprendre, ont proclamé, il y a 25 ans, le dogme des *boissons fermentées boissons hygiéniques*. La chose est d'importance, car au lendemain de la prohibition américaine, si la population consentit à s'incliner devant la proscription des spiritueux, une énorme fraction des producteurs et des consommateurs cria à l'intolérance et à l'ineptie en voyant flétrir au même titre les boissons dites *hygiéniques*.

On ne saurait trop souligner l'imprudence qui fit baptiser saines des boissons à base d'alcool, car ce simple fait aura joué *un rôle culminant dans l'histoire de l'alcoolisme en France*. Il aura en tous cas consolidé et cristallisé même la foi que le producteur avait conçue et la stagnation des idées en notre pays n'a point d'autre cause.

Mais du vin, du cidre et de la bière l'attachement fétichiste du producteur s'étendit avec autant de complaisance vers les eaux-de-vie et, de même qu'il y eut à ses yeux une boisson fermentée, *légitime et saine* parce qu'elle était « naturelle », de même il y eut une eau-de-vie non moins saine et hygiénique, celle qui était « naturelle » aussi, parce qu'elle provenait, par voie de simple extraction, de la liqueur fermentée.

Un dogme officiel a divisé depuis quarante à cinquante ans les producteurs français en deux catégories : ceux du Midi qui ne fabriquent que de *bonnes eaux-de-vie, de l'alcool de bouche*, et ceux du Nord qui ne fabriquent que des *alcools industriels*, dits artificiels, *non naturels*, par conséquent *toxiques*, dignes tout au plus de servir à l'industrie. La guerre déclarée entre la vigne et la betterave a été féconde en escarmouches. Aujourd'hui le dogme séparatiste semble consolidé à tout jamais. Les partisans du monopole de l'alcool se déclarent incapables de toucher aux eaux-de-vie naturelles et réservent les foudres fiscales aux alcools d'industrie. On a trouvé dans la thèse du carburant naturel un débouché parfait pour ces eaux-de-vie, laissant le marché alimentaire libre pour les eaux-de-vie de crû, du reste aussi célèbres, aussi appréciées des gourmets dans tous les pays que le sont les vins eux-mêmes.

Quand on est Français et qu'on a vécu en pleine effervescence d'idées favorables à l'alcool français, quelle qu'en soit la forme, on s'explique sans peine qu'il y ait eu un infini entre

la mentalité américaine et la mentalité française, et que la prohibition n'ait pu rencontrer chez nous que sourires ironiques.

En France, le mouvement en faveur de la tempérance pensa pour la première fois prendre une forme sérieuse au lendemain de la guerre de 1870 par la fondation de la Société Française de Tempérance à laquelle s'attache le nom de Théophile Roussel, un des législateurs les plus bienfaisants qu'ait comptés la République. Père également de la loi contre l'ivresse datant de la même époque, il jeta un premier cri d'alarme. Ce que fut ce groupement un peu timide se bornant à rappeler les buveurs au respect de leur dignité et les adjurant de ne point abuser, l'histoire nous l'a déjà dit : si l'alcoolisme avait frappé quelques clairvoyants, la masse de la population se refusait à s'en convaincre. La Société de Tempérance tomba dans une somnolence progressive. Ses réunions, purement académiques, cessèrent autour de 1888.

C'est à l'influence de la Ligue de la Moralité Publique qu'est dû le réveil contemporain de l'opinion et la naissance d'un mouvement plus persévérant dont il importe de tracer les caractères.

En 1894, cette Ligue réunie à Lyon résolut de frapper un grand coup et invita le D^r Legrain, Médecin de l'Asile de Ville-Evrard, à écrire un rapport sur l'alcoolisme et ses dangers à tous les points de vue. Ce rapport fut, on peut le dire, la charte de l'antialcoolisme actuel. L'année suivante, le D^r Legrain fondait l'Union Française Antialcoolique, et pendant huit ans parcourait la province pour agiter l'opinion. Le Congrès International de Paris (1899) qu'il présida fut l'apogée de ce mouvement qui eut pour effet de remuer bien des consciences. C'est de ce temps que date l'enseignement officiel de la tempérance, certaine propagande dans l'armée, la marine et d'autres milieux.

La base de ce groupement de combat doit être signalée, car elle eut quelque analogie avec ce qui fut précisément le ressort des sociétés américaines. C'était l'*engagement* que prenaient les membres vis-à-vis de leur conscience de s'abstenir de boissons spiritueuses et de ne boire que modérément des boissons fermentées. Cette méthode devait faire du militant lui-même un agent responsable du triomphe de la cause ; c'était là toute sa force ; ce fut la clé de son succès.

On remarquera la distinction malencontreuse qui fut marquée alors entre les spiritueux et les boissons fermentées.

C'était en quelque sorte légitimer l'usage de ces dernières ; c'était une erreur. Le vin même pris modérément entraînait

la consommation de l'alcool distillé. Il y a des subtilités dont il faut se garder sur un terrain où la complaisance et la gourmandise jouissent de pleins pouvoirs.

Le D^r Legrain, instruit par l'expérience, n'hésita pas à créer un second mouvement en orientant cette fois son effort vers un objectif plus net, moins ambigu. Quiconque voulait s'abstenir pour le bien de la cause le devait intégralement. L'essor de ce mouvement fut et est resté pénible, en raison surtout de la continuation du premier mouvement qui devint la tâche de la Ligue Nationale contre l'Alcoolisme.

Mais celle-ci crut surtout utile de combattre sur un terrain politique et législatif. L'œuvre morale de l'Union Française Antialcoolique, œuvre d'auto-éducation, s'éteignit et céda le pas à tout un mouvement qui s'exerça particulièrement sur le terrain législatif, où, par malheur, le dogme plus que douteux de la boisson fermentée hygiénique reçut une sorte de consécration grâce au silence même qu'on s'attachait à faire autour de ses dangers.

De là une perpétuelle équivoque qui, on le comprendra maintenant, devait venir au secours des préventions déjà si profondément enracinées dans la population en faveur des boissons fermentées.

Pour cet ensemble de causes où l'imprévoyance, la timidité se mêlent aux préjugés historiques et à l'ignorance, la Prohibition américaine devait rencontrer chez nous une vague d'hostilité menaçante qui, on peut le dire, naquit des milieux tempérants eux-mêmes. Modérés par définition, ils ne pouvaient que désapprouver ce qui paraissait un excès. Seuls les groupements abstinents peu nombreux s'attachèrent à faire connaître toute la vérité sur la Prohibition et à en tirer les vastes enseignements qu'elle comporte.

§ 2. — Critique des méthodes.

On voit par ce qui précède que notre point de départ dans l'étude des enseignements que comporte la prohibition américaine pour la lutte antialcoolique en France consiste dans ce principe : c'est vers la suppression de la consommation de toutes boissons renfermant de l'alcool à un degré quelconque que le mouvement antialcoolique français doit tendre s'il veut réellement parvenir au but qu'il s'est proposé : la disparition de l'alcoolisme.

Cela étant dit, il semble que la conclusion s'impose :

L'expérience américaine, encore qu'elle ait des caractères très particuliers et très originaux, semble bien avoir démontré

l'excellence de la méthode prohibitionniste pour débarrasser un peuple de la lèpre alcoolique. Sa valeur intrinsèque ne saurait être présentement discutée. Il appartiendra peut-être à l'Histoire d'en confirmer l'efficacité ou de mettre en relief sa fragilité au même titre que les autres méthodes usitées jusqu'alors. Pour le moment, elle a donné des résultats jusqu'alors inconnus.

Si donc les Etats-Unis sont parvenus chez eux par la prohibition au but que la France doit poursuivre chez elle, c'est également vers la prohibition que doivent tendre les efforts des antialcoolistes français.

Cependant on peut prévoir cette objection que les Américains ont mis un temps considérable à réaliser leurs fins et que, si leur méthode est bonne, rien ne prouve qu'elle soit la seule efficace.

Nous devons donc répondre par un rapide examen critique des moyens susceptibles d'être utilisés contre l'alcoolisme afin de déterminer parmi eux la valeur relative réelle de la prohibition, en vue de lui assigner un rang de précellence parmi les méthodes concurrentes.

Une comparaison historique et empirique s'impose, car c'est d'elle que ressortiront les points faibles ou les mérites des diverses méthodes.

C'est beaucoup plus une étude rapide des principes de chaque méthode que nous devons faire qu'une description minutieuse des détails d'application.

Sans risque de contradiction, l'on peut affirmer que, depuis que l'intempérance a été combattue et que l'alcoolisme, fruit de cette intempérance, a subi les assauts combinés tant des initiatives particulières que des initiatives d'Etat, fort peu de progrès ont été réalisés en dehors des pays de prohibition. Cette constatation est déjà tout à l'avantage de ce dernier système. Quelle est donc la nation qui puisse se targuer d'un recul du fléau sous l'empire de mesures défensives et qui n'ait eu à déplorer plus ou moins vite un retour offensif? Des nations semblent s'effondrer à l'heure actuelle sous le poids du mal qui cependant s'efforcent, au moins en apparence, d'organiser la résistance. C'est là même un tableau frappant si on le met en parallèle avec la campagne que vient de clôturer le Nouveau-Monde.

Et n'est-il pas intéressant, au regard même de cet énorme péril, de pouvoir dégager de l'expérience même des règles de conduite sûres auxquelles il appartiendrait tout uniment de se résoudre de bonne grâce pour prix du sauvetage que l'on rêve ?

La multiplicité même des modes de résistance préconisés

prouve leurs imperfections. Elle révèle d'ailleurs des variétés de conception presque infinies du fléau lui-même, de ses conditions de développement, de son étendue et de ses conséquences; elle révèle aussi des variations non moins infinies de mentalités.

Quoi de plus dissemblable, en effet, que la psychologie d'un Russe et celle d'un Américain du Nord, celle d'un Chilien et celle d'un Français ? Les uns et les autres en proie à la même contamination alcoolique concevront des modes de résistance très différents. Il y aurait de longues pages à écrire sur la psychologie des peuples au regard des énergies réactionnelles qu'ils sont capables de développer, sur les moteurs intimes, d'ordre moral, politique, économique capables de les mobiliser et sur les résultats obtenus mis en regard des méthodes préconisées.

Une analyse sommaire des systèmes permet de les classer facilement de la façon suivante :

1° Ceux qui, s'appuyant sur le concept de l'abus pur et simple, n'ont d'autre postulat que la *modération*, et d'autre méthode que la restriction du mal, sa canalisation, son endiguement.

2° Ceux qui, inversement, considèrent comme but à atteindre la suppression du mal, mais qui, sans foi ou sans force, s'attardent aux mêmes procédés que les précédents, usent de ménagements, de tactique, de stratégie, finalement perdent de vue, parmi les péripéties désordonnées ou compliquées à plaisir de la lutte, le but à atteindre.

3° Ceux enfin chez qui l'obsession du mal devient une puissance accaparante et qui poursuivent son anéantissement par le procédé sûr du boycottage ou de la *prohibition*, s'inspirant dans leur méthode de combat de ce principe, sans souffrir jamais qu'on s'en écarte. Ils foncent sur l'obstacle, multiplient leurs forces en proportion de la résistance. Ceux-là sont les « absolutistes », les intransigeants. Ils ont leurs formules frappées au coin de l'expérience ; ils ont aussi des résultats.

L'histoire n'est qu'un semis de tentatives timides d'atténuation. Nous ne parlerons pas ici des méthodes propres aux particuliers agissant tant sur les masses que sur les victimes mêmes de l'alcool. Elles sont jugées. Elles ont eu elles-mêmes deux aspects : le palliatif et le curatif. Ils s'appellent réciproquement la *modération* et l'*abstinence*. Disons seulement les échecs lamentables de la modération ; ceux-ci devraient bien jouer le rôle de salutaires avertissements pour les hommes qui, dans toute la sincérité de leurs convictions, ont pris à tâche de servir de bergers.

Nous ne citerons que les principales méthodes mises en usage par les gouvernements.

L'impôt. — Dès que l'Etat intervient contre l'alcoolisme, un facteur important vient jouer son rôle, à côté de l'intérêt purement moral, qui, dès l'origine, a pu être la cause du déclenchement des mesures de répression ; c'est l'intérêt matériel. On peut simplement concéder que ce dernier a pu n'être au début que la conséquence empirique du premier : 1° l'Etat réfrène le mal ; 2° l'Etat en profite.

Telle est l'origine de l'impôt, le moyen le plus simple que les gouvernements aient su trouver, en dehors de l'amende ou pénalité frappant, non plus la masse, mais les particuliers. En fait, l'impôt considéré du point de vue moral dans l'espèce procède bien un peu de la nature de l'amende.

Le buveur pourra jouir de son vice, mais il paiera en conséquence. Et pendant ce temps, l'Etat, qui a besoin d'argent, aura enrichi son Trésor du produit de l'impôt moral. Tout cela peut paraître fort légitime au premier abord. Du moment que l'Etat ne croit pas avoir le droit d'anéantir le mal, il n'y a plus d'autre ressource que de l'endiguer. Il n'est pas moins logique d'imposer, d'autre part, les matières non seulement inutiles, mais purement voluptueuses. C'est la même méthode qui se traduira de nos jours par la trouvaille du Pari Mutuel et par l'utilisation philanthropique, justificatrice, des produits du jeu. C'est une singulière déformation des esprits qui conduit à légitimer cette exploitation du vice ou, si l'on préfère, cette complicité du vice.

Il est trop clair que si la théorie de l'impôt frappant le produit voluptueux peut se défendre quand il s'agit d'un objet non nuisible, elle ne mérite plus la même justification quand le produit imposé est d'une consommation quasi-universelle et qu'en outre elle est génératrice de vraies catastrophes infligées à la nation. Tel est le cas de l'alcool comme celui de l'opium.

L'impôt a-t-il du reste produit quelque résultat ? Et peut-on lui être redevable même d'une atténuation du mal ? Personne n'oserait le soutenir sérieusement. La preuve en est dans l'exagération croissante même de cet impôt dans les différents pays. A l'impôt simple a succédé le *surimpôt*. Il atteint chez nous 1.000 francs par hectolitre ; il atteint en Grande-Bretagne 1.500 francs par hectolitre sans autre effet que constituer une prime à l'alcoolisme pour les riches et un gros avantage pour les budgets.

Les licences. — Elles procèdent du même esprit : limiter le champ du mal en exerçant en principe une sorte de contrôle

sur les officines à poison, tel est le principe. En fait, la dite officine est grassement productrice d'impôts. C'est là sa seule utilité, si nous voulons faire abstraction de son influence politique considérable dans les différents pays à licences. On ne dira jamais assez le péril du cabaretisme ; les Américains qui sont gens pratiques l'ont bien senti quand ils déclarèrent la guerre au « Saloon ».

Personne n'ignore l'extrême difficulté et, du reste, l'arbitraire qui en est la conséquence, que l'on rencontre partout quand on prétend limiter légalement le nombre des débits et surtout déterminer ce nombre en proportion du chiffre des habitants. Les entrecroquements d'intérêts locaux et électoraux font surgir d'inextricables conflits où l'intérêt de l'alcoolique sombre bien vite. Les résultats de cette limitation, quand on a pu la réaliser, sont restés bien précaires. Il est de toute évidence qu'un citoyen qui veut s'empoisonner ne regarde ni à l'argent à dépenser ni au chiffre de kilomètres à parcourir pour se satisfaire. Il faut être ingénu pour n'y pas avoir songé.

Ceux qui étaient au front pendant la guerre se rappellent ces fantassins qui, descendus au repos après 3 semaines de tranchées, n'hésitaient pas, avant tout repos, à se mettre en bandoulière 10, 15 ou 20 bidons et à faire une corvée volontaire de « pinard », parfois à 7 ou 8 kilomètres de leur cantonnement.

Que dire aussi de l'histoire un peu burlesque de notre article 9 de la loi de 1880 réglant la distance (au gré des municipalités du reste) en deçà de laquelle dans les communes il sera interdit de tenir boutique d'alcool ? Le dénombrement le plus minutieux a fait découvrir qu'en France 25 ou 30 communes avaient usé de ce droit.

Palliatifs bien anodins que tous ces procédés au regard de l'habileté, grâce à laquelle intéressés, empoisonneurs et empoisonnés combinent leurs efforts pour s'en affranchir. Perte de temps énorme qui, dans l'espèce, est pire que perte d'argent, car c'est perte de la santé et de la vie.

Système de Gothembourg. — Il est un système célèbre qui forme tout un chapitre de l'histoire de l'antialcoolisme, c'est celui de Gothembourg, né en Suède, pratiqué en Suède et en Norvège, et qui, malgré ses heures de vogue, semble agoniser aujourd'hui.

Ce système n'est qu'une forme du *monopole*. Sa base primitive fut très pure, sinon bien inspirée. Il avait pour but de limiter le nombre des débits tout en les transformant ; la vente était monopolisée entre les mains d'une compagnie fermière dont les bénéfices étaient exactement limités. Les actionnaires

ne touchaient qu'un modeste dividende. Ainsi disparaissait apparemment l'appétit de lucre et par suite la provocation à boire davantage. Les compagnies étaient morales par définition, sinon en fait : la quantité de boisson distribuée était limitée, vérifiée et réglementée sévèrement. Tels furent ce qu'on appelle des *samlags* en Suède et les *bolags* en Norvège.

De l'aveu de tous les visiteurs impartiaux qui fréquentèrent dans les boutiques du monopole suédois, ne guérit de ses habitudes d'ivrognerie que celui qui le voulait bien. La moralité de ces entreprises ne fut que de façade. Ce qui le fut moins, ce fut l'intérêt qu'eurent les communes d'abord, l'Etat ensuite à tirer bénéfice du monopole, dénaturant le principe même de l'institution. Il eût été du reste naïf de penser qu'on ferait disparaître l'ivrognerie en vendant de l'alcool, si réglementé fût-il. En fait, il est démontré aujourd'hui surabondamment que les boutiques du monopole furent surtout séchées, quand elles le furent, par l'influence constamment croissante des sociétés d'abstinence qui sont devenues puissantes en Scandinavie. Le Monopole gêna plutôt leur activité.

Pendant la guerre, le procédé fut compliqué du curieux système dit de *Bratt*, du nom de son inventeur, agent principal du Monopole. C'était une amusante trouvaille que celle de la *carte d'alcool* analogue à la carte de pain et de sucre, comme moyen de limiter la consommation et de la contrôler. Autre forme de monopole qui eût pu offrir quelque intérêt si la quantité d'alcool autorisée eût été minime, ou s'il eût été impossible de frauder le distributeur. Or, plusieurs litres d'alcool par mois pouvaient être la ration d'un citoyen et l'on fut impuissant à surveiller l'usage qu'il en faisait. Le système ne fut pas un progrès sur celui de Gothembourg.

La guerre fut matière à amples démonstrations de la valeur déjà problématique des moyens de restriction et de contrôle. L'ingéniosité des consommateurs les tint toujours en échec, on peut bien le dire. Sur ce chapitre, beaucoup de nations, l'Angleterre surtout, instituèrent des réformes très strictes pour le temps de guerre. Tantôt on limita la quantité des boissons à la disposition du peuple, tantôt on réduisit le pourcentage de l'alcool, tantôt on prohiba catégoriquement les boissons distillées en réduisant en même temps à un taux insignifiant la proportion d'alcool dans les fermentés (Allemagne), tantôt on essaya l'exploitation des débits par les soins de la commune elle-même (*disinterested management*, le Gothembourg anglais, réminiscence du système autrefois recommandé par Lord Grey). Dans cet ordre d'idées, on peut dire que partout on fit un effort plus ou moins énergique pour obstruer en partie les robinets proposés à la soif publique.

Il fut amplement démontré que le système n'eût valu que s'il eût été absolu, et si les besoins d'argent n'avaient pas dû survivre à ces efforts nés des circonstances dramatiques où les gouvernements sont un peu tentés de s'oublier eux-mêmes.

En effet, partout, là surtout où, comme en Angleterre, en Allemagne, les robinets avaient été presque fermés, on a pu constater de notables améliorations des mœurs, mais la guerre était à peine terminée que les robinets se débouchaient comme par enchantement, l'inondation reprenait son ancien cours partout et avec elle les courbes désastreuses remontaient. Cela est de l'histoire contemporaine. Nul ne contestera son éloquence.

Même l'expérience de Carlisle en Angleterre, dont on a mené grand bruit pendant la guerre, ne produisit que de médiocres résultats. L'Angleterre avait organisé le *monopole de la vente* par l'Etat (State purchase and management) à Carlisle en vue d'y réprimer les excès alcooliques. Comme résultat on vit en 1919 Carlisle arriver en queue de la liste des 170 villes les plus sobres de l'Angleterre avec un pourcentage de criminalité atteignant 1,47 p. 1.000 hab. ; la ville qui était en tête de liste, Salisbury, avait 0,12 p. 1.000.

Une comparaison, d'une part, entre le Carlisle de 1913 et celui de 1919 ; d'autre part, entre Carlisle et les autres communes montre que la majorité de toutes les villes non soumises à la gestion par l'Etat ont obtenu une plus grande réduction dans le pourcentage de l'ivrognerie que Carlisle avec son *State Liquor Trade*, c'est-à-dire avec ses 42 0/0 de réduction dans le chiffre des licences et avec « *la gestion désintéressée* » (*disinterested management*).

Le système était jugé d'avance par la simple logique. Il ne pouvait faire ni mieux ni pire que tous les systèmes de restriction. La formule qu'impose le bon sens est celle-ci, quoique un peu familière et simpliste : Il faut qu'un robinet soit ouvert ou fermé.

Les monopoles. — Les systèmes de Gothembourg et de Carlisle nous ont fait aborder le terrain du *monopole*. Comme l'idée de l'impôt, celle du monopole part d'un bon naturel ; dans un but combatif elle prétend mettre aux mains de l'autorité maîtresse un moyen de canaliser le mal, allant même jusqu'à l'éteindre, combiné à un moyen de prélever honorablement l'impôt sur un vice. Cette combinaison des préoccupations morales et hygiéniques avec le souci des intérêts bien compris du Trésor, met, il faut bien reconnaître, la vertu des dirigeants à une fort rude épreuve.

Le principe étant admis, on lui a trouvé des formules d'ap-

plication très variées qui toutes ont pris, aux yeux de leurs inventeurs, figures de panacées. Les économistes comme les politiciens ont bâti d'énormes systèmes auxquels ils se sont complu à trouver des propriétés mirifiques. Sur le papier tout est bien ; il n'est pas difficile avec son imagination d'équilibrer des chiffres. La réalité bouleverse tout cela.

Citons rapidement les principales formules imaginées ; elles comportent presque toutes les mêmes défauts essentiels : à savoir une grossière erreur de principe et le culte d'un intérêt quelconque ; le conflit de ces deux facteurs avec le postulat non moins essentiel qui exigerait la mort de l'alcool stérilise catégoriquement et par avance tous les systèmes.

L'erreur de principe a deux aspects : le premier consiste à croire qu'on peut diminuer l'alcoolisme alors que l'expérience a prouvé qu'il ne peut que s'aggraver par la tolérance ; le second aspect consiste à croire et à proclamer qu'il y a de bons et de mauvais alcools. Cette concession, à la vérité, est la mort sans phrase de la plupart des monopoles. Quand nous aurons ajouté que le tort commun de tous les systèmes est de créer une situation de faveur pour les alcools fermentés et par suite pour une catégorie de producteurs, nous aurons souligné les infirmités naturelles autant qu'irréremédiables des conceptions purement économiques fondées sur le principe du monopole.

L'une des plus vieilles combinaisons est celle qui fut imaginée par M. Alglave au lendemain de la guerre de 1870 et qui visait uniquement la rectification de l'alcool et sa vente par l'Etat dans de petites bouteilles spéciales, poinçonnées pour assurer la rentrée de la taxe d'Etat. M. Alglave consacrait l'erreur de principe que l'alcool rectifié devenait innocent ; il excluait de la rectification les eaux-de-vie les plus nocives, les naturelles. Le système plus fiscal qu'hygiénique malgré sa prétention ne fut jamais appliqué.

La Belgique imagina un moment un système dont la portée morale était plus manifeste : l'Etat réquisitionnait l'alcool et le vendait en proportion progressivement décroissante d'année en année jusqu'à extinction. On aperçoit d'ici comment des intentions aussi pures, mais théoriques, eussent été aisément balayées par l'inanition alcoolique mal supportée des électeurs, parvenus à la dernière dose permise par l'Etat. Pas plus que le morphinomane, l'alcoolique n'est guéri par la méthode des injections décroissantes, encore que l'on ait la volonté d'appliquer la méthode jusqu'au bout. La Belgique surtout laissait subsister la bière et le vin. C'était vouloir ressusciter l'alcool à bref délai.

Et ainsi de toutes les autres formes qui ne visent en général

que l'alcool dit d'industrie, son achat obligatoire par l'Etat et sa vente réglementée ensuite. L'Etat marchand d'alcool ne vaut pas mieux que l'Etat marchand de tabac. Un poison en vaut un autre. Jamais l'Etat ne tarira la source de ses revenus fiscaux quand ils se chiffrent par des centaines de millions et qu'avec de tels revenus il équilibre son budget. Pour y parvenir il faudrait qu'il put se hisser au concept très supérieur d'une nation débarrassée de l'alcoolisme et enrichie par ce seul fait ; il faudrait, élargissant ses vues, qu'il eût le courage d'équilibrer son budget, dans l'attente de ce résultat suprême, à l'aide d'autres procédés. Enoncer un pareil vœu, c'est en souligner l'inanité.

Nous n'en dirons pas moins du monopole dont nous jouissons en France, à la suite du rapport de M. Tournan. Cet honorable député ne se borne pas à respecter le vin, le cidre et la bière, il conserve des tendresses fondamentales pour le bouilleur de crû et crée une situation privilégiée aux eaux-de-vie célèbres de nos grands faiseurs. Et il prétend avec cela nous guérir de l'alcoolisme !

Il n'y saurait parvenir mieux, hélas ! que le Tsar qui, dans un geste resté célèbre, se fit marchand d'alcool au nom de l'Hygiène. D'un trait de plume et sans la moindre considération pour les situations acquises, il supprima du jour au lendemain le plus grand nombre des cabarets, les autres devenant ses propres boutiques ayant à leur tête des fonctionnaires. Cette tentative bien caractéristique eut des lendemains très faciles à prévoir pour quiconque joint à l'étude de l'économie politique un peu de psychologie.

Le monopole suisse n'a point diminué la consommation, il en sera de même du monopole allemand, malgré leurs intentions manifestement hygiéniques à telles enseignes qu'ils consacrent une bonne part (10 0/0 en Suisse) de leurs revenus à la lutte contre l'alcoolisme.

Et force nous est, par déduction logique et par voie d'élimination, de nous rabattre en fin de compte sur les systèmes ayant en vue la prohibition pure et simple dégagée de toute préoccupation d'intérêt, celle-là même dont l'Amérique a donné le plus héroïque exemple, celle-là même qui devait fournir des résultats parce qu'elle reposait comme base essentielle sur la volonté du peuple. Et nous dirons pour terminer que la prohibition sans distinction est la méthode de choix quand elle est admise et librement consentie par les intéressés eux-mêmes, amenés lentement, progressivement, mais avec persévérance à une telle conception par une campagne méthodique de vulgarisation. Le temps n'est rien quand on est sûr de marcher vers le but.

CONCLUSIONS

1° La prohibition de l'alcool aux Etats-Unis n'est pas un événement fortuit, mais l'aboutissement logique d'une campagne extrêmement ancienne menée avec une inébranlable ténacité par les éléments sobres de la population. Pour cette raison, il est logique de la considérer comme durable.

2° En réalisant la prohibition, les Etats-Unis se sont affranchis du joug honteux de l'alcoolisme ; c'est pourquoi leur œuvre s'impose au respect du monde.

3° La prohibition aux Etats-Unis a eu pour conséquence une économie formidable de matières premières et de forces humaines favorisant ainsi dans des proportions surprenantes le développement moral, intellectuel et économique de la Nation.

4° La prohibition américaine ne constitue pas par elle-même une atteinte considérable aux intérêts du commerce français des vins et alcools.

Mais ce dernier a l'obligation logique de prévoir le danger qui résultera pour lui de l'adoption probable dans un avenir plus ou moins rapproché et par de nombreuses autres nations étrangères de mesures identiques. Il doit, pour s'en prémunir, orienter progressivement, mais hâtivement, son activité vers la conservation et la concentration des produits naturels et principalement des jus de fruits soustraits à la fermentation. L'expérience a montré que cette industrie de substitution est largement rémunératrice.

5° La prohibition s'impose comme moyen de combat contre l'alcoolisme. Elle est le but obligé que doit poursuivre la France dans sa lutte contre le mal.

6° Pour être viable et constituer une institution vraiment démocratique, elle devra être en France, ainsi qu'elle l'est en Amérique, admise et librement consentie par les citoyens. Elle sera, par conséquent, le produit d'une évolution et non l'œuvre d'une volonté arbitraire.

7° Pratiquement elle puisera ses premières origines dans la pratique de l'option locale, première conquête qui s'impose à l'activité de ses partisans.

ANNEXE

Les Procédés modernes ⁽¹⁾ de conservation des jus de raisin

I. Procédé de Muller Thurgau. — Le premier chimiste qui ait préparé en grand le jus de raisin stérilisé en bouteilles, le dénommant « vin sans alcool » est M. Muller Thurgau, qui a fondé à Meilen, en Suisse, une usine dont la production montait, en 1912, à environ un million de bouteilles.

Le procédé de Muller Thurgau consiste à presser d'abord fortement le raisin égrappé, de façon à obtenir une séparation aussi complète que possible des marcs. Le jus ainsi obtenu est ensuite chauffé à la température d'environ 80 à 90 degrés centigrades dans le but de le déféquer en le séparant complètement des substances albuminoïdes et autres qui peuvent nourrir les ferments ; le jus ainsi déféqué à haute température est ensuite filtré et mis en bouteilles, qui sont à leur tour pasteurisées à la température d'environ 70 à 80 degrés.

M. Muller obtient ainsi un jus pasteurisé assez agréable au goût, surtout lorsqu'il a été obtenu avec des raisins ayant un considérable pourcentage d'acidité.

L'inconvénient de ce procédé est que le produit ainsi obtenu ne contient aucune des substances telles que les vitamines, les enzymes, les sels, et qui se trouvent particulièrement dans la couche du jus de raisin adhérent à la peau.

Pendant la défécation, la plus grande partie, même la presque totalité des protéines est coagulée et séparée du jus qui perd ainsi le goût et le parfum du raisin avec lequel il a été fait, pour prendre un goût toujours semblable, assez agréable du reste, et qui rappelle quelque peu le romarin.

II. Procédé employé en France au Mas-de-la-Ville. — Ce procédé ne diffère du précédent qu'en ce que la défécation à haute température est suivie d'un refroidissement, ce qui améliore beaucoup le goût du produit et permet de réduire considérablement la température à laquelle il est nécessaire de chauffer les bouteilles pour que

(1) L'Analyse de ces divers procédés a été empruntée au rapport présenté par M. Monti, ingénieur italien, au Congrès des Abstinents Prohibitionnistes français tenu à Paris en mars 1920.

le jus garde sa limpidité et aussi pour maintenir en solution une partie au moins des substances protéiques contenues dans le jus de raisin naturel.

Le vin sans alcool du Mas-de-la-Ville est donc bien supérieur au vin sans alcool suisse, préparé d'après le procédé de M. Muller Thurgau, mais toutefois il ne contient pas l'extrait de marc ni même toutes les matières protéiques dont une partie est séparée pendant le chauffage.

III. *Procédé de M. Welsh of Westerfield, de New-York.* — L'industriel qui a le mieux réussi à développer aux Etats-Unis l'industrie du jus de raisin est M. Welsh of Westerfield, de New-York.

Son procédé consiste à chauffer d'abord les raisins, de préférence des raisins de Concordia, à les bouillir après les avoir égrappés ; il presse ensuite très fortement les raisins ainsi pasteurisés pour séparer le jus qu'il met en bouteilles, et pasteurise à une température d'environ 70 degrés centigrades.

Le jus de raisin Welsh est bien supérieur au vin sans alcool suisse, car il contient en suspension une grande partie des sels, des substances albuminoïdes, et aussi d'autres substances utiles contenues dans le raisin. Il est naturellement trouble, toutefois d'une apparence assez agréable et, mélangé avec de l'eau, il constitue une boisson très rafraîchissante, gardant le goût qui caractérise les raisins avec lesquels il est fabriqué, saveur que beaucoup de personnes, surtout en Amérique, apprécient.

On ne pourrait évidemment pas appliquer ce procédé à beaucoup de raisins européens, dont le goût serait altéré par la cuisson et deviendrait désagréable.

Le jus Welsh est toutefois, au point de vue hygiénique et diététique, bien préférable au jus de raisin suisse et français ; seulement il conserve l'inconvénient de contenir environ 82 0/0 de son poids d'eau qu'on est forcé d'embouteiller et de transporter en pure perte.

IV. *Procédé de M. Eudo Monti.* — Les méthodes préconisées par M. Eudo Monti ont été appliquées par la Coopérative d'Exportation des Produits Vinicoles du Trentin, de Trente. Son jus de raisin, marque « Frigor », était fabriqué en pressant d'abord le raisin égrappé, en épuisant ensuite le marc séparé des râfles et autant que possible aussi des pépins avec de l'eau tiède à une température n'excédant pas 50 degrés, mais quelque peu supérieure à 40, dans le but d'empêcher la fermentation.

L'extrait ainsi obtenu était ajouté au jus et le mélange concentré par la congélation au moyen de tambours roulants, à expansion directe d'ammoniaque. Des râcloirs, proprement disposés, détachaient de la surface des tambours la masse glacée.

Le magma de cristaux de glace ayant la consistance d'un sorbet, dont on séparait les grains de glace, était d'abord égoutté et ensuite systématiquement épuisé avec des solutions refroidies de plus en plus diluées provenant de la liquéfaction fractionnée du jus de raisin congelé dans une opération précédente.

Le jus de raisin obtenu par cette méthode contient environ

40 0/0 d'extract sec, c'est-à-dire environ 2 fois $1/2$ la quantité d'extract contenu dans le jus naturel des raisins avec lesquels il a été préparé, et caractérisé par un parfum extrêmement agréable.

Lorsque l'on concentre une solution quelconque au moyen de la congélation et du déplacement systématique des substances solubles interposées entre les cristaux de glace, les substances pectiques et en général tous les colloïdes restent entre les cristaux de glace, qui agissent comme membranes semi-imperméables.

Lorsqu'il importe de garder en solution les pectines contenues dans le jus de raisin ou d'autres fruits, avec lesquels on peut préparer des gelées ou des marmelades, il faut soumettre le jus congelé à la centrifugation, qui en sépare mécaniquement les substances interposées.

Le jus ainsi concentré est mis en bouteilles et « tyndalisé »; c'est-à-dire chauffé plusieurs fois, d'abord à une température de 45 degrés et ensuite à 48 degrés, pour détruire tous les germes de fermentation sans coaguler ni altérer les substances protéiques, les enzymes et les vitamines contenues dans le germe du raisin.

Le produit obtenu contient donc toutes les substances utiles renfermées non seulement dans le jus de raisin, mais aussi dans le marc, c'est-à-dire l'extract de la pellicule du raisin que tout le monde sait être très riche en acides, en sels, et en ces principes encore peu connus que l'on appelle les vitamines, qui exercent une action si active sur la digestion des aliments, et surtout des substances protéiques.

Le jus ainsi préparé a toutefois l'inconvénient de ne pas se garder au contact de l'air, qui pourrait y apporter des ferments; cet inconvénient entraîne naturellement une forte dépense d'embouteillage et de tyndalisation. Pour obtenir un produit se gardant même à l'air libre, sans stérilisation, il faut en séparer une plus forte quantité d'eau, de manière à obtenir qu'il contienne au moins 70 0/0 d'extract sec, sans altérer les substances vitales renfermées dans le moût, ce que l'on ne peut faire qu'en concentrant le jus à basse température dans le vide.

M. E. Monti remarque que, lorsqu'on chauffe le jus de raisin dans les appareils à vide ordinaires, chauffés à la vapeur, la matière albuminoïde contenue dans le moût, et qu'il est utile de ne pas éliminer, car elle a une très grande valeur alimentaire, se fige en adhérant à la surface des tuyaux et y forme une couche qui entrave la transmission de la chaleur et diminue considérablement le rendement de l'appareil, communiquant au jus, même concentré, à très basse température, un goût de cuit très désagréable. La difficulté est surmontée en chauffant les tuyaux par un courant d'eau tiède dont la température ne dépasse pas celle de la coagulation des substances de l'albumine.

M. E. Monti a constaté qu'en disposant d'une bonne pompe, permettant de travailler sous une pression absolue de 40 mm. de mercure, et en chauffant l'appareil à environ 35° par un courant d'eau tiède que l'on peut dériver du condenseur d'une machine à vapeur ou du radiateur d'une machine thermique à combustion intérieure,

particulièrement des moteurs à mazout dont l'emploi se répand de plus en plus, l'on pourrait obtenir un rendement presque égal à celui qu'on obtient en chauffant à la vapeur.

Disposant d'une très bonne pompe à sec ou même d'un condenseur dont la surface assez étendue se combine avec un condenseur barométrique, l'on peut concentrer le jus de raisin sans en altérer aucunement le goût ni les propriétés jusqu'à cristallisation.

Lorsque le jus de raisin a été concentré sans en séparer les matières albuminoïdes et les matières pectiques, le jus concentré se cristallise en cristaux très minces, qui ont l'apparence, et, s'il s'agit de raisins blancs, même la couleur du miel d'abeilles cristallisé ; cela a suggéré à M. Monti l'idée d'appeler ces cristaux « miel de raisin », dénomination qui se rapporte uniquement à l'apparence extérieure du produit.

De nombreuses analyses de ce produit ont été opérées à la station œnologique d'Asti ; elles sont rapportées dans le tableau ci-joint :

Pour 100 parties en poids.

Densité, 15 degrés	1,4025
Extrait	79,86
Sucres réducteurs	75,52
Dextrose	42,47
Lévuiose	33,05
Acidité totale (ac. tartrique)	0,82
Acide tartrique total	0,54
Maligne	0,79
Cendre	1,10
Azote total	0,036
— (amino-acides)	0,021
— (amidico-ammoniacal)	0,0008
Phosphore total	0,085
— organique	9,009

Lorsqu'on peut alimenter la pompe avec une forte quantité d'eau très froide, il est même possible d'évaporer les moûts à une température d'environ 15° c. en employant comme moyen de chauffage l'eau à la température de 25-30° c. qui coule du condenseur de la machine frigorifique.

En opérant dans ces conditions, on obtient un produit très fin ; on a, en outre, l'avantage de ne pas être obligé d'employer du charbon dans les endroits où on peut disposer d'énergie hydraulique à bon marché.

Les moûts, concentrés par les procédés que nous venons de dire, gardent inaltérées toutes les substances connues et même celles très peu connues auxquelles on attribue l'action bienfaisante que les raisins frais exercent sur la digestion, surtout sur la digestion des personnes souffrant de maladies nerveuses ou de l'estomac.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
PREMIÈRE PARTIE. — <i>Histoire synthétique de la prohibition</i> .	9
GÉNÉRALITÉS	9
CHAPITRE PREMIER. — Stade de réglementation	11
CHAPITRE II. — L'option locale	14
CHAPITRE III. — Prohibition d'Etat	20
CHAPITRE IV. — Prohibition de guerre et prohibition nationale	25
CHAPITRE V. — Les initiatives privées. Eglises, Partis politiques, Femmes, Antisaloon League	34
DEUXIÈME PARTIE. — <i>Conséquences économiques et sociales de la Prohibition aux Etats-Unis</i>	47
CHAPITRE PREMIER. — Gains économiques résultant de l'arrêt de la production de l'alcool. — Les industries de remplacement	47
CHAPITRE II. — Gains économiques obtenus par l'arrêt de la consommation de l'alcool	57
TROISIÈME PARTIE. — <i>La prohibition américaine au point de vue français</i>	73
GÉNÉRALITÉS	73
CHAPITRE PREMIER. — Conséquences immédiates pour le commerce	74
CHAPITRE II. — Hypothèse d'une généralisation de la prohibition	77
§ 1. — Pourquoi cette généralisation doit être prévue .	77
§ 2. — Politique à adopter	82
CHAPITRE III. — L'antialcoolisme	92
§ 1. — Historique du mouvement	92
§ 2. — Critique des méthodes	95
CONCLUSIONS	105
ANNEXE. — <i>Les procédés modernes de conservation du jus de raisin</i>	107

CAHORS, IMPRIMERIE COUESLANT (*personnel intéressé*). — 25.590

